

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Jeudi 25 février 2016**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du jeudi 25 février 2016 18H00 – Salle du
Conseil Municipal**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Relations aux publics, commémorations

- 1 Parrainage de la Frégate Multi-Missions Languedoc de la Marine nationale - Adhésion à l'association des Villes Marseillaises

Finances

- 2 Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en 2015
- 3 Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2015
- 4 Débat d'Orientations Budgétaires 2016

Urbanisme, aménagement durable

- 5 Opération d'aménagement - Avenue François Delmas Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté Objectifs et modalités de la concertation et d'association du public
- 6 Quartier Consuls de Mer Périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) « Moulins des Sept Cans - Petit Train » Convention relative au financement des équipements publics à réaliser dans le cadre de la concession d'aménagement "Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020"
- 7 Quartier de la Pompignane Lancement d'un projet de renouvellement urbain Objectifs et modalités d'association du public
- 8 Domaine de Lavalette Résiliation partielle de l'emprise foncière du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 entre la Ville et "Montpellier SupAgro" et cession à Montpellier Méditerranée Métropole Parcelle cadastrée BX 5p à Clapiers

Culture

- 9 Théâtre Jean Vilar Conventions de partenariat avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier pour l'organisation de l'option facultative théâtre - Demande de subvention à la D.R.A.C.
- 10 Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.). Remplacement d'un membre du jury de maîtrise d'œuvre
- 11 Attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2016
- 12 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier – Pavillon Populaire et Air France – Direction régionale Méditerranée
- 13 Comédie du Livre 2016 Rémunération des écrivains et prise en charge des frais d'accueil des différents intervenants
- 14 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016
- 15 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à huit galeries associatives d'art contemporain Conventions de partenariat Exercice 2016
- 16 Festival international du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France Désignation d'un représentant

Démocratie de proximité et Maisons pour Tous

- 17 Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Education

- 18 Demande de permis de construire pour des bâtiments modulaires - écoles Miguel de Cervantès, Jean Mermoz et Jean Moulin
- 19 Ecoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2015-2016.

Jeunesse et Sports

- 20 Carte Été Jeunes 2016 Attributions à titre gratuit
- 21 Convention de partenariat Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du dispositif Carte Été Jeunes (CEJ).
- 22 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS).
- 23 Conseil Montpellierain de la Jeunesse - organisation du Rallye de la Culture en lien avec le

- 24 Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville
- 25 Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Affaires sociales

- 26 Adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR)

Commerce et artisanat, affaires économiques

- 27 Accompagnement des manifestations en milieu festif - Demande de subvention dans le cadre des Estivales 2016 -
- 28 Convention tripartite Ateliers d'Art de France -Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier relative à l'organisation du salon Ob'art 2016 - Autorisation de signer

Administration de la collectivité et désignation de représentants

- 29 Détermination du nombre d'Adjointes au Maire de la Ville de Montpellier
- 30 Mise en place de la commission éthique à la Ville de Montpellier- modification de la composition et de la durée du mandat des représentants
- 31 Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration
- 32 Universités de Montpellier- Désignation de nouveaux représentants
- 33 Institut Confucius - Désignation d'un nouveau représentant à l'Assemblée Générale
- 34 Commission de la réforme du matériel et des véhicules Désignation d'un membre de la commission interne
- 35 Association « Maison de Montpellier à Chengdu » Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale
- 36 Association MEDIA FORMA SUD Désignation d'un nouveau représentant de la Ville au Conseil d'administration
- 37 Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole Désignation d'un représentant de la Ville
- 38 Festival international MONTPELLIER DANSE Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'administration
- 39 Commission de contrôle des délégataires de service public Désignation d'un nouveau membre titulaire

Finances

- 40 Reports d'affectations de subventions votées en 2015
- 41 Attributions de subventions - Exercice 2016
- 42 Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et autorisation de lancement et de signature pour un marché de développements, de maintenance et d'accompagnement sur les logiciels libres de la plate-forme e-services mutualisée.
- 43 Hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla Mise en accessibilité pour les personnes en situation de handicap Autorisations préalables aux travaux et demandes de subventions
- 44 Bistrot et Théâtre de Grammont Convention de réalisation de travaux et de répartition des coûts
- 45 Mise à disposition d'un local associatif Approbation du loyer Autorisation de signer la convention
- 46 Domaine de Lavalette Convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun
- 47 Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Ressources humaines

- 48 Convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg
- 49 Renouvellement des conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.
- 50 Modification du tableau des effectifs

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du jeudi 25 février 2016

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Monsieur le Maire : Je déclare ouverte cette séance du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 25 février 2016. Je vous propose de nommer comme secrétaire de séance Mademoiselle BODKIN.

Puisque le quorum est largement atteint, nous pouvons délibérer. Toutefois, avant de passer aux affaires de la commune, je voudrais honorer de la médaille des citoyens d'honneur de la Ville de Montpellier, JonOne, auquel je demande de me rejoindre au pupitre.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Ce soir, j'ai l'honneur et le grand plaisir de remettre la médaille de la Ville à JonOne. Artiste américain d'origine dominicaine, né à Harlem, il a choisi la France comme terre d'accueil et de création artistique.

JonOne, vous avez commencé la culture graffiti très jeune avec vos amis d'enfance, en intervenant sur les trains ou sur les murs d'Harlem. Puis, vous avez fondé le groupe 156 All Starz, avant de devenir Jon156 puis JonOne. En arrivant en France, vous avez commencé à peindre sur des toiles, toujours en parallèle de vos activités de graphiste. Aujourd'hui, vos expositions effectuent le tour du monde : Hong Kong, Los Angeles, Paris, Zurich,

Lille, Moscou, Marseille, Shanghai, Casablanca, et bien sûr Montpellier où, avec Bernard TRAVIER et Patricia MIRALLES, nous vous avons confié ce magnifique lieu qu'est le Carré Saint-Anne, que vous avez conquis avec la ville tout entière.

Véritable icône de la culture urbaine - nous sommes la seule ville à disposer d'une délégation à la culture urbaine, portée par Patricia MIRALLES -, nous avons annoncé en juin dernier de cette façon l'inauguration de votre exposition au Carré Saint-Anne. Ce qualificatif n'était pas de trop, il s'est vérifié au regard de la fréquentation record de l'exposition avec plus de 100 000 visiteurs en quelques semaines. Je sais par ailleurs que lors d'une séance de dédicaces voilà deux jours, vous avez usé deux Bics, représentant l'équivalent cinq kilomètres par stylo ! Ces 100 000 visiteurs sont venus voir dans un centre d'art la culture de la rue, vos explosions de couleurs, et votre charge vitale. Avec vous, JonOne, Montpellier a fait figure de pionnière en faisant entrer le *street art* et plus largement la culture urbaine, dans un lieu public d'exposition. Dans un centre d'art contemporain, des centaines de personnes ont ainsi franchi le seuil d'un espace d'art. Des centaines de férus d'art contemporain ont ainsi découvert la générosité du *street art* et cette culture de la rue. Avec vous, la rue s'est invitée dans un lieu patrimonial. L'histoire de l'art à Montpellier et votre parcours artistique sont désormais intimement liés ; ce choix audacieux, nous l'avons relevé ensemble et je tiens à vous en remercier très sincèrement. Je vous remercie également pour votre simplicité et votre générosité avec tous les Montpelliérains venus vous voir, sans compter le temps que vous leur avez accordé pour leur parler ou prendre des *selfies* avec eux. Cette qualité est chère à mon cœur, et je voulais vous en remercier au-delà du document que je lis, un peu conventionnel.

Je tiens également à souligner qu'au-delà de votre statut de pionnier du *street art*, vous êtes également engagé, notamment en faveur de la Fondation Abbé Pierre. Cet engagement vous honore. Ces causes ont besoin de gens et de talents comme le vôtre.

Enfin, je tiens également à vous remercier au nom de tous les Montpelliérains pour avoir offert à la Ville la toile située derrière nous, « Up and down ». Cette toile sera propriété de la Ville : je le dis pour les imbéciles croyant qu'il s'agit d'une toile offerte au Maire, comme j'ai pu le lire. Cette toile est offerte à la Ville, avec un contrat et un acte d'engagement. Alors, les *cattiva lingua* comme on dit en italien, prière de baisser d'un ton. L'expression signifie « langue de vipère ».

Il s'agit donc d'une grande fierté pour notre ville que de vous remettre la médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier. Je vais demander à Patricia MIRALLES de me rejoindre parce qu'elle a suivi votre exposition du début jusqu'à la fin. Je préfère regarder le travail plutôt que d'écouter les mauvaises langues.

(Applaudissements)

JonOne : Avant que je ne commence, je voudrais remercier plusieurs personnes, parce que bien sûr que l'artiste qui est devant vous crée l'œuvre, mais l'œuvre, c'est une chose. Mais sans votre amour envers moi, l'artiste n'existe pas. C'est grâce à Monsieur le Maire qui a donné son accord pour cette exposition. Et je voudrais vous adresser à vous aussi mes remerciements, vous Conseil municipal parce que, je ne sais pas, vous n'avez peut-être pas l'habitude de voir des artistes devant vous, c'est une assemblée plus sérieuse. C'est un honneur d'être devant vous. Je suis très touché parce que l'art, c'est très important dans une ville, c'est ce qui donne le petit piment dans une ville, et c'est très important. Je voudrais aussi remercier Numa, Ordri, Paul et aussi bien-sûr Patricia, parce que ce sont eux qui tiennent les lieux eux-mêmes, et c'est un grand succès. Toute l'équipe du Carré Saint Anne, je partage ce succès avec eux aussi car c'était un grand honneur, et qu'ils font partie de ce succès aussi. Merci à tout le monde.

Monsieur le Maire : Je voudrais vous communiquer quelques informations rapides en début de Conseil. Madame Khanthaly PHOUTTHASANG m'a remis, ainsi qu'à Monsieur le Préfet de l'Hérault, sa démission de ses fonctions d'adjointe au Maire, et de son mandat de conseillère municipale de la Ville de Montpellier. Cette démission ayant été acceptée par Monsieur le Préfet, le 29 janvier, Monsieur Thibault RASSAT vient la remplacer au sein de notre assemblée. Il sera délégué à l'évaluation des politiques publiques auprès de Max LEVITA, Premier adjoint. Je passe la parole à Monsieur le Professeur d'économie.

Thibault RASSAT : Je vous remercie de me passer la parole, Monsieur le Maire, à cette première séance du Conseil municipal pour ma part. Je tiens à vous remercier tous pour votre accueil. Effectivement, c'est un honneur pour moi de pouvoir m'occuper de l'évaluation des politiques publiques à une époque où justement, il convient de trouver des outils pour faire mieux avec moins, comme vous nous l'aviez demandé.

Monsieur le Maire : Deux profs d'économie ensemble, cela va le faire.

Je vous propose l'adoption du procès-verbal de la séance du 28 janvier 2016.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent (28 janvier 2016).

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption de l'ordre du jour.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal (cf. fin du document).

1- Parrainage de la Frégate Multi-Missions Languedoc de la Marine nationale

Adhésion à l'association des Villes Marraines

1.

Le parrainage de bâtiments de guerre est une tradition qui remonterait en France à l'époque de Charles VI. Les collectivités étaient invitées à verser leur contribution pour financer les navires de guerre : la Ville de Paris, le Marseillais, la Bretagne, le Bordelais... Cette pratique, guidée à l'époque par des considérations économiques, a permis de constituer la plupart des marines de guerre.

Si l'aspect financier a aujourd'hui disparu, le parrainage est un symbole fort qui unit la collectivité à son filleul. Il permet de créer du lien social entre la population et les personnels militaires et de susciter des opportunités d'échanges et de rencontres, notamment dans les domaines éducatif et culturel. Au-delà, ce geste se veut également une reconnaissance de l'action des forces armées en matière de protection et d'assistance à la population à l'extérieur comme sur le territoire national. A ce jour, plus de 160 collectivités territoriales sont marraines d'une unité opérationnelle des forces armées.

Conformément à la procédure en la matière et en concertation avec l'association des Villes Marraines, Monsieur le Maire a adressé le 8 juillet 2015 une demande en ce sens auprès du Chef d'Etat-major de la Marine. Par courrier, ce dernier a donné un avis favorable à cette requête et proposé que la Ville de Montpellier parraine la FREMM (FREgate Multi-Missions) Languedoc.

La frégate Languedoc est le troisième navire de ce type de l'Armée française après l'Aquitaine et la Provence. Ce bâtiment d'une longueur de 142 mètres dispose d'une capacité d'accueil d'environ 145 marins et son équipage optimisé à la mer devrait en compter une centaine. Cette frégate dispose d'un arsenal polyvalent lui

permettant de remplir les missions diverses qui lui sont assignées : lutte anti-navires, lutte anti-sous-marine, lutte anti-aérienne, soutien et appui aux opérations de projection.

La FREMM Languedoc est actuellement en chantier sur le site de DCNS, un des leaders mondiaux dans l'industrie navale de défense, à Lorient. La cérémonie de première levée³ des couleurs, moment fort de la montée en puissance de la FREMM et de son équipage, a eu lieu le 11 septembre 2015. La première sortie en mer s'est effectuée le 7 octobre 2015 pour une livraison à la Marine nationale à Toulon le 16 mars 2016.

A l'occasion de cette livraison et dans la mesure où le Conseil municipal de la Ville de Montpellier accepte ce parrainage, pourra être organisée à Toulon une cérémonie officielle durant laquelle Monsieur le Maire de Montpellier et le Commandant de la FREMM Languedoc seront amenés à signer la charte de parrainage. Un certain nombre de dispositions pourront ensuite être prises pour entretenir le lien avec les marins de la frégate Languedoc, à l'occasion des célébrations patriotiques ou d'événements survenant au sein de la FREMM, en particulier lors des prises de commandement ou des départs en campagne.

Par ailleurs, des rapports privilégiés seront tissés entre l'équipage et les élèves de classes sélectionnées parmi les établissements scolaires de Montpellier, ce jumelage participant du travail d'apprentissage citoyen et de mémoire dévolu à l'Education nationale. Ces temps d'échanges réguliers pourront notamment s'appuyer sur les nouvelles technologies de l'information.

De plus, avec le soutien de la Chambre de commerce et d'industrie, les entrepreneurs montpelliérains et leurs potentiels clients locaux pourront participer aux réceptions à bord de la frégate lors des escales à l'étranger : les contacts noués dans le cadre prestigieux d'un bâtiment de la Marine nationale à quai sont toujours un atout pour le rayonnement international des entreprises françaises.

Parallèlement, le parrainage implique d'adhérer à l'association des Villes Marraines dont le montant annuel de cotisation est fixé à 3000 euros, étant précisé que le premier versement s'effectue l'année civile suivant celle de la cérémonie de parrainage.

La réglementation en vigueur prévoit que le parrainage doit être entériné par un vote unanime de l'assemblée délibérante. Cette disposition permet de préserver le principe essentiel de neutralité et de réserve des militaires dans leurs relations à l'institution. Le principe du vote à l'unanimité du Conseil municipal constitue également une garantie d'absence de critères politiques ou personnels, autant qu'un gage de solidité des liens et d'intérêt réel de la commune pour les activités des forces armées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :

- Donner son accord à l'unanimité pour concrétiser le parrainage par la Ville de Montpellier de la Frégate Multi-Mission Languedoc tel que proposé par le Chef d'état-major de la Marine nationale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à adresser la demande d'agrément de ce parrainage auprès de l'association des Villes Marraines, seule habilitée après validation par le Conseil municipal à la soumettre à l'autorité militaire visée ci-dessus ;
- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association des Villes Marraines et d'en imputer la cotisation au chapitre 920.

Monsieur MAILLET : Monsieur le Maire, Monsieur le Commissaire, chers collègues. La Ville de Montpellier a aujourd'hui l'occasion de devenir via l'association Nationale des Villes marines, la marraine d'un bâtiment de la marine nationale au nom, forcément évocateur, pour chacun d'entre nous, « La Frégate Languedoc ». Au-delà du symbole, un tel parrainage vise à créer du lien social entre les Montpelliérains, petits et grands, et les personnels militaires. Parrainer « La Frégate Languedoc » nous permettrait de développer des échanges dans plusieurs domaines, notamment éducatif, culturel et économique. De très nombreuses opérations peuvent être organisées et si le Conseil municipal donne son accord pour concrétiser ce projet, nous souhaiterions que les principales actions soient envisagées en direction de la jeunesse et du monde économique. Mais je vais laisser le Commissaire Antoine BLANCHARD vous en dire plus à la fois sur « La Frégate Languedoc » mais aussi sur les milles nautiques que nous pourrions parcourir ensemble avec l'équipage et avec les montpelliérains.

Monsieur le Maire : Monsieur MAILLET, vous avez oublié quelque chose de fondamental. En effet, cette affaire dans le Conseil municipal revêt un caractère d'exception car elle requiert un vote à l'unanimité des élus. Pour cette raison, je vous demande de bien entendre les explications. Si un d'entre nous refusait ce projet de délibération, il condamnerait définitivement la Ville de Montpellier dans ce type d'action éducative pour l'ensemble de ses jeunes. Je passe la parole à Monsieur le Commissaire BLANCHARD.

Commissaire Antoine BLANCHARD : Merci Monsieur le Maire, et merci à la Ville de Montpellier de nous accueillir ce soir. Un mot pour présenter la délégation représentant la frégate Languedoc : l'enseigne de vaisseau Camille DENTANT avec moi, est une des officiers de la frégate, et je suis le Commissaire Antoine BLANCHARD. Je représente le commandant puisque la frégate se trouve toujours en mer : elle accoste tout juste ce soir, et nous avons d'abord envoyé une petite équipe afin de la représenter. Le Commandant n'a donc pas pu se libérer, devant naturellement demeurer à la manœuvre à bord pour revenir à bon port.

Je vous propose de présenter en quelques mots le bateau, et surtout ses missions, puis les différents métiers rencontrés à son bord. En effet, sous le qualificatif de marin, nous trouvons énormément de métiers disposant d'une équivalence civile. Cet aspect peut se révéler intéressant pour une ville. La frégate est un bâtiment de 142 mètres de long pour 20 mètres de large. Il s'agit donc d'un bâtiment de premier rang et d'une des frégates les plus importantes de la Marine nationale : seuls le porte-avions ou les porte-hélicoptères se révèlent plus imposants. Il s'agit donc d'un outil de premier plan pour la Marine nationale.

A bord, nous sommes 105, femmes et hommes, de tous grades, et assez jeunes, puisque la moyenne d'âge est de 27 ans. Nous comptons ainsi beaucoup de jeunes de 18, 19 et 20 ans ; parfois, nous pouvons aussi avoir des mousses entre 16 et 18 ans, employés à bord.

La diapo suivante montre quelques caractéristiques techniques du bateau.

Quelques mots sur la frégate dite « multi-missions ». En effet, sa dominante est la lutte anti-sous-marine, mais elle est aussi capable de remplir un panel d'autres missions. Puisque la marine essaye de faire mieux avec moins de moyens, nous sommes en équipage optimisé. Avec 105 personnes, nous conduisons à peu près autant de missions que les frégates de l'ancienne génération avec un équipage double. Ces nombreuses missions correspondent à une gradation entre le temps de paix, le temps de crise et le temps de guerre, beaucoup plus exceptionnel. Sans entrer dans les détails, il peut s'agir de missions de police en mer avec la lutte contre le narcotrafic ou les menaces terroristes passant par la mer, le soutien humanitaire quand, par exemple, nous portons assistance à un pays victime d'une catastrophe naturelle. En temps de crise, nous remplissons des missions de présence dans une zone pour y récolter du renseignement et marquer la volonté diplomatique de la France d'être présente dans la résolution de certaines crises. Nous pouvons aussi rencontrer des évacuations de ressortissants français et européens grâce aux bâtiments de la Marine : de telles opérations sont récemment intervenues en Libye, au Liban et au Yémen puisque l'enseigne de vaisseau Camille DENTANT y participait sur son précédent bateau. En temps de guerre, il s'agit de missions de lutte plus ouvertes avec une dominante pour la frégate, la lutte anti-sous-marine, c'est-à-dire la lutte contre les sous-marins depuis la frégate. En effet, un des enjeux stratégiques en ce moment est le développement de la menace sous-marine. Je n'entre pas dans les détails.

Sur la diapositive suivante, nous apercevons quelques-uns des équipements existants à bord. Je vous épargne les détails techniques, mais nous avons concentré beaucoup d'équipements et beaucoup de technologie pour pouvoir conduire sur un seul bâtiment les missions auparavant effectuées par différents types de bâtiments.

La diapositive suivante nous amène à la deuxième partie expliquant notre présence ce soir. Pourquoi l'équipage du Languedoc a choisi de proposer à la Ville de Montpellier de devenir sa ville marraine ? Ce choix s'est imposé à nous en raison du nom, bien sûr, mais aussi en raison d'un lien historique très ancien. Un premier bateau dénommé Le Languedoc au XVIII^e siècle avait été financé grâce à un don des états du Languedoc, en 1761. Plusieurs siècles plus tard, nous nous sommes naturellement tournés vers Montpellier pour un autre bateau baptisé du même nom. Par ailleurs, ce bateau du XVIII^e siècle témoignait d'une histoire assez riche puisqu'il avait participé à la campagne d'Amérique, fournissant un appui aux insurgés américains afin qu'ils

obtiennent leur indépendance à partir de 1776. Il a ainsi remporté la bataille navale de Chesapeake, avec d'autres bateaux français, entrant ainsi dans l'histoire maritime.

La diapositive suivante est un autre clin d'œil au Languedoc. La devise retenue pour la frégate par la Marine « Honneur et protection dans les armes », est aussi celle de la famille DAX de Montpellier.

Pourquoi proposons-nous un parrainage à la Ville de Montpellier et pourquoi les unités de la Marine nationale souhaitent créer des parrainages avec des villes en France ? Nous en trouvons en effet pour quasiment chaque bâtiment de la Marine. Ce parrainage revêt une dimension presque affective pour les marins heureux d'avoir une ville qui « vibre » avec eux lorsqu'ils se trouvent en mer. Surtout, il s'agit de tisser très concrètement des liens avec la population de cette ville, et notamment avec sa jeunesse. Souvent, nous observons beaucoup d'échanges à travers les jeunes, les écoles, les collèges et les universités. Finalement, le parrainage se révèle un lien symbolique dans lequel nous mettons différentes initiatives concrètes proposées à la fois par les marins et les citoyens de la ville marraine. En retour, les marins sont heureux de disposer d'une ville référente avec laquelle ils peuvent échanger lorsqu'ils se trouvent en mission. De plus, les souvenirs d'échanges avec des villes marraines se transmettent souvent de marins en marins puisque l'équipage est renouvelé au fil des années. Ces parrainages font partie de l'histoire du bateau. Pour ces raisons, nous avons souhaité proposer un parrainage avec la Ville de Montpellier.

Comme je vous l'indiquais, le parrainage constitue un cadre général dans lequel nous pouvons intégrer différents projets en fonction des attentes des acteurs locaux. De façon classique, dans les parrainages, nous retrouvons deux volets. Le premier volet concerne les relations avec la jeunesse, surtout à travers le monde éducatif, quels que soient les niveaux d'enseignement comme par exemple les écoles primaires. Ces liens sont très appréciés des marins. En effet, nous partons en mission pour plusieurs mois et une classe d'une école de la ville se porte volontaire pour correspondre avec les marins, soit à l'ancienne avec des courriers, soit de façon plus moderne, au travers d'un blog ouvert et alimenté par les élèves de l'école. Je prends un exemple concret récent, avec la frégate La Motte-Picquet parrainée avec la Ville de Rennes. Un partenariat avait été monté entre l'équipage, une école de Rennes et un musée scientifique de Rennes. Cette frégate était partie en mission dans l'Atlantique Nord, et sur un blog ouvert avec l'école, les marins contribuaient à des articles sur des sujets scientifiques adaptés au niveau des élèves des écoles primaires : les aurores boréales, la nuit polaire, les phénomènes physiques vus à travers les yeux des marins. Du coup, les enseignants travaillaient avec leurs élèves sur ces sujets, et posaient des questions aux marins qui y répondaient, puisque nous disposons forcément de compétences techniques à bord. Ce blog avec ces questions et ces réponses permettait ainsi de nouer un véritable échange. Au retour de la mission, une partie de l'équipage était venue dans la classe en question, pour expliquer sa mission, et poursuivre l'échange avec les élèves.

De nombreuses autres actions sont également possibles avec les écoles primaires. Il peut s'agir tout simplement de visites à bord pour présenter le bateau et rencontrer les marins. De façon générale, les bâtiments de la Marine sont ouverts à toutes les propositions et les marins aiment bien échanger et parrainer. Par exemple, chaque marin parraine un élève et suit une correspondance avec lui. Beaucoup d'actions de la sorte apparaissent possibles.

A d'autres niveaux dans le monde éducatif, il peut s'agir d'accueil d'élèves de collèges, lycées, IUT ou université, en stage à bord. En effet, les 105 marins de l'équipage à bord recouvrent une diversité de métiers très impressionnante, toutes proportions gardées. Bien entendu, nous trouvons tous les métiers liés au monde marin et militaire, mais un peu comme une ville flottante à bord, nous disposons de cuisiniers, d'un boulanger, d'un médecin, d'une infirmière, de secrétaires, de mécaniciens, d'électriciens, d'informaticiens, et j'en oublie certainement. A chaque fois que l'occasion se présente, nous sommes heureux de recevoir quelqu'un souhaitant réaliser un stage sur un bateau, sans avoir nécessairement l'idée derrière de poursuivre son parcours dans la Marine. Un stagiaire peut ainsi souhaiter profiter d'un milieu un peu inattendu pour faire son stage de fin d'IUT, par exemple. Ces stages font partie des actions que nous pourrions conduire.

Le deuxième volet pouvant être glissé dans un parrainage est celui de la diplomatie économique. En effet, chaque bâtiment de la Marine arrivant dans un port étranger, accompagne cette escale d'activités de relations publiques : un bâtiment de la Marine faisant escale est comme un morceau de France se portant au contact d'un pays étranger. Naturellement, nous profitons de cette opportunité pour créer des liens avec les autorités locales

et la population locale. Il existe donc également un volet un peu officiel pouvant être accompagné par un peu de diplomatie économique. A l'occasion de la réception organisée à bord à l'arrivée en escale, des chefs d'entreprises de la ville marraine peuvent être invités et eux-mêmes peuvent inviter des clients locaux. Cette réception peut ainsi représenter une occasion de profiter de la marque « France » pour faire valoir des compétences économiques locales. Nous pouvons même aller jusqu'à mettre à disposition le bateau de la Marine, au profit d'entrepreneurs locaux autonomes dans leurs projets économiques.

Sur la diapositive, nous trouvons deux exemples avec le La Motte-Picquet. En 2013, à l'occasion d'une escale à Koweït-City, les entreprises agro-alimentaires de Rennes, la ville marraine, avaient été invitées à bord. Cet échange était allé assez loin, puisqu'il a abouti à un contrat dans la filière laitière notamment, signé avec le ministère de l'agriculture koweïtien, et des partenaires privés locaux. Nous avons également l'exemple de la frégate Dupleix, avec des entreprises liées aux nouvelles technologies, à l'occasion d'une escale en Inde. Des contacts avaient ainsi été noués avec des partenaires locaux avant de se développer de façon autonome puisqu'une fois la frégate partie, ces contacts avaient prospéré. Enfin, une escale reste aussi l'occasion de valoriser les produits de Montpellier. Nous pensons notamment à la viticulture, mais elle n'est pas le seul produit pouvant être mis en avant. Ce sera l'occasion d'en faire profiter les différents invités lors du cocktail d'escale.

Pour sceller le parrainage, de façon traditionnelle, une escale est réalisée dans la ville marraine ou au plus près, quand il n'existe pas de débouché océanique. A cette occasion, l'objectif est d'accueillir un maximum de Montpelliérains à bord pour leur faire découvrir le bateau, pour que les marins rencontrent les Montpelliérains, que chacun apprenne à se connaître et tisse du lien social comme il a été indiqué en introduction.

En conclusion, nous vous proposons ce soir de tisser un parrainage avec vous. Faisons preuve ensemble d'audace et d'imagination puisque ce parrainage est à géométrie variable : nous y mettons ce que chacun veut bien porter comme projets. Merci de votre attention.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Commissaire BLANCHARD. Je vais passer la parole aux élus souhaitant s'exprimer sur le sujet.

Je précise les règles du jeu pour le conseil à venir. Je vais donner la parole aux présidents de groupes, mais comme je suis démocrate, je ne veux priver les élus n'appartenant à aucun groupe, de s'exprimer. Ils disposeront cependant d'un temps de parole moins élevé : dans le cas contraire, il ne servirait à rien de constituer des groupes. Je donne des temps de parole de cinq minutes, comme à la Métropole hier.

Des règles sont nécessaires. Ces cinq minutes figurent dans le règlement intérieur. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur de SAINT-JOUAN, Madame BRISSAUD, Monsieur VIGNAL, Monsieur DOMERGUE, Madame JAMET et Monsieur EL KANDOUSSI.

Cédric de SAINT-JOUAN : Monsieur le Maire, chers collègues. Je trouve votre initiative à première vue sympathique, ayant le mérite de rapprocher les armées des concitoyens. Néanmoins, cette initiative est très décalée des préoccupations quotidiennes touchant les Montpelliérains : l'insécurité croissante, la pénurie d'emplois et accessoirement la propreté de la ville.

Malgré les multiples facettes de ce projet, nous connaissons d'avance l'utilisation qui lui sera réservée, à savoir une communication outrancière. Nous avons déjà eu droit au Maire sur un char de la libération, et nous subissons pour la troisième fois consécutive...

Monsieur le Maire : Nous allons introduire une autre règle, si vous sortez du sujet, je vous coupe la parole. Votre propos n'est pas acceptable, vous méprisez totalement Monsieur le Commissaire venu exprès pour expliquer ce parrainage avec la frégate. Revenez au sujet.

Cédric de SAINT-JOUAN : Je ne méprise rien du tout. La campagne sur la mise en régie de l'eau s'apparente à Montpellier Unlimited, campagne violemment critiquée par l'adjoint à la culture de l'époque...

Monsieur le Maire : Nous passons à l'intervention suivante. Vous êtes hors sujet, Monsieur de SAINT-JOUAN. Allez-y, Madame BRISSAUD, vous au moins, témoignez de bon sens.

Anne BRISSAUD refuse de prendre la parole.

Patrick VIGNAL : Le groupe PS, EELV, Progressistes et apparentés votera à l'unanimité pour cette frégate.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur VIGNAL. Madame JAMET.

Brouhaha dans la salle.

Monsieur le Maire : Monsieur de SAINT-JOUAN, vous pouvez attaquer politiquement, mais pas sur cette affaire : vous n'avez aucun respect pour l'armée de la République. Aucun. C'est une honte de parler de la sorte dans cette affaire, là, je devrais vous renvoyer à l'école. Madame JAMET.

Applaudissements.

France JAMET : Juste quelques mots. Il me semble préalablement que Madame ACQUIER avait pris la peine de prendre langue pour obtenir un consensus. Je suis cependant surprise par votre déclaration d'entrée car tout le monde était consensuel, me semble-t-il, et avait l'intention de faire aboutir ce projet porteur d'énormément de valeurs et d'avantages. Comme représentante du Front national, je ne vais pas dire le contraire, surtout par les temps qui courent. Toutefois, vous jouez les pompiers incendiaires : au lieu de donner la parole de façon consensuelle, vous nous claquez et vous nous donnez la possibilité de dire trois mots.

Monsieur le Maire : Il ne s'agit pas de trois mots, mais de cinq minutes, comme le stipule le règlement intérieur.

France JAMET : Le règlement intérieur ne disait pas cela. Nous n'allons pas polémiquer là-dessus, nous en reparlerons. Hier vous m'avez coupé la parole sur le DOB, j'espère que nous aurons l'occasion d'en discuter.

Monsieur le Maire : Ce propos n'intéresse pas du tout le Commissaire BLANCHARD.

France JAMET : Je vous donne mon opinion car vous avez détourné le sujet.

Monsieur le Maire : Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, Monsieur le Commissaire, vous devez avoir une piètre image de notre Conseil municipal aujourd'hui. Par la symbolique du soutien que nous apporterons à ce projet, nous devons nous montrer consensuels d'autant que ce consensus est nécessaire pour permettre au projet d'aboutir.

Effectivement, la première intervention était totalement décalée, et il existe sûrement d'autres cénacles pour s'exprimer sur un problème politique alors qu'aujourd'hui nous sommes dans une symbolique. A un moment donné, j'ai eu peur que vous nous demandiez de financer la frégate comme par le passé. Mais puisque la cotisation pour appartenir aux villes marraines s'élève à 3 000 euros, nous pouvons nous le permettre me semble-t-il.

Permettez-moi de vous féliciter pour l'opportunité accordée à Montpellier, ex-capitale du Languedoc, de se manifester au travers d'un bâtiment aussi prestigieux, qui doit voir le jour. Car si j'ai bien compris, ce bateau n'a pas encore été mis à l'eau. Ce parrainage permettra peut-être à nos jeunes de pouvoir acquérir cette passion pour la marine. Nous avons besoin de marins. Ce parrainage pourra aussi profiter aux entreprises.

Comme je le signalais en aparté, le bâtiment sera dans la baie de Cannes durant le festival, mais il existe sans doute d'autres possibilités lors d'escales en Méditerranée où peut-être des chefs d'entreprises pourront vous

rejoindre. Merci d'être venu parmi nous, et excusez-nous de la piètre image donnée, car nous pouvons faire mieux. Je crois que le consensus s'impose aujourd'hui.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur DOMERGUE. Mais je ne prends pas le « nous » que vous utilisez, pour moi ou pour notre majorité. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, ce parrainage est un symbole fort permettant d'unir notre collectivité à cette frégate Languedoc. Il permet de créer du lien social avec les militaires et suscite des opportunités d'échanges et de rencontres. Pour toutes ces raisons, nous nous réjouissons de cette possibilité d'adhésion à cette association. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur EL KANDOUSSI. Je vais mettre aux voix l'affaire n°1.

L'affaire est votée à l'unanimité des exprimés. Je voudrais remercier le Commissaire BLANCHARD et sa collègue, ainsi que le rapporteur Henri MAILLET et Lorraine ACQUIER, chargée de ce dossier auprès de lui. Je les remercie pour leur sagesse et leur compréhension, ainsi que tous les élus qui après discussion ont souhaité une grande unanimité autour de ce projet : Monsieur EL KANDOUSSI, bien sûr, président du groupe majoritaire, mais aussi Monsieur Jacques DOMERGUE, président du groupe Les Républicains-Société civile, et Monsieur Patrick VIGNAL, président du groupe Socialistes, Europe Ecologie Les Verts et Progressistes. Je souhaite vous adresser à tous mes remerciements. Evidemment, je sortirai de mes remerciements les quelques imbécillités entendues en début de séance, mais nous savons d'où elles viennent.

Commissaire Antoine BLANCHARD : Je remercie les Montpelliérains pour leur confiance. Et pour sceller ce début de parrainage, je vous remets, Monsieur le Maire, de la part du Commandant du Languedoc, un objet de tradition chez les marins appelé « tape de bouche ». Concrètement, cet objet sert à boucher l'embouchure des canons pour éviter que l'eau de mer n'y entre. Mais ces tapes de bouche font aussi de très beaux objets de décoration.

Je confirme par ailleurs que la frégate est bien à l'eau depuis septembre 2015. Nous arrivons tout juste à Toulon, notre port d'attache, ce soir : à l'heure où nous parlons, la frégate est en train d'accoster. Monsieur le Maire, de la part du Commandant de la frégate, le Capitaine de vaisseau ARNOUX, resté à bord, je remets une tape de bouche à la Ville de Montpellier.

Un petit mot sur la symbolique. Nous y voyons forcément une ancre de marine, la surface du globe symbolisant le fait qu'un bâtiment de la Marine nationale peut être amené à intervenir partout où existent des foyers de crise, ainsi que la croix du Languedoc marquant notre attachement à Montpellier.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Et vous remercieriez le Commandant de vaisseau de la part du Conseil municipal de Montpellier et de l'ensemble des élus qui avec sagesse, ont adopté cette première affaire.

Je vous transmets également le livre d'histoire de la ville de Montpellier récemment réédité aux éditions Privat à Toulouse. L'histoire de la ville y est retranscrite depuis le néolithique jusqu'à nos jours, ainsi que l'histoire de la province du Languedoc.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEF sort de séance. M. VIGNAL sort de séance et laisse procuration à Monsieur MOURE.

2. Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en 2015

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est présenté au Conseil Municipal un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers d'un rapport de situation comparée, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener.

Il présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

I) Politique ressources humaines de la collectivité employeur en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

Le rapport de situation comparée de l'égalité professionnelle au sein de la collectivité, tel que joint en annexe, porte sur les:

I) Conditions générales d'emploi :

- 1) Effectifs
- 2) Durée et organisation du travail
- 3) Comptes épargne temps
- 4) Carrières : positionnement et promotions

II) Rémunérations

III) Formation

IV) Conditions de travail

V) Congés

Actions menées au sein de la collectivité afin de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes:

- Prise en charge des violences faites aux agents sur leur lieu de travail :

Elaboration et diffusion d'une procédure « protection fonctionnelle » adaptée aux éventuelles situations d'agression dont pourraient être victimes les femmes : alerte aux secours adéquats, information donnée au supérieur hiérarchique afin d'obtenir son soutien dans l'accomplissement des démarches, main courante ou dépôt de plainte au nom de l'agent ou de la commune, fiche d'incident de protection fonctionnelle visée par le supérieur hiérarchique, possibilité de demander un accompagnement auprès de la psychologue du travail, rappel du rôle d'information, de conseil et d'accompagnement du supérieur hiérarchique auprès des agents victimes ;

- Accès libre et confidentiel pour tout agent rencontrant des difficultés à une psychologue du travail interne à la collectivité, pouvant également contribuer à accompagner une alerte en cas d'apparition d'une situation de harcèlement ;
- Remplacement des agents en congé maternité pour éviter un surcroît de travail à la reprise du poste et favoriser l'accès à l'emploi pour les jeunes femmes ;
- Dispositifs d'organisation du temps de travail visant à une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie personnelle : Formules d'aménagement du temps de travail sur 5 jours, sans RTT, ou 4,5 jours, avec RTT, et modalités d'aménagement de temps partiel souples et individualisées ;
- Flexibilité des temps de travail grâce à des plages variables (hors services nécessitant des plages de travail déterminées par les besoins de leur activité et du service rendu) pour permettre une souplesse d'aménagement du temps de travail, contribuant également à la conciliation de la vie personnelle et de la vie professionnelle ;
- Campagne de formation « maîtrise des savoirs de base », qui contribue à développer l'offre de formation pour les femmes les moins qualifiées ;
- Projet « qualité de vie au travail » avec diffusion d'un questionnaire à l'ensemble des agents : l'analyse sexuée des réponses réalisée permettra de dégager certaines problématiques éventuelles et pistes d'action en conséquence, et pourra être creusée par le biais de groupes de travail.

Plan d'actions visant à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes:

- Mettre en œuvre un groupe de travail de femmes responsables de service, directrices adjointes et directrices sur la base du volontariat, animé par une/des référentes volontaires, chargé de réfléchir notamment à la problématique du « plafond de verre » et d'animer en interne le débat sur l'égalité professionnelle ;
- Renforcer les possibilités d'aménagement du temps de travail : les plages variables, déjà en vigueur, vont être étendues en repoussant le matin le début de la plage fixe à 9h15 et en réduisant l'après midi la fin de la plage fixe de 17h à 16h30. Cette mesure sera mise en œuvre en 2016 ;
- Renforcer la garantie d'absence de discrimination au recrutement :
 - Etablir et mettre à disposition des jurys une liste des questions discriminantes à proscrire en entretien, afin de contribuer à garantir l'égalité à l'embauche
 - Entreprendre la féminisation systématique des intitulés des fiches de postes et des intitulés de postes à pourvoir dans le cadre des diffusions internes et externes (ex : Directrice / Directeur de ...)

- Remplacer dans les vacances de postes la notion de « (grande) disponibilité » par celle de « travail possible soir et week-end » afin de réduire un éventuel frein aux candidatures de femmes face à la notion générique de « disponibilité »
- Entreprendre des actions de sensibilisation interne:
 - Intégrer aux formations de management et aux formations des évaluateurs à l'entretien professionnel une sensibilisation à la problématique d'égalité femmes – hommes, notamment concernant l'accompagnement des femmes dans leurs perspectives d'évolution professionnelle afin de dépasser les freins éventuels tels que l'auto - censure
 - Diffuser à l'ensemble des directeurs et responsables de service des éléments d'information et de communication relatifs à l'égalité femmes – hommes et aux actions qui peuvent être menées dans ce cadre
 - Réaliser une plaquette interne destinée à sensibiliser les agents à la mixité des métiers, en présentant les portraits et témoignages de femmes et d'hommes évoluant dans des métiers considérés comme typiquement « féminins » ou « masculins », afin d'atténuer les préjugés de genre liés à certains métiers en luttant contre le stéréotypes et d'en renforcer l'attractivité.

II) Politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes :

Soutien au milieu associatif

La Ville de Montpellier développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le domaine en leur attribuant des subventions de fonctionnement et pour la mise en place de projets. Ces associations mettent en place des actions de sensibilisation et d'information auprès de la population afin de permettre aux femmes de s'approprier et d'exercer leurs droits. Elles visent par ce biais à l'émergence de la parole des femmes et à la lutte contre toutes formes de discrimination.

Evolution de l'enveloppe des subventions sur la thématique droits des femmes

La journée internationale des droits de la femme

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier organise, en partenariat avec des associations, une manifestation dans le cadre de la Journée des droits des femmes.

A compter de 2012, il a été retenu que cette journée serait organisée chaque année **autour d'une thématique spécifique** en lien avec l'actualité. Les thèmes qui ont déjà été développés sont :

- 2012 : Les violences faites aux femmes.
- 2013 : Egalité professionnelle Femmes /Hommes,
- 2014 : Femmes et politique,
- 2015 : Paroles de femmes, quelle éducation pour une égalité réelle entre filles et garçons ?

En 2016, le thème retenu est l'égalité professionnelle, il sera développé autour d'une conférence-exposition proposée et animée par l'Institut de Promotion de l'Egalité Professionnelle. L'exposition « L'égalité professionnelle en tout genre » se décline en 3 axes :

- Travail et emploi des femmes : état des lieux
- Cadre juridique et institutionnel de l'Egalité professionnelle
- Mise en œuvre de l'égalité professionnelle : outils et bonnes pratiques.

Le choix d'une thématique permet de développer en amont un travail partenarial avec l'ensemble des services de la Ville qui souhaitent s'associer à cette démarche. En outre, de manière complémentaire, cette action de la collectivité se double le plus souvent d'interventions associatives en lien avec la thématique choisie.

La lutte contre la violence faite aux femmes

Dans ce domaine particulier, Montpellier a toujours eu une action forte, grâce notamment à la création au début des années 1980 du centre Elisabeth Bouissonnade. Ce centre géré par le CCAS assure 3 missions principales :

- hébergement et réinsertion de femmes victimes de violences,
- accueil de jour,
- gestion d'une plate-forme téléphonique : SOS femmes victimes de violences.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en 2015, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Max LEVITA : Après la poésie et le *street art*, la mer et ses embruns, je vous replonge sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes en 2015. Ce rapport ne donne pas lieu à vote, et vous êtes appelés à prendre acte.

Ce rapport présente les politiques menées sur la ville de Montpellier en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Il se décline en plusieurs chapitres : la politique de ressources humaines de la collectivité en tant qu'employeur, les actions menées pour promouvoir l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, en particulier la prise en charge des violences faites aux agents sur leur lieu de travail. Vous avez voté la protection fonctionnelle adaptée aux éventuelles situations d'agression. L'accès est libre et confidentiel pour tout agent rencontrant des difficultés, à une psychologue du travail interne à la collectivité. Il a également été décidé le remplacement des agents en congé maternité pour éviter un surcroît de travail à la reprise du poste, des dispositifs d'organisation du temps de travail visant à une meilleure articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle, la flexibilité des temps de travail grâce à des plages variables hors nécessité de service, une campagne de formation de maîtrise des savoirs de base pour développer l'offre de formation pour les femmes les moins qualifiées, et un projet qualité de vie au travail avec diffusion d'un questionnaire à l'ensemble des agents.

Il existe également un plan d'actions afin de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A cet effet, un groupe de travail de femmes responsables a été créé pour réfléchir en particulier sur la problématique du plafond de verre. Ce groupe animera en interne le débat sur l'égalité professionnelle.

Le deuxième point consiste à améliorer les possibilités d'aménagement du temps de travail. Les plages horaires variables déjà en vigueur ont été étendues en repoussant le matin, le début de la plage fixe à 9h15 et en réduisant l'après-midi la fin de la plage vie de de 17h à 16h30. Il s'agit aussi de renforcer la garantie d'absence de discrimination au recrutement de manière à mettre à disposition des jurys une liste des questions discriminantes à proscrire en entretien, d'entreprendre la féminisation systématique des intitulés des fiches de projets (exemple Directrice / Directeur de), et de remplacer dans les vacances de postes la notion de « (grande) disponibilité » par celle de « travail possible soir et week-end » pour réduire un éventuel frein aux candidatures de femmes, et d'entreprendre des actions de sensibilisation interne.

Quant aux politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, elles passent par le soutien au milieu associatif. A cet égard, l'enveloppe des subventions sur cette thématique passera de 36 600 euros en 2015 à 43 000 euros en 2016.

Je vous rappelle par ailleurs la journée internationale des droits de la femme organisée dans le monde entier, et la lutte contre les violences faites aux femmes. Dans ce domaine particulier, Montpellier a toujours témoigné

d'une action forte, grâce notamment à la création au début des années 1980 du centre Elisabeth Bouissonnade. Ce centre géré par le CCAS assure l'hébergement et la réinsertion de femmes victimes de violences, l'accueil de jour, et la gestion d'une plate-forme téléphonique.

Voici l'essentiel de ce rapport plus important. Mais afin de ne pas abuser de votre patience, je raccourcis mes interventions.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA. Qui souhaite s'exprimer ? Madame CANAUD vous avez la parole.

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Puisque je ne suis pas parvenue à le découvrir par mes propres moyens, je voudrais connaître la répartition au sein de l'organigramme de la Mairie, des hommes et des femmes. Je souhaite ainsi savoir s'il existe une parité absolue. En effet, lorsque nous examinons le haut de la hiérarchie, le taux de féminisation apparaît inversement proportionnel à la place dans la hiérarchie, de même que pour les revenus.

Effectivement, à la Mairie, existe-t-il une tendance à l'harmonisation des salaires entre les hommes et les femmes ? Ou sommes-nous, comme au niveau national, avec une disparité de l'ordre de 16% ?

Monsieur le Maire : Monsieur EL KANDOUSSI va vous répondre.

Abdi EL KANDOUSSI : Madame CANAUD, je réponds aux deux points soulevés lors de votre intervention. Tout d'abord, concernant la part hommes/femmes, 62% des agents de la Ville sont des femmes et 38% des hommes. Pour la différence entre les salaires, celle-ci est de 14% en faveur des hommes, alors qu'au niveau national, elle s'élève à 20%. Nous sommes donc bien en deçà du niveau national, même si cet écart reste trop important à nos yeux.

(Intervention hors micro)

Abdi EL KANDOUSSI : Effectivement Madame CANAUD, deux éléments entrent en compte dans ces différences avec d'abord les congés maternité pris par les femmes. En 2015, à la Ville de Montpellier, 72 femmes ont pris un congé après naissance, et seulement deux hommes. De plus, les femmes utilisent beaucoup plus le temps partiel au sein de la Ville. Ces aspects sont classiques, et la Ville n'a rien d'extraordinaire en la matière.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Sur le fond, je trouve le traitement de la discrimination entre les hommes et les femmes, très mal abordé. Une réelle évolution en termes d'équité, serait un traitement égal des femmes et des hommes, à compétences et expériences professionnelles égales. Nous sommes tous d'accord sur ce constat, et beaucoup d'efforts restent à fournir sur la question. Pour moi, il est aussi nécessaire de distinguer l'équité de l'égalité. Or pour une expérience professionnelle égale, il est encore nécessaire aujourd'hui de mettre en place certaines choses. La plus grande des injustices connues des femmes aujourd'hui, concerne leur rémunération comme nous en avons parlé. Toutefois, cette injustice est moins vraie dans la Fonction publique que dans le privé. De plus, leur évolution de carrière est bien souvent ralentie comme l'accès à des postes d'encadrement, restreint.

Si les femmes sont plus touchées que les hommes, c'est souvent en raison de la maternité, et plus particulièrement, de leur investissement dans l'organisation logistique, lié à l'emploi du temps de leurs enfants. Mais lorsque je lis votre rapport, plein de bonnes intentions annoncées, je constate un vrai problème de fond. Votre paragraphe sur le plan d'actions visant à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, m'apparaît sexiste. Peut-être me direz-vous comme votre Premier adjoint hier, que je ne sais pas lire, mais lorsque je suis passée à la deuxième page, j'ai manqué de m'étouffer. Pour vous, la cause des femmes doit donc être traitée par les femmes. Vous écrivez : « *mettre en œuvre un groupe de travail de femmes responsables de services, directrices-adjointes et directrices, sur la base du volontariat.* » Excusez-moi, mais comment pouvons-nous imaginer ce problème traité et abordé uniquement par les femmes ? Pour vous, l'égalité professionnelle constitue donc un problème de femmes.

Je n'ai jamais pris la parole pour défendre la parité, car pour moi, la vraie évolution sera évidente lorsque nous n'aurons plus besoin de lois et de règles édictées, pour défendre et encadrer nos évolutions de carrières. Mais, puisque vous semblez penser que le problème des femmes doit être abordé par les femmes, je prends la parole aujourd'hui, pour vous dire que nous sommes très nombreuses à penser que la discrimination n'est pas la solution. Vous semblez avoir du mal à concevoir que les hommes et les femmes puissent être d'accord sur ce sujet. Pouvez-vous nous expliquer les raisons ? D'autre part, pouvez-vous aussi m'expliquer en quoi la notion de disponibilité ferait-elle plus peur aux femmes qu'aux hommes ? Pour moi, la lutte pour l'égalité professionnelle hommes-femmes, doit effectuer un grand pas en avant. Les collectivités, en particulier les grandes villes comme Montpellier, pourraient se montrer précurseurs en la matière, mais nous en sommes encore loin.

Pour plus d'égalité, pour plus d'équité, nous devons parler. Pour permettre l'équité, il est nécessaire de commencer par reconnaître la liberté de chacun, permettant aux femmes et aux hommes d'effectuer leur propre choix et permettant à chacun d'organiser son travail comme il le souhaite, en fonction de ses contraintes, de celles de sa famille, de ses ambitions, de ses projets, mais ne considérant pas a priori, sur la simple base de statistiques, et donc de descriptions de la situation comme nous le faisons pour les femmes. Chacun, faisons-le pour chaque citoyen, et avançons enfin vers l'équité.

L'aménagement du temps de travail, donc la réduction en particulier comme vous le notez dans le document, ou le remplacement du terme disponibilité, n'est pas une solution. Il s'agit d'un cataplasme. Combien de temps encore allons-nous panser les plaies plutôt qu'enlever les obstacles ? Oui, nous disposons de chiffres sur la question, et nous savons que les femmes sont plus nombreuses encore à sacrifier leur carrière au bénéfice de celle de leur mari, ou de l'éducation de leurs enfants. Pour nombre d'entre-elles, il s'agit d'un choix librement consenti et encouragé par le fonctionnement de notre société. Alors montrons une autre voie, donnons aux femmes et aux hommes la possibilité de choisir, mettons en place les moyens leur permettant d'agir de la sorte. Cela passe par notre participation à l'amélioration des modes de garde, mais pas uniquement. Le problème de l'équité hommes-femmes ne pourra pas se résoudre par l'aménagement des horaires, continuant de creuser les fossés entre les uns et les autres, mais par des moyens de garde. Le problème n'est pas le mot « disponibilité », mais le respect de l'être humain et de son contrat de travail dans la limite de ce qui est permis ou non par la loi, la convention collective ou le respect de la vie privée. Le problème n'est pas la mise en place d'une commission de femmes pour régler le problème des femmes, mais l'ouverture des discussions à toute personne ayant envie de trouver des solutions. Le problème de l'égalité professionnelle hommes-femmes ne peut pas être réglé par le renforcement des stéréotypes et de rôles sociaux pré-définis.

Clare HART : En fait, je profite de ce rapport pour évoquer un travail en cours dans nos entreprises. La perfection n'existe pas à ce niveau-là, mais nous sommes en train de nous améliorer. Je félicite la Ville pour ce travail en cours entrepris depuis très longtemps, et commençant aujourd'hui à porter ses fruits. Des progrès restent certainement à réaliser, il est nécessaire d'aller plus loin.

Un label professionnel égalité hommes-femmes proposé par l'Afnor, permet de cadrer cette question. Nous pourrions peut-être imaginer aller vers ce label. Si nous le faisons, nous serions certainement la première mairie à être labellisée. Un tel label couronnerait les efforts fournis, et nous aiderait à aller encore plus loin, pour protéger les femmes. Je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus.

Je profite aussi de ce rapport pour féliciter les équipes d'Elisabeth Bouissonnade et du CCAS. Elles effectuent vraiment un travail exceptionnel, pourtant très difficile. Elles accueillent en premier lieu des femmes dans une détresse énorme, y compris la nuit, le week-end, à Noël. Ces équipes sont tout le temps sur le pied de guerre pour ces femmes en grande souffrance, très souvent accompagnées par leurs enfants. Nous devons donc les féliciter très fort.

Je voudrais également vous rappeler que nous n'aurons plus la délégation du droit des femmes à Montpellier avec la fusion des régions, puisque celle-ci partira à Toulouse. J'en profite aussi pour féliciter Coline ERLIHMAN, pour son travail exceptionnel. Nous ou les associations avons toujours travaillé de près avec Coline et ses équipes. Vraiment, merci Coline pour tout ce que tu as fait. Nous allons continuer à porter le drapeau très haut, car nous savons très bien que nous ne sommes pas arrivés. Mais le plus important reste d'être sur le bon chemin.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup.

Max LEVITA : Quand un verre n'est pas plein, nous pensons toujours qu'il est à moitié vide ou à moitié plein. Pour rappel, dans le rapport, nous observons une évolution du taux de féminisation de l'encadrement entre 2010 et 2015. Ce tableau montre ainsi les progrès effectués au cours des cinq dernières années.

Bien sûr, dans mon exposé ou dans le rapport, nous ne nous félicitons pas de la situation actuelle : ce travail de longue haleine doit être poursuivi. Le DGS est seul, il s'agit d'un homme, Monsieur FINA. Au niveau des DGAS, nous étions à zéro, et en 2015, nous sommes à 25% de femmes. Au niveau des directeurs, nous étions à 20 et nous sommes passés à 29. Au niveau des directeurs-adjoints, la proportion a légèrement baissé de 60 à 53. Mais au niveau des responsables de services, nous sommes passés de 50 à 59. Sur le total des postes d'encadrement étudiés, nous passons ainsi de 40 à 52%. Je plaide donc pour évoquer une amélioration notable. Et comme je n'y suis pour rien, il convient de féliciter le responsable de l'effort fourni, en particulier Monsieur EL KANDOUSSI, au cours de ces deux dernières années.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LEVITA. Deux petits mots en conclusion de ce rapport important. Tout d'abord, je remercie vraiment Madame HART pour ses propos : je partage son opinion au sujet de Coline ERLIHMAN, déléguée aux droits de la femme et ancienne Maire de la commune de Romiguières, dans le canton de Lunas, quand le canton existait encore avant la refonte des départements. Coline ERLIHMAN a voué sa vie à la défense des droits, et je la remercie à mon tour.

Deux petits points ensuite. Pour rappel, nous sommes la seule métropole en France, parmi les dix premières métropoles, à disposer d'un exécutif paritaire : dix vice-présidentes et dix vice-présidents. Vous pouvez contrôler mes déclarations sur Google. Je parle des métropoles de la même strate. Par ailleurs, lorsque nous avons réalisé des analyses statistiques dans le personnel municipal, il est apparu que 53% des postes d'encadrement étaient occupés par des femmes. Pour les directeurs généraux adjoints, nous avons encore du travail à réaliser, je l'admets. Nous nous y attelons.

Nous prenons acte de ce rapport.

Le Conseil municipal prend acte.

3. Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2015

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants ; celles-ci doivent rédiger leur rapport de situation en matière de développement durable, et le présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12 /7/2010) et faire l'objet d'une délibération spécifique.

Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en œuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Les cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable, et les actions mises en place par la Ville dans le cadre de ces cinq thématiques, sont les suivants :

1- Les modes de production et de consommation responsables.

S'inscrivent notamment dans ce cadre :

- La production énergétique renouvelable et notamment pour ses réseaux de chaleur (en partenariat avec la SERM) ; avec cette année l'inauguration d'un projet de tri génération au bois.
- La construction d'écoles à énergie positive (BEPOS – Bâtiment à Energie Positive), lauréat de la 25^{ième} édition des Trophées Eco Actions pour les 4 écoles BEPOS.
- Le plan local de déplacement et d'entreprise (PDE) ;

- La politique d'achats responsable de la Ville ; une imprimerie exemplaire labellisée IMPRIM'VERT.

2- **La lutte contre le changement climatique.**

S'inscrivent dans ce cadre :

- 30 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine. Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. 60 millions d'euros environ ont ainsi pu être économisés depuis 1986.
- La politique en matière d'urbanisme et d'aménagement, planifiée par la Ville dans la perspective à long terme, d'une ville des courtes distances, de l'inter modalité, de l'équilibre « végétal / mixité fonctionnelle ». Cette politique s'inscrit dans une anticipation de la qualité de vie vue au travers du prisme du développement durable aux horizons 2020, 2040 et 2050. La planification des 11 écoquartiers, pour certains en cours de réalisation, avec le Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement) et la grille AURA participent concrètement à cet objectif. Cette politique a été saluée par l'obtention du prix Ecocité. Les enjeux sont de construire une ville bas carbone, à haute qualité de vie pour tous ; les projets d'amélioration de l'existant (Grand Cœur) y participent.

3- **La préservation de la biodiversité.**

S'inscrivent dans ce cadre :

- L'adhésion de la Ville en 2009-10 au réseau « Global Partnership on Cities and Biodiversity » de la Convention sur la Diversité Biologique, afin de partager toutes les avancées en matière de développement urbain respectueux de la biodiversité, et est membre de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU.
- La mise en place de sa Trame Verte et Bleue.

La Ville de Montpellier a également organisé en 2015 :

- La Fête de la biodiversité ; sur le thème « Refaisons le climat », en partenariat avec France Nature Environnement.
- L'amélioration continue de la gestion des espaces et de la ressource en eau (jardins secs, systèmes d'arrosage adaptés...).
- Une dynamique progressive vers des espaces plus durables : arrêt de l'utilisation de produits phytosanitaires chimiques. Exemple : transformation des gazons et des massifs de plantes annuelles et bisannuelles de l'Esplanade Charles de Gaulle, en massifs d'arbustes et vivaces. La participation des jardiniers de l'espace privé est aujourd'hui un enjeu complémentaire pour atteindre le Zéro Phyto.
- L'Agriparc du Mas Nouguier, nouvelle accessibilité pour la population.
- Des jardins partagés et des opérations de micro-fleurissement : la Ville a réalisé en 2015, de nouveaux espaces dédiés aux « projets d'agriculture urbaine », des jardins participatifs et des créations en micro fleurissements.
- La continuité des actions Montpellier Main Verte ;
- Amélioration de la connaissance et de la gestion du patrimoine naturel de la ville (cf. « Jardin de la Reine »).
- Le projet LENGGURU, qui est une mission naturaliste au service des scolaires, par exemple pour leur transmettre les méthodes d'étude du patrimoine naturel, en lien avec l'Institut de Recherche et de Développement (IRD) ;
- Le projet SEVE, pour Scène d'Expression végétale Ephémère, qui est un événement original dédié au végétal, au jardinage et aux jardins, initié par un collectif de professionnels et de passionnés de nature, et organisé en partenariat avec la ville.
- La diffusion, en lien avec le Syndicat du Bassin du Lez, d'une brochure à destination du Grand Public « Demain nos jardins sans pesticides ».
- Le développement des jardins participatifs et de l'agriculture urbaine. Promotion de légumes d'anciennes variétés.

- Désertifications, piloté par l'Association CARI, qui a donné lieu à la déclaration de Montpellier « Terre et Changements climatiques ».

4- **La cohésion sociale.**

S'inscrivent dans ce cadre :

- L'action des Maisons pour tous, qui œuvrent depuis 30 ans à la qualité de vie et au bien-être des Montpelliérains. Ces structures offrent un lieu propice à l'expression de la citoyenneté et favorisent la cohésion sociale. Ces lieux de proximité développent dans les quartiers, très régulièrement, des actions de sensibilisation aux enjeux du développement durable.
- La Ville s'est également engagée à développer la démocratie participative pour répondre notamment aux enjeux de développement durable, mais à bien d'autres questions.
- Le projet Montpellier Territoire Numérique, qui contribue à la libération de données publiques
- L'action du Centre communal d'action sociale (CCAS), qui propose un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale. Notamment :
 - o Pour les personnes âgées, il intervient dans la gestion du Plan Canicule, qui est une des déclinaisons du PCET, en regard du volet « Adaptation » au changement climatique. Il suit également les dossiers de personnes en situation de précarité énergétique.
 - o Pour les personnes handicapées, il intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides et services, mais aussi pour faciliter l'insertion professionnelle.

5- **L'épanouissement de tous les êtres humains.**

S'inscrivent dans ce cadre :

- La politique culturelle riche de la Ville et la mise en valeur de son patrimoine ;
- La politique de réussite éducative volontaire, dont le Projet Educatif Territorial, travaille à intégrer crescendo les enjeux de développement durable, au travers des appels à projets notamment, mais aussi dans le cadre des accueils Temps d'activités partagées (TAP).
- Le Conseil Municipal des Enfants, qui s'inscrit progressivement dans la démarche d'appropriation du développement durable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport de développement durable 2015, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Max LEVITA : Je vous rapporte ce rapport sur lequel mon collègue, Vincent HALUSKA a davantage travaillé que moi. Sur ce rapport auquel nous sommes tenus en application de la loi Grenelle 2, nous faisons appel aux modes de consommation et de production responsables. La production énergétique apparaît renouvelable notamment pour ses réseaux de chaleur avec la SERM. L'an passé, nous avons ainsi inauguré un projet de tri génération au bois. Nous pouvons aussi citer, la construction d'écoles à énergie positive nous ayant permis d'être lauréats de la 25^e édition des Trophées Eco Actions pour les quatre écoles BEPOS, le plan local de déplacement et d'entreprise, et la politique d'achats responsable de la Ville avec une imprimerie exemplaire labellisée IMPRIM'VERT.

Sur le second point, la lutte contre le changement climatique, s'inscrivent dans ce cadre :

- 30 ans de politique énergétique à Montpellier : c'est pour nous l'occasion de rendre hommage à l'action de Monsieur Michel IRIGOIN, qui se bat depuis trente ans dans ce domaine. Il nous a permis d'économiser considérablement : depuis 1986, selon nos calculs, 60 millions d'euros ont été économisés de cette manière ;
- La politique en matière d'urbanisme et d'aménagement, planifiée par la Ville dans la perspective d'une ville des courtes distances.

Le troisième point concerne la préservation de la biodiversité et l'adhésion de la Ville en 2009, au réseau « Global Partnership on Cities and Biodiversity » de la Convention sur la Diversité Biologique, et la mise en place de sa Trame Verte et Bleue.

Je voudrais également vous rappeler les manifestations organisées par la Ville en 2015 :

- La Fête de la biodiversité ; sur le thème « Refaisons le climat » ;
- L'amélioration continue de la gestion des espaces et de la ressource en eau ;
- Une dynamique progressive vers des espaces plus durables ;
- L'Agriparc du Mas Nouguier ;
- Des jardins partagés ;
- La continuité des actions Montpellier Main Verte ;
- l'amélioration de la connaissance et de la gestion du patrimoine naturel de la ville avec par exemple notre action au « Jardin de la Reine » ;
- Le projet LENGGURU, une mission naturaliste au service des scolaires ;
- Le projet SEVE ;
- Le développement des jardins participatifs et de l'agriculture urbaine. Promotion de légumes d'anciennes variétés.
- Désertif' Actions, piloté par l'Association CARI, qui a donné lieu à la déclaration de Montpellier « Terre et Changements climatiques ».

En termes de cohésion sociale, nous trouvons également en faveur de la lutte pour le développement durable :

- L'action des Maisons pour tous œuvrant depuis 30 ans à la qualité de vie et au bien-être des Montpelliérains ;
- La Ville s'est également engagée à développer la démocratie participative pour répondre aux enjeux de développement durable, mais aussi à d'autres questions ;
- Le projet Montpellier Territoire Numérique devant contribuer à la libération de données publiques ;
- L'action du CCAS proposant un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale.

Dans le cadre de l'épanouissement de tous les êtres humains, nous relevons plusieurs actions :

- la politique culturelle de la Ville ;
- la politique de réussite éducative volontaire, dont le Projet Educatif Territorial ;
- le Conseil Municipal des Enfants qui s'inscrit progressivement dans la démarche d'appropriation du développement durable.

J'ai essayé, mes chers collègues, de vous résumer le plus rapidement possible, le rapport sur le développement durable dans l'œil de la COP21.

Monsieur le Maire : Merci. Qui souhaite s'exprimer sur ce rapport ? Madame BRISSAUD et Mademoiselle LLEDO.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, chers collègues, je ne reviendrai pas dans le détail sur ce rapport. Je considère qu'effectivement, nous devons mener une politique de développement durable dans la ville. Je souhaite simplement apporter quelques précisions.

Quand vous parlez de lutte contre le changement climatique et de préservation de la biodiversité, j'imagine qu'il s'agit, même si vous l'écrivez à peine, de la préservation de nos espaces verts. Vous avez lutté publiquement pour la préservation du parc Montcalm : là-dessus, nous étions nombreux à être d'accord et à vous suivre. Toutefois, un sujet fait polémique aujourd'hui : Las Rebes. En effet, dans ce rapport, vous évoquez également l'épanouissement de tous les êtres humains, et vous parlez souvent de concertation, mais aujourd'hui, vous avez refusé la médiation demandée par les associations et les riverains de Las Rebes. J'aimerais des explications à ce sujet. Vous êtes Maire de Montpellier, vous êtes président d'ACM, et vous avez la possibilité de les écouter, d'entendre du moins, leurs revendications. Visiblement, vous n'êtes pas d'accord avec eux, mais plutôt que de continuer à bétonner la ville, il existe d'autres façons de construire du logement aujourd'hui, en préservant nos espaces verts.

Audrey LLEDO : Monsieur le Maire, mesdames et messieurs les Conseillers, bonsoir. Sur cette affaire intitulée « Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2015 », je souhaite poser quelques

questions, puisque nous n'avons plus accès à la commission des affaires générales. Je désire par ailleurs apporter quelques observations et quelques suggestions.

Ici, nous parlons d'écologie, que dis-je, de développement durable. Permettez-moi de redéfinir cette notion : le développement durable est une conception du bien commun développée depuis la fin du XX^e siècle. Considérée à l'échelle de la Terre, cette notion vise à prendre en compte, outre l'économie, des aspects environnementaux et sociaux, liés à des enjeux de long terme ; autrement dit, pour vivre dans le respect de notre environnement, tout en continuant à nous développer.

Maintenant, passons à la synthèse reçue par tous. Dans le chapitre 1, « Modes de production et de consommation responsables », je souhaite savoir à quoi correspond le PDE, Plan local de déplacements et d'entreprises. Pouvons-nous dire réellement que ce PDE s'inscrit dans une démarche durable ? Et si tel est le cas, en quoi s'inscrit-il ?

Dans le second point, nous parlons de lutte contre le changement climatique, des immeubles et des bâtiments éco-responsables, des écoquartiers, onze exactement. Mais quel est le coût pour la biodiversité et la nature de la ville, parce que non, ce n'est pas censé être une antithèse. Ces deux dernières années, nous avons constaté combien le béton à outrance desservait la beauté de la ville, la sécurité de nos concitoyens en cas d'inondations et enfin, toujours en cas d'inondations, l'écoulement naturel des eaux. Par conséquent, ce guide AURA prend-t-il en compte ces contraintes, ou ces quartiers n'ont-ils d'écologiques que leur nom ?

Enfin, dans le dernier point, vous parlez de l'épanouissement de tous les êtres humains. A ce titre, en 2015, une politique éducative volontaire a été mise en place afin d'intégrer progressivement les enjeux du développement durable grâce à des appels à projets, mais aussi durant les TAP. Monsieur le Maire, comment voulez-vous que les enfants montpelliérains assimilent le principe de développement durable et les enjeux de l'écologie, si même à la cantine, ce principe n'est pas appliqué ? Quelle ne fut ma surprise en regardant les menus des cantines scolaires ! Peu de produits proviennent de la région, à peine un ou deux fruits par semaine, et parfois, avec de la chance, un peu de poisson. Comment comptez-vous pallier à cette situation ? Par ailleurs, dans certaines écoles, ont été lancés des projets de plantations d'arbres et de fleurs, par les enfants. Je pense sincèrement qu'il s'agit d'une initiative à généraliser et à féliciter. Merci.

Monsieur le Maire : Je vous rappelle, Mademoiselle LLEDO, que le guide AURA a été primé par le Ministère de l'Environnement. Il a été réalisé selon des critères de durabilité de l'ensemble des programmes immobiliers, publics ou privés, afin qu'il puisse avoir une note sur l'ensemble des aspects liés à la ville durable : l'utilisation des matériaux, l'orientation face au vent et au soleil, la présence d'espaces verts, la perméabilité des eaux pluviales, le réchauffement climatique... Le guide AURA se révèle donc un excellent guide ; non pas parce que c'est moi qui l'ai conçu, mais parce qu'il a été reconnu par le Ministère de l'Environnement comme un guide faisant foi en la matière.

Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, chers collègues, Madame BRISSAUD, il ne manquait que vous à Las Rebes : je ne suis donc pas déçue. Avant de vous répondre sur la question de la biodiversité, je vais d'abord vous rappeler en préambule que la parcelle concernée de 10 000 m² appartient aujourd'hui à ACM : il ne s'agit donc pas d'un espace vacant dépourvu de propriétaires. Dans le cadre de l'instruction du permis de construire, la Ville a négocié afin qu'ACM ne construise que 2 000 m² de bâtiments et préserve 7 000 m² d'espaces verts. Les 1 000 m² restant correspondront aux cheminements d'accès aux différents bâtiments. Par conséquent, nous allons donc créer à Las Rebes, un parc public de 7 000 m².

Sur la question de la biodiversité pour laquelle vous exprimez tant de sensibilité ce soir, je vous apporte une information en exclusivité. J'évoque les arbres inévitablement abattus pour mener à bien le chantier. Pour commencer, nous évaluons le diamètre de leur tronc avant de savoir si nous les abattons ou non. 92 arbres seront ainsi abattus et 148 conservés. J'ai néanmoins demandé à ACM de replanter deux arbres pour un comme nous le faisons déjà ailleurs : pour tout arbre abattu, deux arbres seront ainsi replantés. Sur la parcelle, 106 arbres seront replantés pour 92 abattus. Par ailleurs, j'ai demandé à ACM de replanter les 80 arbres restant permettant de respecter la proportion de deux arbres replantés pour un abattu, sur les autres résidences de son

patrimoine autour de la parcelle en question à Las Rebes. Par conséquent, nous aurons bien deux arbres replantés pour un abattu, et nous aurons également une amélioration du cadre de vie des résidences alentours, à la demande expresse de la Ville.

Par ailleurs, je vais vous communiquer quelques éléments techniques. Le sujet remarquable au cœur de la carrière sera bien entendu protégé par un encadrement en panneaux bois de cinq mètres par cinq mètres et d'une hauteur de deux mètres. De plus, un élagage sera réalisé par un pépiniériste. Des précautions particulières seront prises pour préserver en phase de réalisation du parking, cet arbre. Soixante arbres seront également protégés durant la phase chantier, de manière à ne prendre aucun risque, avec des fourreaux en PVC appliqués autour de leurs troncs afin qu'ils ne subissent aucun dommage.

Monsieur le Maire : Exceptionnellement, je vous redonne la parole, Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Mon information n'était pas celle-là. J'ai lu la presse comme tout le monde, je me suis renseignée sur le sujet avant de vous poser une question. Si je ne suis pas présente sur toutes les manifestations organisées par la Ville, c'est parce que je travaille, Madame JANNIN. Je pense que vous savez ce que c'est. Mais même si je ne suis pas présente, je suis au courant du dossier.

Stéphanie JANNIN : Vous vous êtes rendue à Las Rebes ?

Anne BRISSAUD : Bien sûr. J'ai rencontré les riverains et les associations.

Stéphanie JANNIN : Quand y êtes-vous allée ? Arrêtez de nous dire que vous n'avez pas le temps de vous rendre aux manifestations ou aux réunions publiques, c'est déshonorant pour les quelques personnes qui vous ont élue, et que vous êtes censée représenter. Elles n'ont pas à savoir que vous ne disposez pas de temps pour vous rendre aux réunions. D'autant que les réunions publiques sont programmées à 19h, voire le samedi, à la demande de Monsieur le Maire : vous auriez donc le temps de vous y rendre, mais effectivement, je ne vous y vois jamais.

Anne BRISSAUD : Les riverains demandent aujourd'hui, une concertation que vous refusez. Vous avez pourtant le pouvoir de l'accepter.

Stéphanie JANNIN : Votre propos est totalement faux. En plus, vous avez mal lu la presse. Il ne s'agit pas de se prendre en photo, il convient aussi de travailler sérieusement.

Anne BRISSAUD : N'importe quoi.

Stéphanie JANNIN : Ne mélangez pas tout. Si vous aviez lu la presse, et si vous vous étiez rendue sur place, vous sauriez que nous avons eu de multiples rendez-vous avec les représentants des associations, et que nous les rencontrons à nouveau dans une quinzaine de jours, pour travailler sur l'aménagement de 7 000 m² de parc.

Monsieur le Maire : Madame BRISSAUD, nous réglerons ce problème aux législatives.

Anne BRISSAUD : Aujourd'hui, la réalité est que vous refusez la médiation quand vous avez la possibilité de l'utiliser, Monsieur le Maire.

Stéphanie JANNIN : Vous saisissez chaque délibération pour exister, mais vous êtes cependant totalement à côté de la plaque.

Monsieur le Maire : Nous prenons acte de ce rapport.

Le Conseil municipal prend acte.

Monsieur YOUSSEUS entre en séance. Madame BONNET sort de séance et donne procuration à Monsieur DELAFOSSE.

4. Débat d'Orientation Budgétaire 2016

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux préalablement à l'adoption du Budget Primitif.

Le rapport donnant lieu à ce débat est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :

- prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2016 ;
- transmettre ce rapport au Président de la Métropole conformément à l'article 107 de la Loi Notre, qui a modifié et complété l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Max LEVITA : Je vais essayer d'être rapide. Le débat d'orientations budgétaires est un moment de transparence dû à chaque élu et à chaque citoyen. Notre volonté est de rendre transparente notre gestion financière afin de permettre aux citoyens d'avoir une idée sur les difficultés que nous avons à affronter et la façon dont nous les résolvons.

Je vous signale que nous avons été la première ville française à avoir mis en place la dématérialisation, après Paris. Toutefois, Paris n'est pas une ville, elle est la capitale.

Monsieur le Maire : Vous auriez aussi pu l'ajouter au rapport précédent sur le développement durable.

Max LEVITA : Je vous l'accorde, nul n'est parfait, mais je ne peux tout mettre dans un même rapport. Effectivement, nous aurions dû le souligner.

Nous venons également de candidater afin de faire certifier nos comptes par la Cour des comptes. Cette demande a reçu un accueil enthousiaste de la part des responsables des finances départementales.

En 2016, la gestion financière sera déterminante pour nous, pour assurer la pérennité de la dynamique que nous voulons insuffler à la Ville. L'année 2016 représente une année-clé pour organiser notre adaptation aux nouveaux contours de l'organisation et du financement des collectivités locales, voulus par l'Etat. Elle représente doublement une année-clé, puisque la Métropole va fonctionner avec la totalité de ses compétences. Nous nous trouvons donc dans un environnement de plus en plus exigeant où nous devons améliorer le service public et l'adapter aux évolutions du territoire. De plus, l'année 2016, davantage pour la Métropole que pour nous, est aussi synonyme de nouvelles compétences transférées du Département à la Métropole.

En deux mots, nos recettes évolueront peu. Les dotations de l'Etat vont connaître une baisse de 4%, et Montpellier comme l'ensemble des administrations, participera au redressement des comptes publics. Nous maintenons le principe de la tarification sociale dans tous les domaines, afin que chacun puisse bénéficier des services municipaux. Enfin, et surtout, conformément aux engagements pris par Monsieur le Maire devant les citoyens, nous n'augmenterons pas les taux de fiscalité : cet engagement demeure la clé de voûte de ce mandat.

Nos dépenses doivent être tournées vers l'action. Pour la seconde année consécutive, les dépenses de fonctionnement seront rabotées. Nous serons prudents sur les dépenses de fonctionnement pour maintenir un niveau d'investissement important, condition nécessaire à la réparation de la ville menée avec volontarisme. Son montant prévisionnel s'élève à 60 millions d'euros. Par ailleurs, nous orienterons nos politiques publiques vers l'éducation, vers un cadre de vie plus serein et vers le lien social. Enfin, nous poursuivrons la gestion de proximité déjà initiée.

Voilà résumés, très rapidement, les enjeux de ce budget 2016. Ce budget se doit d'être courageux car il prépare déjà 2017 qui ne sera pas une année où les difficultés s'escamoteront. Au contraire, elles seront encore plus

prégnantes avec la poursuite de la diminution des dotations de l'Etat. Ce contexte se révèle difficile pour toutes les collectivités locales. D'ailleurs, le Premier ministre reçoit cet après-midi, un certain nombre de présidents de Départements n'arrivant pas à boucler leurs budgets. Bon nombre de communes vont rencontrer cette même situation, mais la Ville de Montpellier n'en fait pas partie.

Chacun des 276 054 habitants de notre ville doit reconnaître dans les orientations exposées, notre volonté de porter haut les couleurs de Montpellier, huitième ville, et bientôt septième ville de France.

Pour rappel, nous voulons que ce budget 2016 porte le sceau d'une plus grande transparence. Nous allons donc mettre en place une méthode n'occultant pas la difficulté de la tâche nous incombant. L'exercice de transparence nous oblige aussi à tenir un discours de vérité résumé dans notre slogan emprunté à Monsieur MIGAUD, « Faire mieux avec moins ». 2016 et 2017 seront des années difficiles pour les collectivités territoriales françaises et Montpellier n'échappera pas à cette période particulière.

La dématérialisation a pour effet un contrôle mieux assuré. Par ailleurs, nous notons une économie de papier avec deux tonnes de papier économisées, l'équivalent de 29 arbres et une économie de 50 000 euros. Par ailleurs, la productivité s'en trouve améliorée avec des factures, en particulier vis-à-vis de nos fournisseurs, payées plus rapidement. L'envoi au paiement du trésorier dans le système précédent était à 28 jours, nous le ferons passer à 18 jours. Nous pouvons donc espérer payer dans ces délais nos fournisseurs. Nous lançons également la certification des comptes pour les rendre à la fois plus fiables et plus transparents.

L'environnement apparaît cependant contraint. Pour rappel, l'Etat a décidé une politique de réduction de ses dotations à l'égard des collectivités locales, avec 1,5 milliard d'euros en moins en 2014, 3,67 milliards en 2015, et autant en 2016. De même, une telle réduction est aujourd'hui prévue en 2017. Après avoir envisagé une évolution de la structure des dotations, le Législateur a décidé de reporter le calcul de la nouvelle dotation globale de fonctionnement, en 2017. Toutefois, les modalités de calcul resteront inchangées dans le total de la DGF : il s'agit simplement d'une nouvelle répartition entre les différentes collectivités locales.

Le contexte national. Vous avez vu l'étude annuelle de l'agence Standard and Poor's, ainsi que les études de la Banque postale, les études de l'Insee, de la Cour des comptes, de la Banque de France. Toutes ces études montrent les conséquences de la réduction des dotations de l'Etat sur les niveaux d'épargne brut. Cette pression restera forte au moins jusqu'en 2017. En 2016, pour la première fois, les recettes de fonctionnement global des collectivités locales, seront en baisse. Cette baisse entraînera mécaniquement une baisse des investissements.

Dans ce contexte, le budget de la Ville devra composer avec des ressources contraintes. Le tableau montre le total des dotations reçues. La première colonne illustre les montants indiqués l'année dernière et votés au budget primitif, mais comme nous avons voté avant la notification, il existe une différence entre nos prévisions et les notifications. Comme vous le voyez, les notifications ne sont pas très éloignées de nos estimations. Dans le BP 2015, nous avions prévu 44 millions, ils sont rapportés à 38 millions d'euros, soit une baisse de 13% de cette dotation forfaitaire. Cette baisse est en partie compensée par la dotation de solidarité urbaine : nous avions prévu une dotation de 16 millions d'euros, elle s'est finalement élevée à 18 millions d'euros et nous pensons qu'elle passera à 21,457 millions d'euros. La dotation de solidarité urbaine est décidée en fonction du placement de la Ville. Nous figurons aujourd'hui bien placés parmi 250 collectivités, mais nous pouvons en sortir. La dotation nationale de péréquation ne se révèle pas trop compliquée, et la dotation globale de décentralisation affiche un montant relativement faible. De même pour les autres dotations. Pour le total des dotations, nous passerons donc de 68 millions d'euros à 65 millions d'euros, soit une baisse de 4%.

Les autres dotations correspondent à des compensations. En effet, quand les citoyens ne payent pas leur taxe d'habitation ou bénéficient d'une diminution de taxe, l'Etat prend en charge le manque à gagner. Cette compensation va cependant en diminuant car pour l'Etat, cette ligne apparaît un peu élevée. Au total, nous escomptons une diminution de 3,4 millions d'euros par rapport au montant notifié, soit 4% pour 2015.

Les ressources sont contraintes par la volonté et la promesse de ne pas toucher aux taux de fiscalité. En ce qui concerne les impôts, nous observons une revalorisation forfaitaire des bases décidée par l'Etat, à hauteur de 1%. Et pour le taux d'évolution physique des bases, nous avons adopté des pourcentages d'évolution. Nous verrons si nous nous trompons, je vous indique que nous avons adopté des taux plutôt faibles de manière à avoir une

bonne surprise, peut-être pour le vote du budget, si la notification nous est proposée par l'Etat. Dans ce cadre, nous escomptons un produit fiscal s'élevant à 190 millions d'euros, soit une évolution positive de 2% par rapport au budget primitif précédent.

Pour nos autres ressources, l'ensemble des tarifs municipaux représentent, selon notre évaluation, une ressource de l'ordre de 17 millions d'euros. Dans ces tarifs municipaux, nous trouvons notamment la restauration scolaire. A ce sujet, l'action de Madame MARSALA en matière de tarification sociale, a atteint les objectifs fixés. La mise en œuvre s'appuyant sur un système de réservation généralisé a permis de limiter et diminuer le gaspillage en matière d'achats : nous escomptons ainsi une économie de 100 000 euros. Par ailleurs, cette mesure a permis la diminution des tarifs pour 75% des familles, en particulier les familles aux revenus les plus modestes. En effet, un taux d'effort a été mis en place où chaque famille dispose d'un tarif calculé suivant son revenu individuel. Même s'ils ne font pas partie des ressources, il convient de rappeler la gratuité des temps périscolaires. Le coût de ces TAP est estimé à 6,7 millions d'euros. L'Etat a cependant décidé de maintenir en 2016 son fonds d'amorçage mis en place l'année dernière, soit 2,5 millions d'euros. Toutefois, rien ne garantit la poursuite de cette mesure en 2017.

En ce qui concerne le bouclier social, nous le maintenons intégralement avec un abattement général au taux maximum de 15%. Pour rappel, seules quatre grandes villes sont à ce taux : Lyon, Toulouse, Bordeaux, et Strasbourg. Comme vous pouvez le constater mes chers collègues sur votre taxe d'habitation, cet abattement réduit de 110 euros, le montant de la taxe payée par chacun des 122 380 foyers de notre ville. Le deuxième abattement de 2,9 millions d'euros concernant les foyers les plus modestes, réduit à nouveau le montant de la taxe d'habitation payée par ces foyers. Seule la Ville de Strasbourg applique cet abattement. Enfin, le troisième abattement correspondant à un troisième enfant à charge, représente un montant non prélevé de 17 millions d'euros. Dans ce tableau, ne figurent pas l'abattement spécial handicapés faute de statistiques : nous l'avons mis en place l'année dernière et nous ne savons pas encore combien il représente.

Pour le cadrage du budget 2016, il convient de regarder attentivement le tableau correspondant à l'évolution au fil de l'eau. Dans le passé, la Ville a fonctionné avec à peu près une augmentation de 3% sur les charges de fonctionnement, de 5% sur le personnel. Nous avons également ajouté la baisse des dotations jusqu'en 2017, et nous avons mis un maximum de 50 millions d'euros de dépenses d'équipements pour construire ce scénario. Ce scénario montre immédiatement que nous sommes dans une situation catastrophique dès 2016. L'épargne brut s'effondre, et à partir de 2017, nous sommes en zone négative. Evidemment, il est absolument indispensable d'échapper à cette éventualité. Pour ce faire, la Ville s'est fixé des tendances fortes sur les dépenses de fonctionnement. Ces dépenses évoluaient de 3% sur la période 2008-2014, l'objectif en 2017 est de les réduire à -1%. Nous arriverons, nous passons de 3% à 0,9% dans la prévision 2016 et en 2017, nous serons à -1%.

En ce qui concerne la maîtrise des dépenses du personnel, je travaille bien sûr à périmètre constant. En effet, nous avons transféré des agents à la Métropole, et du coup, les charges de personnel baissent. Pour cette raison, il convient donc de travailler à personnel constant, sinon nous ne pourrions nous en sortir. Les charges de personnel ont évolué de 5% par an par le passé. Nous fixons désormais l'objectif à 2%. Pour 2016, nous sommes à 2,2% : l'objectif n'est pas tout à fait atteint, mais nous l'obtiendrons en 2017. Ces objectifs devraient nous permettre de conserver en 2016, une politique d'investissements dynamique. La prévision est basée sur 50 millions d'euros de dépenses d'équipements, mais en fait, 60 millions d'euros d'investissements vous seront proposés.

Au sujet de l'évolution des dépenses de fonctionnement, nous sommes la Ville connaissant la croissance démographique la plus importante du territoire national. Sur ce graphe, nous observons ainsi les 11 métropoles de France, et de toutes nous avons le pourcentage le plus élevé avec 1,36%, en comparant les populations légales. Du coup, très rapidement, puisque le taux de croissance de Strasbourg se révèle beaucoup plus faible que le nôtre, nous devrions passer. Cette croissance démographique pose des contraintes avec la création de nouvelles écoles, de crèches, etc.

Le budget 2016 sera marqué par une évolution des charges de fonctionnement. A ce stade, entre la hausse prévisionnelle de 2% de la masse salariale, et les 0,9% des dépenses de fonctionnement, nous atteindrons une évolution des charges de fonctionnement de 1,5%. Dans le document sous vos yeux, j'attire votre attention sur le calcul demandé aux services. Quand nous économisons un million d'euros en fonctionnement, nous pouvons

alors emprunter douze millions d'euros et investir un chiffre supérieur à ce montant. Ce calcul montre l'importance de la potion administrée par l'Etat.

Dans les charges de fonctionnement courant, le tableau montre les dépenses mises dans le projet de budget : la création de nouvelles crèches, la mise en place de nouvelles sanisettes, l'accueil du Tour de France, les efforts d'économies dans des domaines tels que le protocole, la communication et les relations internationales. Cet effort se poursuivra jusqu'à la fin du mandat.

Je dois effectuer un exposé sur les dépenses de personnels. Dans le tableau, le personnel diminue en 2015 puisque 195 agents ont été transférés à la Métropole. Il s'agit donc d'une diminution de 4,49%. A périmètre constant, l'évolution réelle des charges de personnel sera de 2,2%. Cette évolution marque donc une rupture avec les années précédentes ayant connu des charges de personnel augmenter de 5% par an dans la période 2005-2014. Nous nous approchons donc de notre objectif de prospective à 2%.

Je dois également effectuer un focus sur la dette. Sur ce tableau, figure l'encours de dette au 1^{er} janvier 2014, au 1^{er} janvier 2015 et au 1^{er} janvier 2016. En fait, le chiffre de 198,100 millions d'euros ne tient pas compte d'un contrat en cours de transfert à la Métropole de 7,3 millions d'euros. Par conséquent, pour des raisons parfaitement légales, le chiffre devant figurer est celui de 190,800 millions d'euros. En 2017, nous passerons à 223 millions d'euros. Le résultat de l'encours en 2016 correspond à un emprunt de 7 millions d'euros, inférieur, un remboursement anticipé de deux prêts pour un montant de 13 millions d'euros, un transfert à la Métropole de cinq emprunts pour un montant de 14,5 millions d'euros ainsi que les 7,3 millions d'euros évoqués précédemment.

Sur la gestion de cette dette, nous sommes confrontés au problème d'emprunts à taux fixes et à taux variables. A l'heure actuelle, les taux variables se situent à des taux extrêmement intéressants, mais l'ennui de ces taux, comme leur nom l'indique, est leur caractère variable. Après avoir consulté des experts, la solution la plus prudente nous paraît de gérer à 50/50. Nous sommes donc à 51% en taux fixes, et 48% en taux variables. Le taux moyen du fixe s'élève à 3,43% tandis que le taux du variable s'élève à 0,59%.

A ce stade de la préparation budgétaire, l'emprunt 2016 devrait être de l'ordre de 37 millions d'euros. Notre taux d'intérêt moyen s'élève à 2,05% au 1^{er} janvier 2016, soit une diminution de 20 points de base par rapport à 2014 et 27 points de base par rapport à 2013. Nous faisons mieux que les villes de plus de 100 000 habitants. De plus, je dois vous fournir le tableau Gissler montrant que nous n'avons aucun emprunt en catégorie toxique. Nous prenons le maximum de précautions dans ce cadre. Par conséquent, la totalité des emprunts de la Ville de Montpellier se trouvent en catégorie 1.

Pour les subventions aux associations et aux partenaires, je vous prie de noter le soutien apporté chaque année par la Ville, à ses partenaires, notamment en termes de locaux mis à disposition. Le montant total des subventions envisagé pour le soutien des associations et partenaires s'élèverait pour 2016 à 23,7 millions d'euros. En 2015, nous étions à 23,9 millions d'euros, soit une diminution de 0,8%. Néanmoins, vous remarquerez le maintien de la subvention au CCAS au même montant que l'année dernière, soit 12 millions d'euros.

Le montant de notre attribution de compensation en complément des compétences transférées à la Métropole, a été fixé à 43,302 millions d'euros.

Ce budget doit préserver nos fondamentaux financiers, et donc une capacité d'investissement forte. Les dépenses d'équipements s'établiront à 60 millions d'euros répartis de la manière suivante : 28 millions d'euros en crédit annuel globalisé, 25 millions d'euros en crédits AP, autorisations de programmes et crédits de paiement, et enfin, 7 millions d'euros en fonds de concours à la Métropole.

Comme je l'ai indiqué, nous avons évalué dans notre prospective, une fourchette allant de 50 à 65 millions d'euros. Nous nous situons donc dans la tranche haute avec 60 millions d'euros, contre 50 millions d'euros dans la prospective présentée. Nous plafonnerons le recours à l'emprunt au financement de ces dépenses à hauteur de 65%, soit 37 millions d'euros.

Comme indiqué hier en Conseil de Métropole, l'Etat conscient d'un risque de baisse d'investissements des métropoles, a mis en place une enveloppe d'un milliard d'euros pour un fonds d'investissement et de soutien public local. Un milliard d'euros a bien été voté par l'Assemblée nationale, mais avec 120 millions d'euros en tant que crédits de paiement. Les demandes doivent être adressées à Monsieur le Préfet du département. Il lui appartiendra de décider s'il nous accorde une subvention ou non : c'est la nouvelle conception de la décentralisation. Dans le cadre de cette mise en place, il existe un certain nombre de points sur lesquels nous pouvons proposer des projets, en particulier en matière de mise en conformité et d'accessibilité des bâtiments publics. Un programme de 35 millions d'euros est ainsi prévu sur les neuf prochaines années. De même, la création de nouveaux groupes scolaires rentre également dans ce cadre, ainsi que la mise aux normes du zoo du Lunaret.

L'épargne nette correspond aux ressources de fonctionnement moins les dépenses de fonctionnement moins le remboursement en capital. En 2016, l'épargne nette s'élèvera à 4,9 millions d'euros contre 5,3 millions d'euros en 2015. Il existe donc une diminution. Nous sommes arrivés avec ce projet de budget à contenir sa diminution. Il est nécessaire de réitérer cette performance dans des conditions identiques en 2017. En principe, en 2018, aucun effort supplémentaire ne sera demandé aux collectivités locales, dans l'état actuel des choses. Si nos perspectives de 2% et 1% sont maintenues, et si nous tenons nos hypothèses de cadrage, nous devrions ainsi permettre à l'épargne nette de remonter à 12 millions d'euros en 2020.

Dans notre capacité de désendettement, je signale le remboursement d'emprunts par anticipation. Par ailleurs, nous avons transmis des emprunts à la Métropole. Notre capacité de désendettement diminue puisqu'elle est désormais de 10 ans contre 11 ans en 2015. Cette évolution positive doit être soulignée, malgré la baisse de notre encours de dette.

Troisièmement, à quoi destinons-nous l'argent ainsi dégagé ? L'éducation constitue le premier poste. Le projet de budget s'élève à 66 millions d'euros, soit 22% des dépenses de fonctionnement, et 14 millions d'euros, soit 25% des dépenses d'équipements.

Je passe rapidement car nous examinerons cet aspect durant le vote du budget. Je dois néanmoins vous donner les grands thèmes. Au sujet de l'aménagement du cadre de vie, un certain nombre d'opérations sont prévues avec le paiement du pont André Lévy, l'opération Laissac avec 2,1 millions d'euros prévus, les opérations concernant l'EAI, à hauteur de 2 millions d'euros. Je vous en parlerai toutefois plus en détail tout à l'heure en évoquant la liste des autorisations de programme et en crédits de paiement. Pour la gestion de proximité, 1,8 millions d'euros sont prévus à cet effet. De même, nous devons également citer les dépenses en matière de sécurité, en matière de confort énergétique, en matière d'actions foncières, d'actions d'accessibilité, en amélioration du patrimoine. 7 millions d'euros sont ainsi prévus en fonds de concours pour que la Métropole accentue son effort en matière de voirie : 4 millions d'euros pour les travaux de voirie, 2,4 millions d'euros pour le bouclage de la ligne 4 du tramway. Nous observons aussi un budget pour créer du lien social dans le domaine de la culture, le domaine de l'enfance et le domaine des Maisons pour tous. Enfin, nous terminons avec les dépenses concernant les sports.

Je mets l'accent sur les deux derniers thèmes : c'est ce que vous avez eu en termes de projet de PPI, du plan pluriannuel d'investissement. J'attire votre attention sur le programme de rénovation urbaine des Cévennes, avec 1,918 million d'euros prévu en 2016. Pour les travaux concernant l'avenue Raymond Dugrand, nous ne relevons pas de dépenses en 2016, mais nous reprenons en 2018. Nous finissons de payer le pont André Lévy. Pour l'acquisition et les travaux des archives, 10 millions d'euros sont prévus dont 350 000 en 2016. De même, les locaux de la police municipale sont prévus à l'étude en 2016. Pour les groupes scolaires, trois sont prévus : le groupe scolaire Ovalie 2 avec essentiellement des études, pour le groupe scolaire Malbosc et pour la construction de l'école EAI.

Voilà les opérations essentielles prévues. Ce projet de budget relève le défi de construire un service public de qualité, connecté avec chaque citoyen, dans un contexte économique particulièrement difficile. J'oserais dire que nous préparons un budget harmonieux. Pourquoi harmonieux ? Michel Montaigne définit l'harmonie de cette façon : « *L'harmonie est réalisée quand le dire et le faire vont ensemble* ». Je crois que c'est le cas. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LEVITA. J'ouvre le débat sur le DOB. Qui demande la parole ? Monsieur DELAFOSSE, Monsieur LANNELONGUE, Madame JAMET et Madame BRISSAUD.

Michaël DELAFOSSE : Monsieur le Maire, chers collègues, je m'exprime au nom de notre groupe, suite à l'exposé de Max LEVITA rapportant cette affaire et rapportant maintenant depuis plus de huit ans, les DOB, à la Municipalité, mais aussi à la Métropole ; nous savons sa connaissance du dossier.

Le DOB est l'occasion de débattre des orientations budgétaires et ne donne pas lieu à un vote. Nous espérons cette discussion constructive dans la préparation du budget présenté le 31 mars. Nous n'ignorons pas et nous partageons les contraintes existant aujourd'hui dans les finances locales puisqu'il s'agit de redresser les comptes publics de notre pays. Effectivement, les collectivités locales quelles qu'elles soient, Régions, Départements, communes, EPCI, métropoles, sont soumises à cet effort à des niveaux importants, inédits. Nous convenons toutefois que cela est nécessaire.

Ce DOB est donc un budget sous contrainte. Les temps de la décentralisation faste ont disparu, nous sommes dans des moments où la décentralisation invite à mesurer chaque euro dépensé, chaque euro investi. Alors permettez-moi de prendre quelques éléments : certains appelleront des réponses, d'autres seront des orientations et des préconisations, et nous espérons les retrouver dans le budget.

D'abord, sur la fiscalité, vous évoquez l'absence de hausse du taux. Cette position correspond à votre engagement, et celui-ci est honoré. Ce maintien est nécessaire puisqu'à Montpellier, nous sommes souvent en tête du palmarès de la fiscalité la plus élevée des grandes villes françaises. En effet, cette fiscalité a été associée, depuis longtemps, à une volonté de redistribution de nombreux projets. Il suffit de marcher dans les rues de Montpellier pour voir combien l'effort public a toujours été présent avec des projets à rayonnement national ou international. Ces projets maillent par ailleurs, en termes de proximité. Cette fiscalité élevée était donc destinée à financer des projets. Néanmoins -et je souhaite un retour à ce sujet-, vous avez modifié la donne fiscale l'an passé, en supprimant l'abattement sur le foncier bâti neuf. Quel est le montant de cette contribution cette année et éventuellement l'année prochaine ? Nous avons exprimé là un point de désaccord.

Ensuite, je vous livre quelques éléments d'interrogation. Deux aspects attirent notre attention. Le premier concerne la cuisine centrale. Nous souscrivons à l'idée de mutualiser car il est nécessaire de donner une nouvelle dynamique à la restauration scolaire en qualité, mais un problème de capacité de l'équipement se pose. Il apparaît que des crédits vont être alloués afin de permettre à la cuisine centrale d'évoluer. Toutefois, il existe aussi le projet du GIP avec le CHU. Par conséquent, quelle est l'option retenue. Merci de nous répondre.

Deuxièmement, le chiffre de 10 millions d'euros autour des nouvelles archives municipales nous interpelle. S'il est nécessaire de prendre soin de ces documents, et il s'agit là d'une compétence, le montant initial était de 7 millions d'euros. Pourquoi observons-nous cette augmentation de 3 millions d'euros ? Cette augmentation peut correspondre à un choix pouvant être explicité, nous l'entendons.

Le deuxième aspect de mon propos porte sur les priorités. Vous avez parlé d'éducation, et nous avons cette conviction profonde de la nécessité d'investir dans l'éducation et la cohésion. Il s'agit d'une compétence obligatoire de la commune et d'une ambition nécessaire. A ce sujet, nous avons cependant une appréciation différente. Le vœu voté a été entendu, le fonds d'amorçage devient un fonds de pérennité pour soutenir ce nécessaire temps périscolaire permettant aux enfants de passer du temps avec des encadrants variés (les professeurs, les animateurs socio-culturels, et d'autres acteurs) plutôt que de rester devant un écran de télévision ou parfois seul, hélas. Certes, les TAP existent, puisqu'il s'agit d'une obligation fixée par la loi. Mais autour de Montpellier, les TAP courent sur quatre jours, de même que dans les autres villes de la même strate, à l'exception de Marseille, mais ne déshonorons pas la commune sur la politique éducative, comparaison n'est pas raison. Peut-être manque-t-il une ambition sur les TAP après installation, afin de leur accorder davantage de moyens et davantage de force pour ce temps périscolaire qui renforce les écoles publiques et permet aux petits Montpelliérain(e)s de se réunir. Ces TAP permettent par ailleurs de nouer un partenariat très intelligent avec les acteurs du territoire, du monde de la culture, du monde du sport. Ils sont aussi un moyen de soutenir ces différents acteurs.

J'en viens à mon deuxième point. Si nous partageons naturellement, les efforts devant être réalisés sur les dépenses de fonctionnement, en insistant sur la baisse de la communication, il est nécessaire de préserver les forces, expression de la fraternité républicaine, le tissu associatif. A ce sujet, vous devrez mener des arbitrages. L'année dernière, nous avons pointé la baisse de 8% : mon collègue Hervé MARTIN et Françoise BONNET, lors du précédent conseil, avaient attiré votre attention sur les subventions au tissu associatif. Ce maillage de proximité fait lien et donne sens, aussi nous espérons être entendus à ce sujet.

Enfin, pour honorer les cinq minutes de temps de parole accordées à chaque groupe puisque le règlement a été rappelé, je finirai avec les dépenses d'investissement. Investir, c'est préparer l'avenir, c'est une nécessité. Gérard COLLOMB, notre ami, indique souvent que pour un euro d'argent public investi, il est nécessaire de générer 10 euros d'investissement privé. Ce modèle apparaît vertueux, car il permet de soutenir l'emploi et il est l'illustration d'une dynamique de projets. Je me permets de prendre une autre référence, ayant existé en 2004. L'investissement amorcé pour les lycées de la Région a permis des choses remarquables et apporte aujourd'hui de la sérénité à la nouvelle équipe animée par Carole DELGA. Ne dites rien sur la Région, s'il vous plaît, nous sommes en transaction, ou plutôt en partenariat constructif dans l'intérêt de la Ville.

Monsieur le Maire : Monsieur le Professeur, je vous remercie.

Michaël DELAFOSSE : Je terminerai sur l'investissement. Soixante millions d'euros, hélas, mais j'espère voir ce chiffre évoluer, représente sans doute le niveau le plus bas connu par la Ville de Montpellier en termes d'investissements. D'habitude, Monsieur LEVITA montrait un diagramme illustrant l'historique de l'investissement. Vraisemblablement, nous devons remonter au milieu de la décennie des années 1990 pour trouver un tel chiffre bien éloigné de l'investissement des dernières années. Nous entendons la contrainte, mais investir, c'est affirmer une ambition à toutes les échelles, celle du quotidien pour les Montpelliérains, et celle du rayonnement de la ville. Par conséquent, parlez plutôt d'investissement très modeste et non d'investissement ambitieux. Je vous renvoie à cette belle citation de Montaigne sur la rigueur des mots. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE, je ne rentrerai pas dans la polémique, mais sur les Archives, le montant a toujours été de 10 millions d'euros. Les 7 millions d'euros auparavant affichés correspondaient à la soustraction avec les revenus du programme immobilier nous permettant un certain nombre de rentrées fiscales.

Michaël DELAFOSSE : L'opération foncière est considérée là comme une recette affectée. Vous le présentez de la sorte.

Monsieur le Maire : En fait, le coût s'élevait à 10 millions d'euros, mais différentes recettes abaissent le coût final à 7 millions d'euros. Monsieur LEVITA vous répondra sur le reste de votre intervention, mais je retiens cependant que vous cautionnez notre décision de ne pas augmenter les taux d'imposition. Je vous remercie de votre contribution positive.

Max LEVITA : Depuis 2008, je me tue à dire que c'est faux, que nous n'avons pas la fiscalité la plus élevée. En termes de taxe d'habitation, les journaux et même la Cour des comptes ne veulent pas prendre en compte l'abattement à la base de 15%. Pourtant, cet abattement existe réellement et coûte 14 millions d'euros à la Ville. Pour la taxe d'habitation, si nous tenons compte de l'abattement à la base de 15%, nous nous situons dans la moyenne des villes, et nous n'avons pas la fiscalité la plus élevée.

En ce qui concerne le foncier bâti, nous avons été longtemps les majors, je vous l'accorde. Aujourd'hui, cette situation a cependant changé et nous avons été dépassés par d'autres villes. Arrêtons de dire que nous avons la fiscalité la plus élevée à Montpellier ! Nous pouvons effectivement parler de fiscalité élevée, mais non de fiscalité la plus élevée, je proteste.

Gérard LANNELONGUE : Monsieur le Maire, chers collègues, les débats de DOB en DOB, se poursuivent sur les mêmes thèmes. Je me souviens effectivement de cette différence d'appréciation sur ces taux, mais je n'y reviendrai pas. Je ne parle pas en tant que président de la commission des finances, mais comme vous le savez, j'ai affiché une logique dans mon approche, éloignée de la posture. Comme disent aujourd'hui les socialistes, je ne suis pas dans la posture. Par conséquent, mon propos aujourd'hui, comme durant tout le mandat, est le reflet de ce que je trouve juste et honnête.

Ainsi, vous ne m'entendrez pas crier au loup, ou lancer des cris d'orfraie, en lisant les documents présentés dans le cadre de ce débat d'orientations budgétaires. En effet, comme vous l'avez exprimé, la contrainte est réelle et totale, elle pèse sur toutes les communes. Toutefois, je n'agirai pas comme Monsieur DELAFOSSE en effectuant un pas en avant puis en arrière : il est impossible de reconnaître la nécessité de ce budget tout en demandant d'investir un peu plus. Nous voyons alors tout et son contraire. J'ai aussi participé à la précédente mandature où j'étais tout jeune conseiller, non par l'âge, mais par l'expérience, et j'ai pu voir les réalisations de la précédente municipalité dont vous faisiez partie pour certains, comme vous Monsieur DELAFOSSE. A cette époque, vous avez dépensé sans compter. Si aujourd'hui, les taux dénoncés pénalisent cette ville et la population, c'est parce que vous en avez abusé. Ne l'oublions pas. Dans ce budget, nous ne voyons pas tout et son contraire, je tiens à l'attester.

Sans être trop long, je prends les points me donnant satisfaction. D'abord, personne ne l'a évoquée, mais la dématérialisation financière me paraît importante. Je n'ai toutefois pas la prétention de penser que cette dématérialisation intervient suite à notre demande, l'année dernière : il suffit de regarder les minutes du débat. J'avais précisément demandé de réaliser des économies avec cette dématérialisation. Aujourd'hui, je me réjouis de la voir effective, et je tiens à le souligner.

Deuxième élément de satisfaction, la certification du budget par la Cour des comptes. Vous entamez une logique de transparence fondamentale : nos concitoyens ont besoin de connaître la situation. Or vous affichez clairement tout au long, vos actions sans rien masquer. Cette démarche apporte de la crédibilité à nos chiffres, et aux vôtres plus particulièrement puisque vous êtes en charge de la gestion.

Troisième sujet de satisfaction, la non-augmentation des taux d'imposition. Vous tenez vos promesses. Depuis le début, je vous l'avais dit et redit, si vous ne tenez pas cette promesse, vous serez l'énième politique à détourner les électeurs des urnes. A force de dire ce que l'on ne fera pas, on finit dans les oubliettes de la politique. En étant clair, vous tenez donc vos promesses sur ce point fondamental. Et quand je vois le nombre de communes, encore aujourd'hui, qui augmentent les impôts, je deviens vert de rage. Certes, je n'y habite pas, mais encore une fois, j'estime que beaucoup de chemin reste à parcourir. En tout cas, nous pouvons attester qu'à Montpellier, la situation est différente.

A présent, sans être trop long, je vais considérer deux ou trois points pouvant être améliorés, me semble-t-il. Au sujet des dépenses de personnel, si nous voulons retenir un point restant insuffisant, 2,2% par rapport à vos objectifs reste encore trop élevé. Nous ne serons pas tous d'accord à ce sujet, mais personnellement, je le pense, vous remplacez de manière systématique les départs en retraite. Sur cette logique, vous aurez du mal à tenir cet objectif de 2%. De plus, même si vous avez travaillé à périmètre constant, il est bien de rappeler ce qui a été fait précédemment. D'ailleurs, vous arrivez aujourd'hui, Monsieur LEVITA, avec la gloriole d'un budget tenant la route, mais par le passé vous deviez être couvert de cendres : franchement, 5% d'augmentation de dépenses du personnel devait vous gêner, je ne peux l'imaginer autrement.

Monsieur le Maire : Si vous me permettez Monsieur LANNELONGUE, juste sur ce point. Max LEVITA a toujours fait remarquer dans le mandat précédent qu'il était inconcevable d'embaucher à tour de bras. Il l'a dit et répété à tous les adjoints dont je faisais partie. Il a toujours tenu cette position.

Gérard LANNELONGUE : Je ne m'en souvenais pas. En revanche, je me souviens d'une intervention tonitruante de Georges FRECHE s'adressant à Hélène MANDROUX qu'il avait effectué des économies de personnel, et qu'elle avait rembauché en deux ans tout le personnel transféré à l'Agglo. Je me rappelle ainsi de débats internes à ce sujet. Puisque vous me le dites, j'en prends acte.

Néanmoins, au regard des efforts déjà réalisés, selon moi, vous avez encore un effort à fournir sur le sujet afin d'arriver en dessous de 2% et être plus à l'aise, y compris dans l'investissement. Même à périmètre constant, vous êtes cependant aidés par le transfert des 195 postes à l'Agglo.

Sur les autres normes, et en particulier les priorités au budget, aujourd'hui, nous n'avons pas beaucoup d'éléments à donner à ce sujet. Nous les comprenons. Pour ma part, j'accepte, en toute franchise, cette réduction

de la capacité d'investissement à 60 millions d'euros. Encore une fois, il est impossible de vouloir tout et son contraire : le reste relève de la posture, et nous ne sommes pas là-dedans.

Voilà mon propos sur ce débat, sans être trop long.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LANNELONGUE, je note que vous êtes également favorable à la non-augmentation du taux d'imposition. Finalement, il se dégage une assez grande unanimité.

Je voudrais cependant revenir sur l'augmentation de 2,2%. Cette augmentation intègre les 50 policiers municipaux dont Marie-Hélène SANTARELLI a effectué le recrutement. De plus, quand nous ouvrons une nouvelle structure, comme une école par exemple, en raison de la démographie, nous sommes bien obligés de mettre le personnel correspondant. Par conséquent, si nous examinons la situation dans le détail, nous sommes à un peu moins de 2,2% d'augmentation.

Gérard LANNELONGUE : Je comprends bien, vous êtes obligés de créer une école par an en raison du flux démographique entrant. Pour autant, vous pourriez réaliser des économies de personnel en d'autres endroits. Mon propos ne se référait pas au personnel devant être embauché. Dieu sait que sur l'embauche des policiers par exemple, nous vous soutiendrons.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LANNELONGUE. Madame JAMET.

France JAMET : Avant de commencer, je souhaiterais savoir à combien vous estimez le temps de parole de deux élus dont l'assise électorale compte plusieurs milliers d'électeurs.

Monsieur le Maire : Arrêtons. Cinq minutes.

France JAMET : Sur un sujet comme le débat d'orientations budgétaires, comme je vous l'ai dit hier, directement inscrit dans la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, il existe le droit de constater et de débattre par soi-même ou par ses représentants.

Monsieur le Maire : Madame JAMET, vous disposez de la parole en tant qu'élue de ce Conseil municipal, mais plus en tant que présidente de groupe, puisqu'il n'existe plus de groupe.

France JAMET : Parce que vous avez arbitrairement et très sympathiquement...

Monsieur le Maire : Je n'y suis pour rien si Monsieur BOUMAAZ est parti de chez vous...

France JAMET : Les groupes étaient auparavant fixés à trois, mais vous avez décidé de porter leur nombre minimal à cinq ou à sept, je ne sais plus. Cette décision est arbitraire. Votre arbitraire a donné la possibilité d'exister à ces groupes avant de leur retirer cette possibilité.

Monsieur le Maire : Il vous reste trois minutes.

France JAMET : Vous en êtes là Monsieur le Maire ? En êtes-vous là réellement ?

Monsieur le Maire : Allez au fait, Madame JAMET.

France JAMET : Je ne suis pas là pour cirer les chaussures de mon président-maire.

J'essayerai de ne pas aller trop vite afin de ne pas être inintelligible. Cependant, nous avons le Full-démat, espèce d'anglicisme que je n'accepte pas, mais vous permettant d'entrer dans le cadre des collectivités territoriales qui ont effectivement, depuis 2012 et avant 2020, la possibilité et les devoirs de dématérialiser les dossiers et l'administratif. Je prends acte que la loi NoTRE nous permette effectivement de faire certifier les comptes par la Cour des comptes, et cette décision me paraît excellente.

Pour autant, je ne suis pas du tout d'accord ni avec la lecture de Monsieur LEVITA, ni de mes collègues. Les recettes de fonctionnement attendues selon nous, sont en hausse de 1%. Nous observons aussi la baisse de 1% des dotations de l'Etat par rapport au budget primitif de 2015, 72,8, l'augmentation de 2% des produits fiscaux à 190 millions d'euros, et la revalorisation de la base. Evidemment, vous me répondrez que vous ne l'avez pas demandé et que l'Assemblée nationale l'a offerte. Il n'en demeure pas moins -je le répète- qu'il n'existe pas de baisse d'impôts ou d'impôts gelés. Au contraire, nous observons encore une augmentation des impôts impactant directement le pouvoir d'achat de nos concitoyens.

Sur les dépenses de fonctionnement, je considère qu'elles sont en hausse de 1,5%. Comme vous l'avez indiqué, les charges courantes augmentent de 0,9%, quant au BP 2015, il était prévu de les baisser de 5%. Cela prouve que vous n'êtes toujours pas dans les clous. Les dépenses de personnel de 2,2% étaient-elles fixées à 2% ? Par conséquent, il n'existe pas d'économie sur le fonctionnement.

Sur les dépenses d'investissement prévues en baisse de 32,4%, il existe effectivement un réel problème. Elles étaient de 88,8 millions d'euros en 2015, et vous les évaluez à 60 millions d'euros pour 2016. Cette baisse de 32,4% implique des coupes claires dans le budget investissement. Toutefois, dans le climat économique aujourd'hui, l'investissement constitue un critère incontournable nous permettant de nous en sortir.

Par ailleurs, le niveau d'emprunts se révèle élevé à 37 millions d'euros, supérieur de 48% au montant présenté dans le DOB 2015 de 25 millions d'euros. Vous aviez un niveau d'emprunt de 25 millions d'euros en 2015 pour 88,8 millions d'euros d'investissements, tandis qu'en 2016, vous baissez l'investissement tout en augmentant l'emprunt. Ces faits vont à l'encontre de vos déclarations, celles d'hier et celles d'aujourd'hui. C'est 2,6 fois plus élevé que l'emprunt inscrit. Nous observons une augmentation de 257%. Enfin, c'est supérieur de 12,8% par rapport à l'emprunt de 2014 de Madame MANDROUX, que vous regrettez encore et toujours. Par conséquent, vous relancez la machine à emprunter.

Dernier point, la capacité de désendettement demeure toujours dans le rouge. Il convient de rappeler le tour de passe-passe permettant de faire passer des emprunts sur la Métropole. En effet, vous en avez transféré six, dont le dernier est en cours. Malgré tout, la capacité de désendettement de la Ville est de dix ans. Comme vous, j'aime bien citer Georges FRECHE. En 1998, lorsqu'il a accédé à la Région après Jacques BLANC, la Région disposait d'une capacité de désendettement de 4,1 années.

Monsieur le Maire : C'était en 2004.

France JAMET : Oui, c'était le résultat de la politique de 1998. Il disait alors que la Région était ruinée. Effectivement, entre 0 et 6 ans, nous pouvons considérer que la situation est à peu près bonne. Entre six et huit ans, nous passons à l'orange, et au-delà de huit ans, la situation devient catastrophique. Là-aussi, il s'agit d'un vrai bilan négatif.

J'en termine avec l'épargne nette fondant comme neige au soleil, comme vous l'avez indiqué. Cette baisse de 8% apparaît terriblement inquiétante. L'épargne nette passe à 4,9 millions d'euros contre 5,3 millions d'euros en 2015. Sans économies réelles sur les dépenses de fonctionnement augmentant de +5% et malgré les coupes claires dans l'investissement de -32 %, la capacité de désendettement de la Ville reste dans le rouge. La situation est grave. Et la baisse continue de l'épargne nette contraint, de fait, la Ville à ne plus pouvoir investir.

Comme je vous l'indiquais tout à l'heure, si vous avez recours systématiquement à l'emprunt et à l'impôt, le pouvoir d'achat des Montpelliérains est directement impacté : les retraités, les personnes en difficultés, etc. Chacun est touché par l'impôt, par les charges et par les taxes. C'est le contraire de ce que vous auriez dû engager dans le cadre d'une relance économique. Nous le voyons déjà avec les derniers chiffres au plan national où il existe une baisse du chômage quand dans l'Hérault, nous constatons une hausse du chômage. Or Montpellier représente un quart de la population du département.

En conclusion, puisque chacun y est allé de sa maxime, pour ma part, je n'en ai trouvé aucune. Si, un économiste disait, paraît-il, qu'il faut faire mieux avec moins. Vous, vous faites moins avec beaucoup plus d'impôts. Il n'est pas possible d'admettre cette situation au regard des efforts demandés à nos concitoyens. De la

même façon, il n'est pas possible d'admettre que vous puissiez obérer totalement le débat démocratique, même si pour une fois, vous m'avez permise d'aller jusqu'au bout de mon intervention.

Une dernière chose, tout à l'heure, il était question du Tour de France. Comme vous le savez, l'organisation Amaury Sport a décidé de promouvoir pendant deux ans, à l'occasion du Tour de France, un vin chilien. Au regard de la situation de nos agriculteurs qui crèvent, et de la viticulture, je souhaiterais que vous vous engagiez à faire pression sur Amaury Sport afin que l'organisation abandonne immédiatement ce projet. Selon moi, le Tour de France est justement un symbole d'un savoir-vivre français et d'une culture française. D'ailleurs, les viticulteurs contribuent largement à la réussite de ce Tour de France. Je souhaiterais que vous puissiez vous engager avec nous. Nous avons demandé à toutes les villes accueillant le Tour de France, de demander à l'organisation Amaury de renoncer à ce projet délétère, d'autant que le vin chilien bénéficie de droits douaniers que nous n'avons pas. Cette concurrence apparaît totalement déloyale avec le vin français.

Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Maire : Merci Madame JAMET. Madame BRISSAUD, s'il vous plaît.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, chers collègues. Tout d'abord, vous avez décidé de placer ce DOB sous le sceau de la transparence. Je vais peut-être vous apprendre quelque chose, mais la transparence en matière de budget de la commune, n'est pas un choix et encore moins un acte politique comme vous l'écrivez. Il s'agit d'une obligation tout simplement.

D'autre part, comment pouvez-vous écrire que Montpellier, comme l'ensemble des administrations, participera au redressement des comptes publics. Dois-je vous rappeler ou vous apprendre que Montpellier n'est pas une administration, et que vous n'êtes ni gouverneur, ni roi. Ces deux remarques en page 1 ont heurté ma sensibilité comme vous pourrez le constater.

Pour commencer, côté recettes, vous indiquez que nos recettes évolueront peu avant de citer trois sources de recettes pour la Ville. Les dotations de l'Etat affichent une baisse de -4% : cette baisse n'est pas un détail, si vous dites à une entreprise que ces charges baisseront ou augmenteront de 4%, ou si vous dites à un salarié que le Smic baissera de 4%, vous verrez alors sa réaction. Si vous voulez être transparents, nous ne devons pas minimiser ces chiffres.

En ce qui concerne la tarification sociale, je m'interroge sur le sens d'écrire que nos recettes évolueront peu. Soit le tarif baisse puisque le nombre de Montpelliérains augmente, soit nous avons moins de bénéficiaires. Pouvez-vous nous éclairer sur ce point.

Troisièmement, il est indiqué que vous décidez de ne pas augmenter le taux de fiscalité, de maintenir le taux d'imposition et de conserver la pression fiscale actuelle déjà parmi les plus hautes de France, comme nous l'avons fait remarquer à plusieurs reprises. Voilà les choses dites clairement et de façon transparente. De plus, comme nous enregistrons chaque année de nouveaux arrivants, nous connaissons chaque année, une augmentation des recettes liées aux impôts des Montpelliérains. Par conséquent, avec les chiffres sous les yeux, laissez-nous libres de déduire si l'évolution est forte ou faible, en toute transparence.

Au sujet des dépenses, plusieurs éléments me semblent aussi particuliers dans le rapport. Comme vous l'indiquez, si la tendance actuelle recettes/dépenses se poursuit, et compte-tenu de la baisse des dotations de l'Etat, nous assisterons à un effet ciseau en 2017 avec des dépenses supérieures aux recettes et une capacité d'auto-financement négative. Pour éviter cette situation, vous nous proposez de réduire la pente habituelle de nos dépenses et de trouver des recettes supplémentaires. Toutefois, ce passage n'est pas très clair non plus. Pour absorber la baisse des dotations de -4%, soit -3,5 millions d'euros, vous proposez de limiter les dépenses de fonctionnement de la Ville, voire de réaliser des économies de fonctionnement, et de se montrer prudent sur les dépenses de fonctionnement pour maintenir un niveau d'investissement important. Puisque les dépenses de fonctionnement et d'investissement se trouvent ici mélangées, je veux bien un éclairage sur le sens de cette phrase s'il ne s'agit pas d'une erreur.

J'en profite pour vous dire au passage que le choix du mot « réparer la ville » se révèle abscons et peu transparent. En effet, pour davantage de transparence, les gens doivent comprendre : qui a cassé la ville ? Les Montpelliérains ? Les touristes ? Les élus en place ? Mais il s'agit plus que de bâti, me semble-t-il.

Monsieur le Maire : Dans vos tracts pour les législatives, essayez d'être bien claire. Si c'est comme la dernière fois, nous n'y comprendrons rien.

Anne BRISSAUD : Les points faibles de ce budget sont pour moi, résumés de la façon suivante. Je ne vois pas dans ce DOB de réflexion sur l'augmentation des recettes. Apparemment, vous comptez uniquement sur des économies pour inverser la tendance, et bien entendu, sur l'augmentation de la population. Comme nous le savons tous ici, vous n'augmentez pas le taux d'imposition, mais vous maintenez la pression fiscale.

Pourtant, nous pourrions mener une réflexion sur l'augmentation de nos recettes en recherchant des solutions innovantes, sans bien entendu compter sur l'augmentation des impôts. En effet, comme vous le savez, je suis d'avis qu'il serait de parvenir enfin à baisser ces impôts pour les Montpelliérains. La pression fiscale à Montpellier se révèle bien trop forte dans un contexte économique défavorable, et le revenu disponible des Montpelliérains ne cesse de diminuer. Nous ne pouvons nous satisfaire de cette situation.

Ensuite, nous n'observons pas de stratégie claire d'augmentation de ces recettes. Il n'existe pas non plus d'analyse sur les délégations de services publics au privé pouvant être établies. De même, il n'existe aucune analyse sur les subventions allouées aux associations pouvant nous éclairer sur les révisions à mener au motif que certaines associations jouent un rôle plus ou moins pertinent pour la collectivité et touchent plus ou moins de Montpelliérains. Pour finir, nous n'observons aucun plan d'amélioration de la qualité d'organisation des services publics de la Ville. Or avec 30% d'absentéisme pour environ 4 000 agents, la Ville de Montpellier apparaît comme l'une des plus mauvaises de France en termes de management des ressources humaines. Elle connaît une évaporation de production publique d'environ 4 000 agents, soit 1 500 heures x 30%. Cela représente environ 1,8 millions d'heures par an. Avec un coût de l'heure moyen de 30 euros charges comprises, l'évaporation budgétaire économique pèse 54 millions d'euros par an, correspondant aux non-productions, aux heures supplémentaires, aux surconsommations de prestataires induites pour régler cet absentéisme et l'absence de production de services publics lié. L'absentéisme est un symptôme de mauvais management. Pourtant, je ne vois absolument rien dans le DOB au sujet d'une réorientation de votre politique en matière de management.

Pour conclure, ayant enfin un plan de management plus ambitieux pour notre ville, donc pour nos agents et pour les Montpelliérains, ayant enfin un débat sur les moyens d'augmenter nos recettes en diminuant nos impôts. Voilà mon propos ce soir. Si j'ai été rapide, c'est juste parce que je ne disposais que de cinq minutes.

Monsieur le Maire : Merci Madame BRISSAUD, votre intervention était très claire et très transparente. Monsieur MOURE, vous souhaitez intervenir ?

Jean-Pierre MOURE : J'apporte un petit complément. Merci de me laisser la parole puisque le groupe s'est déjà exprimé. Nous sommes aujourd'hui sur le DOB, une préparation en l'état des connaissances au jour où il est abordé. Nous aurons l'occasion de voir le détail dans le budget.

Toutefois, de même que le budget, le DOB doit permettre aussi d'aborder aussi le plan pluriannuel, notamment au niveau des investissements. Dans le document remis, vous faites apparaître différents investissements donnant le ton des réalisations impactant la ville durant les années à venir.

Néanmoins, les opérations figurant dans les trois tableaux communiqués se traduisent par un investissement pluriannuel jusqu'en 2021. En moyenne annuelle, nous sommes sur un écart, sauf erreur de ma part, de 14,5 millions d'euros supplémentaires d'investissements par an, par rapport aux grands investissements de 2016.

Pour cette raison, nous devons nous montrer vigilants sur l'équilibre de ce budget. Certes, nous allons pouvoir gagner au niveau de la Ville comme la plupart des collectivités, si les annonces du Gouvernement depuis plusieurs années, s'avèrent fondées. Autrement dit, l'effort demandé aux collectivités cesserait en 2017, et nous retrouverions une marge dès 2018. Toutefois, si nous restons fidèles à votre engagement de ne pas augmenter le taux d'impôts sur le mandat, nous conservons pour seules marges la récupération de notre contribution à l'effort

national actuel, et la démographie positive à Montpellier, encore pour quelque temps dans notre département, dans notre région et surtout sur la place montpelliéraine. Eventuellement, nous pourrions y ajouter l'emprunt évoqué ce soir. Enfin, il serait intéressant dans un avenir proche, de mesurer la capacité et la possibilité à porter l'investissement annoncé. A ce sujet, je rejoins Monsieur DELAFOSSE, il est important de maintenir un investissement, clé de l'évolution et de recettes à venir. L'investissement ne doit pas être vu simplement comme des dépenses annuelles ou pluriannuelles, il représente aussi une source de rentrées futures et diverses.

Je souhaitais préciser ce point. Si nous nous contentions d'analyses comptables, nous n'y sommes pas dans les années à venir. Nous devons certainement mener une réflexion supplémentaire.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MOURE. Monsieur LEVITA pour conclure.

Max LEVITA : Je réponds à un certain nombre de questions posées. Mais franchement, mes chers collègues, que vous apparteniez à la majorité ou non, ne dites pas que nous avons la fiscalité la plus élevée : il s'agit d'une erreur. La fiscalité est élevée mais n'en rajoutez pas, ne faites pas fuir les contribuables, et ne développez pas cette idée que nous agissons n'importe comment avec l'argent. Nous sommes conscients de cette fiscalité élevée. Pour cette raison, Monsieur Philippe SAUREL a mis dans son engagement que nous ne toucherions pas aux taux. Cette promesse sera tenue.

Monsieur DELAFOSSE m'a interrogé sur la cuisine centrale. Effectivement, Madame MARSALA mène des négociations à l'heure actuelle avec le CHU pour aboutir à un partage. Cette négociation est en cours, elle n'est pas encore finalisée.

Sur l'investissement, je relève une difficulté. En effet, vous faites abstraction du transfert de compétences à la Métropole, et du transfert de l'emprunt. Je ne fais pas un tour de passe-passe, Madame JAMET. Comme hier, je me suis montré désagréable avec Madame BRISSAUD, j'essaye de ne pas être désagréable avec vous. Néanmoins, il n'existe aucun tour de passe-passe. Il s'agit d'investissements non menés chaque année, à l'instar du pont André Lévy. Nous avons donc calculé la façon dont nous pouvions transférer à la Métropole. Ce transfert a été mené en toute transparence, mes collègues de la CLECT ont accepté. Il n'existe donc aucun tour de passe-passe : je suis suffisamment écartelé en tant qu'adjoint de la Ville et responsable des finances de la Métropole. Je suis prêt à répondre au centime près des transferts effectués. Nous avons transféré à la Métropole la voirie pour 17 millions d'euros. Si j'ajoute cette somme aux 60 millions d'euros, nous arrivons à 77 millions d'euros contre 71 millions d'euros au budget 2015.

Effectivement, Monsieur DELAFOSSE, si vous comparez avec le compte administratif, il n'existe pas de correspondance. En revanche, avec le budget primitif, il n'existe aucune baisse. Nous sommes particulièrement attentifs à ce point, cela fait partie de l'engagement de la Ville. Aucune baisse n'est donc enregistrée si nous tenons compte du transfert de la voirie à la Métropole. Nous lui avons transféré 45 millions d'euros afin qu'elle agisse à notre place. Là aussi, la fiscalité est trop élevée, l'investissement est en baisse, je ne sais quel langage, nous devons utiliser pour être entendus. Je veux bien ne pas me montrer condescendant, mais quand nous vous disons la vérité, écoutez la. Je ne sais comment faire. Les chiffres sont incontestables.

(Réactions hors micro)

Max LEVITA : Vous ne savez pas lire. Tout est écrit : 60 millions d'euros en investissement auxquels s'ajoutent 17 millions d'euros transférés à la Métropole, nous arrivons à 77 millions d'euros à comparer aux 71 millions d'euros. Vous pouvez prendre les chiffres comme vous voulez, il n'existe aucune diminution et aucun tour de passe-passe. Quand je dis la vérité, vous parlez de passe-passe, du coup, je ne sais plus dans quelle langue nous pouvons nous adresser à vous. J'aimerais autant ne pas m'adresser à vous, ce serait plus simple.

(Réactions hors micro)

Max LEVITA : Vous dites n'importe quoi. Monsieur DELAFOSSE me dit une chose, j'entends bien.

(Réactions hors micro)

Max LEVITA : Vous dites n'importe quoi. Il ne s'agit pas d'un débat. Je peux tenir n'importe quel discours : ce budget manque d'ambition, ce budget est nul... Nous sommes dans une contrainte épouvantable, vous allez voir, mes chers collègues, comment agiront les différentes collectivités de notre pays. Je ne discute pas cependant sur la politique de l'Etat, il fait ce qu'il peut. Pour ma part, je suis chargé d'appliquer les décisions. Nous avons donc une copie à remettre dans un cadre pré-fixé. Nous respectons donc ce cadre dans lequel je maintiens que ce budget est formidable. J'espère faire aussi bien en 2017.

Monsieur le Maire : Cela dépend du prochain Gouvernement.

Max LEVITA : Le prochain Gouvernement ne fera pas mieux. Mais nous avons le droit de rêver.

Je conclus avec Madame BRISSAUD. Une collectivité locale fait partie en termes de comptabilité nationale, des APUL, les administrations publiques d'utilité locale. Par conséquent, Montpellier est une administration au sens de la comptabilité nationale.

Je remercie les collègues m'ayant aidé, en particulier les services de la Métropole sous la direction de Monsieur DOMEIZEL avec Monsieur PONS de VINCENT. Deuxièmement, nous avons parlé de ce que je racontais en tant qu'adjoint, mais le budget que je présente n'est pas mon œuvre : il s'agit d'une œuvre collective réalisée par tous mes collègues et adjoints, sous l'autorité du Maire qui en dernier ressort tranche.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup à chacun pour ce DOB.

Le Conseil municipal prend acte.

5. Opération d'aménagement - Avenue François Delmas Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté Objectifs et modalités de la concertation et d'association du public

Situé à l'entrée nord est de la Ville de Montpellier, le secteur de l'avenue François Delmas anciennement route de Nîmes constitue un trait d'union entre le Lez et le centre historique.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a fait réaliser une étude afin d'envisager une opération d'urbanisation sur cet entrée majeure de la ville.

En définissant une programmation adaptée à ce site unique à la lisière de la ville et le long du Lez, l'aménagement de ce secteur peu urbanisé et partiellement en friche permettra d'améliorer le fonctionnement et la qualité urbaine de ce secteur. Le maillage existant en équipements commerciaux et équipements et infrastructures publiques, école et tramways en particulier doit permettre de proposer une offre en logements diversifiées et de qualité répondant aux besoins de l'agglomération et de ses habitants.

Cette intervention de renouvellement urbain s'inscrit dans la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur 2013-2020 confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier approuvée par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013. La SAAM a notamment pour mission de poursuivre la production de logements neufs à travers la construction et/ou réhabilitation à neuf de 1350 logements, dont 360 logements sociaux dans le périmètre de Grand Cœur, et la poursuite de l'amélioration du cadre de vie. L'opération objet de cette présente délibération devra y contribuer.

En ce sens, le Plan Local d'Urbanisme régissant le territoire de la ville de Montpellier a été modifiée par délibération du conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 28 mai 2015 afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur sur la base d'un plan d'urbanisme et paysager d'ensemble.

La Ville privilégiera un projet qui devra préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et proposer des formes urbaines dialoguant avec le patrimoine paysagé des espaces qui le borde. Elle s'inscrit, sur la durée, dans une réflexion de développement raisonné et raisonnable, conjuguant la mixité urbaine, la mixité sociale mais aussi la qualité environnementale.

Dans ce cadre, l'urbanisation sur ce secteur d'environ 9 hectares devra prendre particulièrement en compte les contraintes et objectifs suivants :

- la vulnérabilité de la région Montpelliéraine liée aux changements climatiques (inondations, canicules...) et les contraintes environnementales (bruits, pollutions...), écologiques et techniques du site ;
- la relation au Lez et les différentes hypothèses permettant sa continuité à travers ou en limite de la future opération pour rejoindre le parc de Méric du quartier des Aubes ;
- et plus généralement le fonctionnement urbain à venir, les complémentarités d'usages entre le futur quartier et Castelnau-le-Lez, le quartier des Aubes et celui de Saint Lazare (commerces, écoles, transports publics...).

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et engagée dans une démarche de démocratie participative, la Ville de Montpellier souhaite que l'aménagement de ce nouveau quartier soit réalisé dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). Afin d'assurer l'information du public sur la mise en œuvre de cette ZAC, une concertation avec la population, qui se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet, sera organisée conformément aux dispositions des articles L.103-2 du code de l'urbanisme.

Dans ce contexte, les modalités de concertation et d'association du public suivantes peuvent être retenues :

- une réunion publique,
- une mise à disposition au public, en Mairie de Montpellier et pour une durée d'au moins 15 jours, du dossier d'étude de création de la ZAC accompagné d'un registre permettant de recueillir les observations des administrés ; le public sera averti des dates de cette mise à disposition par une information figurant sur le site internet de la Ville de Montpellier ;
- un article dans le journal municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'adopter le principe d'aménagement du secteur de l'avenue François Delmas sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) ;
- d'adopter les objectifs d'aménagement poursuivis et les modalités de concertation du public proposées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

6. Quartier Consuls de Mer
Périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP)
« Moulins des Sept Cans - Petit Train »
Convention relative au financement
des équipements publics à réaliser
dans le cadre de la concession d'aménagement

"Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020"

Le quartier compris entre le chemin de Moularès et l'avenue Albert Dubout et situé à l'intersection de l'avenue du Petit Train et du chemin du Moulin des Sept Cans, est aujourd'hui composé d'un bâti hétéroclite, essentiellement individuel, qui s'inscrit en rupture avec l'habitat dense de type centre-ville des secteurs environnants. Aussi, en raison d'une situation avantageuse entre le centre-ville et les nouveaux quartiers de Port Marianne (Consuls de Mer, Jacques Cœur...), leurs commerces et équipements nombreux, l'hôtel de ville, ainsi qu'une très bonne desserte par les transports publics (desserte par trois lignes de tramway), l'ensemble de ce quartier présente un caractère propice aux mutations urbaines et connaît depuis plusieurs années des évolutions majeures.

Ces évolutions ont amené la Ville à s'interroger sur le devenir de ce quartier et, dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants, de réparation de la ville et de requalification des espaces publics, plusieurs interventions ont été engagées :

- d'une part, le quartier défini ci-dessus est partiellement couvert par la **ZAC Port Marianne – Consuls de Mer** : cette opération d'aménagement engagée dès le début des années 1990 a fait l'objet de plusieurs extensions, dont les dernières sont venues couvrir une partie de ce quartier ;
- d'autre part, afin de répondre à la nécessité d'organiser le développement urbain de ce quartier de façon raisonnée, une consultation permettant d'aboutir à la désignation d'un **architecte-urbaniste** a été initiée dès 2013 sur une surface totale d'environ 2,5 hectares. A l'issue de cette consultation, une équipe pluridisciplinaire composée notamment de l'agence d'architectes-urbanistes montpelliéraine Matte-Devaux-Rousseau (MDR) a été désignée lauréate d'un marché d'architecte-urbaniste au printemps 2014. Le projet présenté par l'équipe de MDR a ainsi permis de donner un cadre à l'émergence des nouveaux projets immobiliers et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser pour permettre l'arrivée d'une population additionnelle ;
- en troisième lieu, la partie du quartier située en dehors du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, a fait l'objet d'un **périmètre de conventions de Projets Urbains Partenariaux (PUP)** à l'intérieur duquel une méthode de financement contractualisée permet la prise en charge financière d'une partie des équipements publics nécessaires aux besoins des futurs habitants. Ce périmètre de PUP a été approuvé par le Conseil Municipal le 17 décembre 2014 à l'occasion de la mise en œuvre d'une première convention de PUP avec la société **RB Group** (nom commercial : M&A Promotion) concernant un projet de construction sur les parcelles cadastrées EY 784, EY 786 et EY 711b ;
- enfin, dans la mesure où le quartier se situe dans le périmètre de la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » signée le 3 décembre 2013 entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), un **avenant n°1 à cette concession d'aménagement** a été signé le 9 septembre 2015, afin de **confier à la SAAM une mission globale d'aménagement de ce quartier**, tant sur le secteur en PUP que sur celui en ZAC.

Depuis, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue, au 1^{er} janvier 2015,

compétente en substitution des communes pour signer les conventions de Projet Urbain Partenarial (P.U.P.). Par conséquent, Montpellier Méditerranée Métropole signera les conventions de PUP avec les opérateurs souhaitant réaliser un programme immobilier au sein du périmètre de convention de PUP et percevra les participations financières correspondantes.

Dans ce contexte, et à l'occasion de la signature le 11 janvier 2016 d'une deuxième convention de projet urbain partenarial (PUP) avec la société KAUFMAN&BROAD concernant un projet de construction sur les parcelles cadastrées EY 137, EY 138, EY 139, EY 140 et EY 141, le périmètre de conventions de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » a été réaffirmé par le Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

En outre, en raison des transferts de compétences intervenus entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, c'est désormais cette dernière qui a en charge la maîtrise d'ouvrage de la totalité des équipements publics à réaliser dans le périmètre de conventions de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » (voirie, espaces publics, réseaux d'eau pluviale, eaux usées...).

Néanmoins, la réalisation ainsi que le financement des équipements publics concernés ayant été confiés par la Ville à la SAAM dans le cadre de la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 », Montpellier Méditerranée Métropole propose donc que **les constructeurs agissant au sein du périmètre de conventions de PUP versent directement les participations qui lui sont dues à la SAAM** et, notamment, celles liées aux deux conventions déjà signées avec les sociétés RB Group (avec la Ville) et Kaufman&Broad (avec la Métropole).

Pour ce faire, la signature d'une convention de financement entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la SAAM, chargée de la mise en œuvre du programme d'aménagement est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acter le principe du versement des participations dues à Montpellier Méditerranée Métropole au titre du Projet Urbain Partenarial « Moulin des Sept Cans – Petit Train » à la SAAM, titulaire d'une concession d'aménagement Nouveau Grand cœur 2013 – 2020 et en charge de la réalisation des équipements publics correspondants ;
- d'approuver les termes de la convention tripartite Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole / SAAM jointe en annexe à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

7. Quartier de la Pompignane Lancement d'un projet de renouvellement urbain

Objectifs et modalités d'association du public

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

- D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :
 - Un parc industriel et technologique,
 - Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane,
 - Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social concentré surtout au nord du secteur.

Ce quartier a fait l'objet, dès 2009, de différentes études partielles conduites par la Ville de Montpellier et permettant d'en affiner la connaissance.

Ces études ont fait notamment ressortir les caractéristiques suivantes :

- Coupure entre la partie basse du quartier (secteurs résidentiels) et la partie haute (plateau technologique et industriel) ;
- Faiblesse de la diversité sociale et de la diversité des typologies d'habitat ;
- Insuffisance des relations entre le quartier et le fleuve « le Lez » qui le borde et lui confère un potentiel paysager remarquable ;
- Désuétude des structures commerciales existantes ;
- Sur-dimensionnement des espaces de circulation voués à l'automobile et faiblesse des espaces publics affectés aux modes doux (piétons, cycles, transports en commun, etc.).

En juin 2012, le Conseil municipal avait adopté les termes d'une délibération lançant une procédure de zone d'aménagement concerté et définissant les objectifs et modalités d'association du public liés à ce projet.

Cependant à l'issue des études préalables réalisées depuis, il apparaît aujourd'hui opportun, compte tenu des nombreux déséquilibres identifiés, de poursuivre sur la base de ces études la réflexion, en vue d'aboutir à la définition d'un projet urbain et paysager pour le quartier de la Pompignane.

En effet, la complexité de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane impose de définir ultérieurement les outils potentiels d'aménagement urbain pour se concentrer prioritairement sur le processus de définition du projet urbain.

Dans ce sens, la Ville envisage prochainement l'instauration d'une concession d'aménagement et la désignation d'un aménageur chargé d'approfondir les études (projet, périmètres, développement durable, bilan, ...) avant l'engagement d'une phase opérationnelle

Il convient donc aujourd'hui d'abroger la délibération n°2012/309 du 25 juin 2012 ayant prévu de manière trop anticipée le lancement d'une procédure de concertation liée à la création d'une ZAC et d'organiser en substitution une procédure de concertation associant le public, pendant toute la durée de l'élaboration du projet urbain, sur la base des objectifs définis ci-après.

Les principaux enjeux et objectifs de ce projet sont :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...) ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, et recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle ;
- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Selon les termes de l'article L103-4 du Code de l'urbanisme, « *les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente* ».

Par conséquent, en accompagnement de la définition du projet urbain, il est proposé, à minima, les modalités de concertation suivantes :

- Organisation d'une réunion publique ;
- Mise à disposition en mairie, aux heures d'ouvertures habituelles au public d'un dossier présentant les intentions du projet de renouvellement urbain du quartier de la

Pompignane, ainsi que d'un registre permettant au public de consigner ses observations durant une période d'un mois.

- Article dans le journal municipal.

Durant la phase de concertation, et pour venir nourrir celle-ci, des études seront conduites par la collectivité et/ou la SAAM, mandataire de la Ville, pour préciser les conditions de l'intervention opérationnelle et financière de la Ville de Montpellier.

A l'issue de cette phase d'association du public, et conformément à l'article L. 103-6 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal arrêtera un bilan de cette concertation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de retirer la délibération du Conseil municipal n° 2012/309 du 25 juin 2012,
- d'approuver les objectifs poursuivis par le projet de renouvellement urbain sur le secteur de la Pompignane tels que définis ci-dessus ;
- d'engager la concertation relative au projet de renouvellement urbain et d'adopter les modalités définies ci-dessus ;
- de préciser que la concertation avec le public se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet de renouvellement urbain;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

8. Domaine de Lavalette

Résiliation partielle de l'emprise foncière du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 entre la Ville et "Montpellier SupAgro" et cession à Montpellier Méditerranée Métropole Parcelle cadastrée BX 5p à Clapiers

Par arrêté préfectoral du 9 octobre 2007, prorogé par arrêtés préfectoraux des 1^{er} août 2012 et 11 février 2013, la réalisation de l'intercepteur Est des eaux usées a été déclaré d'utilité publique.

Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage du projet, demande à la Ville la cession d'une emprise foncière d'une superficie d'environ 1903 m² issue de la parcelle cadastrée BX 5 sur la commune de CLAPIERS, en bordure de la route départementale 65 longeant le Domaine de Lavalette.

Cette parcelle de 18 185 m² de contenance totale est incluse dans l'emprise foncière du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 signé entre la Ville et Montpellier SupAgro. En conséquence, il y a lieu d'établir à ce jour un avenant à ce bail, pour rétrocession à la Ville de l'emprise foncière impactée par le projet d'équipement public.

La réduction de l'assiette foncière du bail emphytéotique ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité compensatrice au profit de Montpellier SupAgro, étant donné qu'il s'agit d'emprises foncières de terrain agricole non bâti et que le loyer est d'un montant de 4,50 euros annuels, pour l'ensemble du périmètre sur lequel il porte.

Après la signature de l'acte notarié constatant la réduction de l'emprise foncière du bail et la récupération en pleine propriété du terrain par la Ville, au vu de l'estimation de France Domaine, le terrain sera cédé à la Métropole pour la réalisation des travaux de l'intercepteur Est au prix de 7992,60€.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à signer avec « Montpellier SupAgro » un avenant à titre gratuit au bail emphytéotique du 25 juillet 1980 portant réduction de l'emprise foncière de ce bail pour une superficie de 1903 m² issue de la parcelle cadastrée BX 5 à Clapiers,
- d'autoriser la Ville à céder à Montpellier Méditerranée Métropole l'emprise foncière d'une superficie de 1903 m² issue de la parcelle cadastrée BX 5 à Clapiers au prix de 7992,60€,
- d'autoriser la saisine de l'office notarial de Baillargues en vue de la régularisation des actes,
- d'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

9. Théâtre Jean Vilar

Conventions de partenariat avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier pour l'organisation de l'option facultative théâtre - Demande de subvention à la D.R.A.C.

Le Théâtre Jean Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'éducation nationale et du ministère de la culture, il est référent dans le domaine de l'art à l'école. Deux partenariats sont proposés, dans le cadre de l'option facultative théâtre, avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier (Route de Mende). Les créations des élèves sont présentées sur la scène du théâtre, dans le cadre de la manifestation - La Cour des arts – Rencontres scolaires des arts de la scène à la Mosson.

L'option facultative théâtre, menée au lycée Victor Hugo participe depuis 2010 au rayonnement de la ville dans le domaine culturel. Elle prend la forme de 3 ateliers d'une durée totale de 180 heures, encadrés par des comédiens montpelliérains.

Dans le cadre de ce partenariat, le lycée Victor Hugo organise l'activité et assure le financement de 50% de la rémunération des compagnies participant aux ateliers, pour un montant de 4 320 € TTC pour l'année scolaire 2015-2016.

Le théâtre Jean Vilar accueille les élèves à 4 représentations et un stage « Ecole du spectateur » programmé les 14 et 15 avril 2016. Il prend en charge 50 % de la rémunération des intervenants, soit 4 320 €, ainsi que le financement de deux actions initiées par le théâtre : le stage « Ecole du spectateur » (576 €) et la participation des élèves à la Cour des Arts (720 €).

Une convention annuelle définit les modalités de collaboration entre le Théâtre Jean Vilar et le Lycée Victor Hugo pour l'année scolaire 2015-2016.

Le Lycée Frédéric Bazille, dans le cadre de son option facultative théâtre, a souhaité travailler avec le Théâtre Jean Vilar pour l'année scolaire 2015-2016. Cette option prend la forme d'un atelier d'une durée totale de 90 heures encadré par une comédienne montpelliéraine.

Dans le cadre de ce partenariat, le lycée Frédéric Bazille organise l'activité et assume le financement de 50% de la rémunération de la comédienne pour un montant de 2 250 € TTC. Le théâtre accueille les élèves à 4 représentations, prend en charge 50 % de la rémunération de l'intervenante, soit 2 250 € et la participation des élèves à la Cour des Arts, soit 750 €.

Une convention pluriannuelle définit les conditions spécifiques et détaillées de mise en œuvre des directives nationales concernant l'option facultative théâtre au Lycée Frédéric Bazille en partenariat avec le théâtre Jean Vilar, un avenant annuel pour l'année scolaire 2015-2016 définit les modalités de collaboration entre le Théâtre Jean Vilar et le Lycée Frédéric Bazille.

Ces actions sont entièrement financées par des subventions de l'Etat, Ministère de la Culture, au titre du programme d'Education Artistique et Culturelle.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conventions de partenariat, jointes en annexe, entre la Ville de Montpellier-théâtre Jean Vilar et les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier, pour l'organisation de l'option facultative théâtre ;
- de dire que les dépenses correspondantes, soit 5 616 € pour le partenariat avec le lycée Victor Hugo et 3 000 € pour le partenariat celui avec le lycée Frédéric Bazille, seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention d'un montant équivalent au ministère de la culture (DRAC), conformément aux attributions prévues par l'Etat au titre de son programme d'éducation artistique et culturelle.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame FRECHE sort de séance et donne procuration à Monsieur MARTIN.

**10. Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.).
Remplacement d'un membre du jury de maîtrise d'œuvre**

Par délibération n°2015/524 du 17 décembre 2015, la Ville de Montpellier a approuvé la constitution d'un jury pour la désignation du maître d'œuvre chargé de la réhabilitation du bâtiment des anciennes Archives départementales de l'Hérault.

Un des membres suppléants de ce jury, Madame Khanthaly Phouthasang, a depuis cette désignation remis sa démission du Conseil municipal ; il convient donc de la remplacer au sein du jury.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner un nouvel élu suppléant dans cette instance,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A été élue : Michèle DRAY-FITOUSSI

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

11. Attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2016

Afin d'aider des projets musicaux spécifiques, la Ville de Montpellier a décidé, depuis 2009, de mettre en place le Fonds d'Aide à la Création Musicale (F.A.C.M.). Ce fonds s'adresse à des artistes professionnels ou en voie de professionnalisation, il entend apporter une aide financière à la création de spectacles et à l'enregistrement d'œuvres musicales. Il s'inscrit plus largement dans une volonté d'aider la musique à travers un soutien aux salles de concerts et à la diffusion. Le Fonds d'Aide à la Création Musicale est un dispositif unique dans ces objectifs car il valorise des projets musicaux originaux et créatifs sur des critères artistiques et pas uniquement commerciaux comme c'est souvent le cas dans ce secteur.

Cette année 2016 confirme une montée en puissance et en gamme de ce dispositif qui est à présent repéré par les groupes et les chanteurs de Montpellier. La qualité des propositions est au rendez-vous, le F.A.C.M. joue bien le rôle qui est le sien, aider les professionnels à travailler correctement en leur donnant des moyens financiers ciblés et accrus. Depuis sa création le nombre de dossiers déposés est en constante augmentation.

Le dispositif 2016 profite autant à des artistes locaux reconnus y compris à l'international, qu'à des artistes émergents déjà repérés par la presse lors de concerts.

Sur 34 dossiers déposés en 2016, 18 ont été retenus : 15 en enregistrement d'album et 3 en création de spectacle.

L'attribution de ces subventions repose sur une étude spécifique annuelle et les aides proposées ne peuvent être accordées deux années consécutives. Cette aide est par ailleurs cumulable avec les autres subventions des Collectivités Territoriales et de l'État.

Il est proposé dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création Musicale de proposer d'attribuer une subvention aux dix-huit associations figurant dans le tableau ci-après, pour un montant total de 34 500 euros.

Code Association	Type d'aide	Nom de l'association	Nom de l'artiste ou du projet	Subvention 2016
382	Enregistrement	Jules Sonic Prod	Jungle box	2 000
412	Création de spectacle	Intensité	Maguelone Vidal	2 000
1461	Enregistrement	Collectif Koa	Flak	2 000
2046	Enregistrement	La Soliles	Imbert Imbert	2 000
2254	Enregistrement	Be fast	Atomics Rotors	2 000
3064	Enregistrement	Lâche les mots	Heritage GK	2 000
4923	Enregistrement	280 communications	De Stijl	2 000
4956	Création de spectacle	Musique en mouvement	Doudou Gouirand	2 000
5319	Enregistrement	Klub Klamauk	Rose Betty Club	2 000
5361	Enregistrement	L'oreille électrique	Electric Pop Art Ensemble	2 000
5371	Enregistrement	La Compagnie Ribosome	Natacha Belem	2 000
5861	Enregistrement	Acord production	Vox	2 000
6132	Création de spectacle	Collectif la Marmite	Collectif la Marmite	2 000
6431	Enregistrement	Loufla	Perfect Hand Crew	1 500
6447	Enregistrement	Le petit chat noir records	Kursed	2 000
6474	Enregistrement	Poussin Music	Poussin	1 000
6478	Enregistrement	Nelly productions	Tana & the pocket philharmonic	2 000
6481	Enregistrement	Les chats noirs	Heart of Wolves	2 000
			TOTAL	34 500

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- de proposer l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596 pour un montant total de 34 500 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces lettres d'engagement et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

12. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier – Pavillon Populaire et Air France – Direction régionale Méditerranée

En 2015, la Ville de Montpellier et Air France Direction régionale Méditerranée ont conclu un accord de partenariat visant à mettre en valeur les expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire, mais aussi à en réduire les frais de production.

Il est aujourd'hui proposé, par la Ville de Montpellier et par la Direction Régionale Méditerranée d'Air France, de renouveler pour un an ce partenariat.

Au titre de cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Apposer le logo Air France sur tous les documents de communication liés aux expositions du Pavillon Populaire,
- Mettre à la disposition d'Air France des affiches, cartons d'invitation, flyers, livrets d'aide à la visite et 20 catalogues de chaque exposition, pour une valeur d'environ 500 euros minimum,
- Mettre à disposition à titre gracieux le Pavillon Populaire, sans conséquence dommageable pour le public, afin de permettre à la Direction Régionale d'Air France l'organisation de soirées privatives événementielles.

En contrepartie, Air France s'engage à fournir à la Ville de Montpellier :

- Un tarif préférentiel sur l'ensemble des billets liés à l'exposition,
- Une dotation de dix billets d'avion minimum pour l'acheminement des différents intervenants (artistes, commissaires d'exposition, ayants-droits...)
- Un tarif préférentiel pour le fret,
- Deux cartes Flying Blue Gold, pour le Directeur artistique et pour la chargée de production du Pavillon Populaire, amenée à voyager avec lui pour la mise en œuvre administrative du projet ;

Compte tenu de l'intérêt de ce partenariat pour la Ville de Montpellier et Air France, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de partenariat jointe en annexe,
- d'imputer les dépenses correspondantes au budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

13. Comédie du Livre 2016

Rémunération des écrivains et prise en charge des frais d'accueil des différents intervenants

Les 27, 28 et 29 mai 2016 aura lieu la 31^e édition de la Comédie du Livre. Cette manifestation littéraire organisée par la Ville de Montpellier constitue un important soutien à la vie littéraire et aux différents acteurs de la chaîne du livre, au premier rang desquels la librairie indépendante.

La Comédie du Livre accueillera cette année plus d'une trentaine d'écrivains transalpins et une centaine d'auteurs et illustrateurs dans le cadre de la programmation générale. Ces auteurs rencontreront les publics scolaires et participeront à une riche programmation de rencontres, de tables rondes et de lectures durant les trois jours de l'événement.

La Ville de Montpellier prendra en charge l'intégralité des frais de transport, d'hébergement et de restauration de ces auteurs et des professionnels du livre (10 interprètes et traducteurs, 5 éditeurs, 15 modérateurs...) qui participeront à la manifestation, pour un montant maximum de 120.000 €.

Conformément aux recommandations du Centre National du Livre (CNL), tous les auteurs participant à des rencontres seront rémunérés pour leurs interventions, selon la grille tarifaire établie par le Centre National du Livre, pour un montant maximum global de 50.000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les dépenses relatives à la prise en charge des frais de transports, d'hébergement et de restauration des différents intervenants ainsi que la rémunération des écrivains participant à la Comédie du Livre 2016 ;
- de prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Monsieur le Maire, évidemment, il s'agit d'une très bonne chose. En effet, tout travail mérite salaire, et cet accord du CNL me paraît bénéfique.

Je me permets une question en marge. Vous avez présenté les grandes orientations avec l'Italie et la venue de grands auteurs : cela me paraît bénéfique pour Montpellier. Historiquement, la Comédie du livre est née avec une association de libraires. Des choix ont été opérés afin que la puissance publique occupe plus de place dans la programmation. Je crois que vous souhaitez que cette manifestation devienne métropolitaine, ce souhait me semble logique.

Monsieur le Maire : Il s'agit aussi d'une demande du ministère.

Michaël DELAFOSSE : C'est une logique car chacun contribue à son rayonnement et chacun en profite. Néanmoins, l'association qui fédérait les libraires et comptait aussi des actions dans ce métier indispensable de

médiateur, qu'est celui de libraire, relevant d'une économie et aussi de lieux de culture et de rayonnement, a été dissoute si j'en crois la presse.

Ma question est double : quelle place pour les libraires dans la manifestation ? Et quid des opérations culturelles à l'année menées dans les librairies pour leur permettre de montrer leur spécificité culturelle, en fidélité avec cette décision majeure prise par la Gauche en 1981, le prix unique du livre, et le soutien affirmé ? Je ne doute pas d'avoir des réponses positives, et des éclairages, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Il s'agit d'une année de transition avec le passage de la Comédie du livre, de la Ville à la Métropole. L'an prochain, sous la bienveillance de Nicole LIZA qui va recevoir la délégation du Livre et des littératures étrangères, nous mettrons en place une série de manifestations ayant pour but de valoriser l'écrit en partenariat avec les libraires de la ville. En effet, je n'oublie pas que la Comédie du livre a été originellement créée pour aider les librairies de Montpellier.

Par ailleurs, une commission spécifique sera réunie dans laquelle les libraires seront intégrés. Je mets aux voix l'affaire 13.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

14. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2016

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, dont l'impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Arts plastiques, culture scientifique et technique, littéraire et la danse sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 51 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 208 300 € au titre de l'exercice 2016.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
80	Les Amis du Musée Fabre	Fonctionnement	4 000
200	Objectif Image Montpellier-Photo	Fonctionnement	1 900
771	Champ Libre	Projet	6 000
857	A la Barak Atelier de Photographie	Fonctionnement	1 000
1136	Maison de la Gravure Méditerranée	Fonctionnement	800
1659	La Sphere Oblik	Fonctionnement	500
5037	Transit Collectif Photographique	Fonctionnement	4 500
5567	Artothèque à Montpellier	Fonctionnement	800
6098	Indigo D'oc Collectif DDE Designers	Fonctionnement	500
	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	Fonctionnement	3 000
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	Projet	2 000
5358	Association des Cafés Géographiques de Montpellier	Fonctionnement	500
	LIVRE		
130	Friends of the Anglophone Library	Fonctionnement	400
511	Association Méridiane	Fonctionnement	800
1973	Association Les Amis du Grain des Mots	Fonctionnement	900
2242	L'oiseau Lyre	Fonctionnement	1 000
2242	L'oiseau Lyre	Projet	500
3022	Revue Souffles - Les Ecrivains Méditerranéens	Projet	500
3064	Lâche les Mots	Fonctionnement	900
5266	Squeeze	Projet	1 900
5386	Graphie	Fonctionnement	1 000
5386	Graphie	Projet	500
5860	Cie el Triciclo	Fonctionnement	900
	SPECTACLE VIVANT / Danse		
418	Association Rama	Fonctionnement	9 000
597	Hors Commerce	Fonctionnement	9 000
1113	Claquettes en Vogue	Fonctionnement	1 500
1207	Action d'Espace	Fonctionnement	2 300
1240	Satellite	Fonctionnement	1 900
1250	Association Corée'graphie	Fonctionnement	2 800
2683	Les Gens du Quai	Fonctionnement	6 600
2857	Singulier Pluriel	Fonctionnement	2 300
3104	Etre en Scène	Fonctionnement	7 100
3140	A Contre Poil du Sens	Fonctionnement	3 300
3252	Association Achles	Fonctionnement	4 700
3311	INESPERADA	Fonctionnement	4 000
3426	La Mentira	Fonctionnement	2 000
3455	Artefactdanse	Fonctionnement	1 900
3668	Compagnie Comme Ca	Fonctionnement	1 900
3961	Compagnie Aurelia	Fonctionnement	7 000
4265	Attitude	Fonctionnement	49 500

4265	Attitude	Projet	20 000
4377	Pulx	Fonctionnement	2 300
4377	Pulx	Projet	5 000
4723	Appel du Geste Actuel	Fonctionnement	1 400
4928	Association VILCANOTA	Fonctionnement	2 800
4991	Groupe Noces Danse Images	Fonctionnement	1 900
5020	Association Stella	Fonctionnement	4 000
5034	Association Chicanes	Fonctionnement	6 600
5052	Compagnie Autre Mina	Fonctionnement	4 700
5401	SECTOR SEVEN	Fonctionnement	3 000
5963	Mouvements sur la Ville	Projet	5 000
		TOTAL	204 800

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal:

- de proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 208 300 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

15. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à huit galeries associatives d'art contemporain Conventions de partenariat Exercice 2016

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier aide au fonctionnement de galeries associatives d'art contemporain. Leur liberté de programmation et de production, leur pertinence et leur démarche d'expositions expérimentales est essentielle à la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville.

Ces associations utilisent leurs lieux pour y montrer des artistes d'envergure et participent à la promotion et à l'accompagnement de créateurs résidant à Montpellier, en particulier de créateurs émergents. Elles développent pour la plupart des logiques de travail en réseau, entre elles et avec les institutions, mutualisent souvent leurs moyens et participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels elles sont implantées.

Elles mettent également en place une médiation, des temps de rencontre et offrent aux Montpelliérains l'opportunité de découvrir une diversité de propositions artistiques utilisant le plus souvent des procédés nouveaux sans exclure la peinture, la sculpture, le design et le dessin, permettant d'aiguiser un sens critique.

Ces lieux exposent des œuvres parfois réalisées sur place ou spécialement pour le lieu. Du reste, beaucoup d'étudiants en art y font des stages pratiques.

AL/MA

Installée depuis sept ans dans le quartier de la gare, la galerie réalise environ cinq expositions par an avec une grande rigueur plastique. Pour chaque exposition d'un artiste reconnu est présenté également le travail d'un(e) jeune plasticien(ne) montpelliérain(e) dont les œuvres sont produites par la galerie. Très encline à travailler en partenariat avec d'autres acteurs culturels, l'association AL/MA partage ses locaux avec les éditions d'art *Méridianes*, ce qui permet des échanges et une vraie émulation entre artistes et auteurs. Elle produit également des expositions hors-les-murs dans la région.

Aperto

Située, depuis 2005, dans le quartier Chaptal, il s'agit d'un collectif d'artistes et d'un espace de recherche ainsi que de cours d'arts plastiques à destination d'un public adulte amateur. Ils produisent des expositions en partenariat avec l'école des Beaux-arts et l'école d'architecture dont ils sont une structure-relais. Ils font partie d'un réseau français de collectifs d'artistes. Ce lieu sert à la fois d'atelier, de salle d'exposition et de présentation d'événements – environ six par an dont certains hors-les-murs.

Boîte Noire – Unité de recherches contemporaines

C'est la plus ancienne galerie associative de Montpellier située en plein cœur de l'Écusson depuis 1988, entre la Panacée et le Musée Fabre. L'association propose quatre à cinq expositions monographiques par an sur le dessin, la photographie, la peinture et la vidéo et reçoit un public nombreux. Elle réalise un travail de médiation avec les écoles d'art et l'université Paul Valéry. Elle expose environ 50% d'artistes montpelliérains et émergents. Elle participe régulièrement à des salons européens.

Iconoscope

Lieu situé, depuis 2004 dans la rue du faubourg du Courreau, dans le local d'une ancienne agence de voyages, cette galerie est l'un des seuls lieux d'art dans le quartier Gambetta.

Trois à quatre expositions par an y sont programmées : originales et le plus souvent *in situ*, ou créées spécialement pour le lieu.

Association Vasistas

La galerie est située, depuis 1997, dans le quartier Boutonnet. La mission que s'est donnée l'association est d'initier à la présentation de leurs œuvres des étudiants en fin de cursus d'écoles d'art. Trois expositions, souvent collectives, y sont proposées dans l'année, réalisées à 50% par de jeunes artistes. Ils sont ainsi accompagnés dans la production de leurs expositions qui présentent en général des œuvres photographiques, des peintures et des vidéographies.

Galerie Annie Gabrielli

Située dans le quartier du Corum/Beaux-arts, elle est entièrement dédiée à la photographie d'art contemporaine. Suivant 18 artistes dont plusieurs montpelliérains, elle présente des projets de qualité. Il s'agit de la seule galerie dédiée à la photographie à Montpellier. Elle participe depuis sa création en 2011 à différentes activités associatives montpelliéraines autour de la photographie, telles que Les Boutographies « hors-les-murs » et le Marché photo.

En traits libres

L'atelier En traits Libres est situé rue du Terral (quartier Sainte-Anne) avec pignon sur rue. Depuis 2009, il regroupe 11 artistes référents dans la ville qui travaillent la bande-dessinée, l'illustration, les films d'animation, le graphisme et l'auto-édition. A la fois lieu de monstration et atelier, les artistes invitent des structures extérieures (éditeurs, artistes) pour des événements ponctuels. Ils participent également à des salons en France ce qui permet de montrer la richesse d'une certaine création montpelliéraine indépendante.

2L 2M (Lieu multiple Montpellier)

Créée en mai 2014, cette association a mis peu de temps à se faire repérer par le public et les professionnels. Dans son espace situé dans le quartier Boutonnet, elle propose de nombreuses expositions d'art contemporain mais aussi des rencontres et des performances. Ce nouveau lieu est à encourager.

Considérant que ce soutien à ces huit galeries participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière d'art contemporain et permet en outre au public montpelliérain d'aiguiser son regard critique dans ce domaine, il est proposé d'attribuer une subvention de 7 300 € à chacune des cinq premières galeries, de 1 900 euros à l'atelier En traits libres, de 1 000 € à la galerie Annie Gabrielli et de 500 € à 2L 2M (Lieu multiple Montpellier), structure en développement, ainsi que de passer une convention de partenariat, jointe en pièce annexe.

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
2159	Boîte Noire / Unité de recherches contemporaines	F	7300 €
2747	Iconoscope	F	7300 €
5019	Vasistas	F	7300 €
5036	Aperto	F	7300 €
5059	Galerie AL/MA	F	7300 €
5665	En traits libres	F	1900 €
6128	Galerie Annie Gabrielli	F	1000 €
6220	2L 2M Le lieu multiple Montpellier	F	500 €
	TOTAL		39 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 39 900 € ;
- d'approuver la convention de partenariat type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Alors qu'un lieu est dédié à l'art contemporain et que JonOne était présent dans ce Conseil, nous mesurons la nécessité d'efforts sur le fonctionnement. Néanmoins, il existe une baisse pour les galeries, aussi piliers de la dynamique. Nous vous invitons à porter attention au sujet.

Monsieur le Maire : La baisse n'est pas tellement substantielle. J'entends néanmoins votre réflexion, et je donne la parole à Monsieur MALEK.

Jérémie MALEK : Merci Monsieur le Maire, chers collègues. Monsieur DELAFOSSE, je vous rappelle tout de même que vous avez acté et voté une baisse des subventions de plus de 10%, aux associations culturelles, au Conseil départemental, la semaine dernière.

Michaël DELAFOSSE : Nous avons apporté dans l'hémicycle départemental les réponses sur ce sujet. Il s'agit d'une compétence optionnelle que le Département de l'Hérault continue à assumer. Comme l'a évoqué Monsieur LEVITA, ici, la culture relève de la compétence obligatoire et assumée.

(Réactions hors micro)

Monsieur le Maire : Ne vous affolez pas, ne vous excitez pas. Pour ma part, ces débats me réjouissent : totalement hors sujet, ils traitent tantôt du Département, tantôt de la Région. Si vous continuez, nous aurons bientôt l'Assemblée nationale ici. Nous allons décentraliser totalement le pouvoir central puisque dans ce Conseil municipal, nous finissons par aborder tous les autres sujets des collectivités. Cela prouve notre importance.

Je mets ce projet aux voix.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

16. Festival international du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France Désignation d'un représentant

L'association Festival international du cinéma méditerranéen de Montpellier France a pour but de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, et en particulier de concevoir et réaliser un festival de cinéma qui lui est principalement consacré. Elle pourra produire ou coproduire d'autres manifestations dans le domaine du cinéma et veiller à leur diffusion.

Conformément à l'article 5 des statuts de l'association, la Ville de Montpellier, membre de droit, doit être représentée au sein de l'association par 3 élus de la Ville et 4 personnalités qualifiées.

A la suite de la démission de M. Serge Lalou, une des personnalités qualifiées désignées par délibération n° 2014/165 du 24 avril 2014, il convient de procéder à son remplacement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De procéder à cette désignation.

Monsieur le Maire : Je vous propose la candidature d'Aurélie FILIPETTI, ancienne ministre de la Culture.

(Réactions hors micro)

Monsieur le Maire : Je ne suis pas là pour arbitrer entre les chapelles du Parti socialiste. Monsieur LANNELONGUE, Madame Aurélie FILIPETTI, lorsqu'elle était ministre de la Culture -je n'ai cessé de le dire-, m'appelait tous les dix jours pour avoir en temps réel l'évolution des structures et des dossiers traitant de son ministère. Elle est la seule ministre à avoir témoigné cet égard pour Montpellier. Je l'en ai remerciée de façon constante.

(Réactions hors micro)

Monsieur le Maire : Moi, j'assume mes choix, et je la remercie d'avoir accepté. Elle est la bienvenue à Montpellier et elle sera présente dans la ville pour la Comédie du livre. Elle est par ailleurs une excellente ministre de la Culture.

Je mets aux voix.

A été élue : Aurélie FILIPETTI.

Pour : 59

Contre : 2

Abstentions : 3

Adopté à la majorité.

17. Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations. La Ville souhaite encourager l'engagement citoyen dans le cadre associatif en aidant tout particulièrement les associations porteuses de projets d'intérêts généraux dans les domaines sociaux et culturels. Ces actions associatives proposées aux Montpelliérains et soutenues par la ville, contribuent grandement à la dynamique de la vie quotidienne au sein des quartiers.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil municipal a, lors de sa séance du 25 juillet 2011, validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 3 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 765€ :

Les associations concernées sont :

MPT PARKS : Arts et Eveil 220€, Techlab LR 300€

MPT CURIE : Pèd Tanca 34 245€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 11 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2490€ :

Les associations concernées sont :

MPT VILLON : CESAM MIGRATIONS SANTE 55€, FACE Hérault Fondation Agir Contre L'exclusion 110€

MPT PEV : APIEU 900€

MPT CAMUS : Cercle des anciens de L'Etoile bleue 105€, Oudlers montpelliérains 110€

MPT MERCOURI : CIE SHERPAS 220€, EUROGRECE 330€, CAMAP 110€

MPT VOLTAIRE : MAD SERIES 220€

MPT PAGNOL : Association Pour Toutes 110€

MPT PARKS :TECHLAB LR 220€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 62

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

18. Demande de permis de construire pour des bâtiments modulaires - écoles Miguel de Cervantes, Jean Mermoz et Jean Moulin

En 2002 est née l'association Élan d'Art dans le but de créer, à Montpellier, un salon d'art contemporain et faire de cet événement un moment convivial d'échange et de rencontre entre les artistes et le public et des artistes entre eux. L'accent a été mis particulièrement sur l'accueil d'artistes et de publics handicapés ainsi que sur l'accompagnement particulier de quelques artistes émergents en leur permettant d'exposer aux côtés d'artistes professionnels confirmés.

De 2003 à 2012, le salon d'art contemporain « Élan d'Art » s'est tenu au Corum – Palais des congrès de Montpellier. Organisé annuellement, il a attiré lors de chaque édition un public familial nombreux. La particularité de ce salon réside dans le fait qu'il accueille des artistes individuels ou en collectifs et non des

galeries. Les artistes, présents sur leur stand durant les 3 jours du salon, sont donc en contact direct et privilégié avec le public.

La dernière édition, en 2012, a ainsi accueilli 80 artistes sélectionnés parmi plus de 300 dossiers de candidature par un jury. Le salon a compté plus de 6000 visiteurs. L'entrée a toujours été libre pour le public. Environ 20 000 euros d'œuvres ont été vendues lors de l'édition 2012, au bénéfice direct et entier des artistes, dont environ 60% travaillent dans notre ville ou notre région.

Le salon « Élan d'Art » a pris la forme d'une biennale en 2014 mais cette édition a finalement été reportée malgré le lancement d'un appel à candidature, suite à des difficultés d'organisation. Aujourd'hui, l'association Art collectif' a été fondée pour relancer ce salon les 11, 12 et 13 novembre 2016 au Corum, avec une équipe plus étoffée autour du même porteur de projet, tout en gardant un principe de fonctionnement identique.

Après examen du dossier, il est proposé aujourd'hui d'attribuer une subvention au projet à l'association Art collectif', pour un montant total de 12 000 €.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
6457	Art Collectiv'	Projet	12000
	TOTAL		12000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de décider de l'affectation de la subvention à l'association telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention type ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2016 sur l'imputation citée ci-dessus avec la nature 6574 pour la manifestation et pour un montant total de 12 000 € ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à la majorité.

19. Ecoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2015-2016.

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2015-2016, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître les effectifs suivants :

- pour les classes maternelles : 1 318 enfants domiciliés à Montpellier ;

- pour les classes élémentaires : 2 213 enfants domiciliés à Montpellier ;
- Soit au total : 3 531 enfants.

La dotation 2016 est augmentée de 25 € par rapport à celle de 2015 et s'établit à :

- 540 Euros par enfant en maternelle ;
- 540 Euros par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2016, compte tenu des effectifs, s'élève donc à :

- 711 720 Euros pour les enfants scolarisés en maternelle ;
- 1 195 020 Euros en élémentaire.

Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

- Saint François d'Assise 24, boulevard de Strasbourg - 34000 Montpellier
- Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier
- Les Jonquilles 255, rue Croix de Figuerolles - 34000 Montpellier
- Notre Dame de Bonne Nouvelle 3, rue Aristide Ollivier - 34000 Montpellier
- Sainte Thérèse 2, rue Portaliere des Masques - 34000 Montpellier
- Sainte Geneviève 1093, avenue Louis Ravas - 34000 Montpellier
- Saint Jean Baptiste de la Salle 84, rue de Lunaret - 34090 Montpellier
- Saint François Régis 3, rue de la Merci - 34000 Montpellier
- Sainte Emilie 4, rue de la Croix Bonhomme - 34070 Montpellier
- Sainte Odile 80, rue du Pré aux Clercs - 34090 Montpellier
- Les Anges Gardiens 2958, avenue des Moulins 34080 Montpellier
- Sainte Jeanne d' Arc 51, boulevard Ernest Renan 34000 Montpellier
- Ecole juive de Montpellier rue E. Villalonga – ZAC Blaise Pascal 34000 Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le versement de cette subvention aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- de dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au Budget Primitif de la Ville, sur les lignes budgétaires suivantes : nature 6574, fonction 92211 et 92212 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à la majorité.

20. Carte Été Jeunes 2016 Attributions à titre gratuit

La Ville de Montpellier souhaite faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports. A ce titre, il a été mis en place la Carte Eté Jeunes, qui constitue un véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale.

Valable du 15 juin au 15 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir la ville.

Dans ce cadre, un volet spécifique du dispositif est mis en place et permet d'octroyer des gratuités pour 250 jeunes.

Cette proposition de « gratuités » fait l'objet d'une délibération annuelle en Conseil Municipal, et les bénéficiaires proposés sont les suivants :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès d'un public jeune en situation de précarité ou rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle ;
- Des étudiants des villes jumelles de Louisville et de Sherbrooke reçus dans le cadre du programme d'échanges mis en place par la Direction des Relations Internationales) ;
- Le service des Maisons pour tous, pour identification de jeunes susceptibles de bénéficier de ce dispositif dans les différents quartiers ;
- La caisse des écoles, pour des attributions dans le cadre du Projet de Réussite Educative ;
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse.

Pour les associations, ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées est établi par le service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter l'attribution de 250 Cartes Eté Jeunes à titre gratuit pour l'année 2016, auprès de bénéficiaires remplissant les critères d'attribution listés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à la majorité.

21. Convention de partenariat Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du dispositif Carte Eté Jeunes (CEJ).

La Carte Eté Jeunes mise en place par la Ville de Montpellier est un pass pour les vacances d'été pour découvrir et vivre sa ville. Vendue à 25€, elle propose plus de 30 activités : visites de la ville, entrées aux Festivals de Radio France et Montpellier Danse, des places pour des matches du MHSC, du Montpellier Handball et du Rugby, des activités sportives et culturelles, des places de cinéma...

Parmi les activités proposées figurent également cinq entrées dans les piscines, dont une à la piscine Olympique Antigone, et une entrée au Planétarium Galilée, équipements gérés par Montpellier Méditerranée Métropole. Les entrées effectivement utilisées sont comptabilisées et font l'objet d'une facturation à la Ville de Montpellier à des tarifs préférentiels en fin d'opération.

Une convention de partenariat précisant l'ensemble des modalités applicables en la matière avait été signée en 2013 pour 3 ans avec la Communauté Agglomération de Montpellier.

Cette convention arrivant à échéance, il est proposé de la renouveler à l'identique avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Les tarifs proposés par Montpellier Méditerranée Métropole pour la refacturation des entrées utilisées à la Ville sont les suivants :

- pour le réseau des piscines, y compris la piscine Olympique d'Antigone : 16.10€ par carnet de 10 entrées, et 2.10€ par entrée supplémentaire.
- pour le Planétarium Galilée : 4,60 € l'entrée, tarif consenti aux comités d'entreprises.

En 2015, durant l'opération CEJ, 1 535 jeunes ont fréquenté les piscines, et 549 se sont rendus au Planétarium.

Cette convention est renouvelée pour 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'accepter de signer la convention ci-jointe annexée ;
- d'autoriser M le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à la majorité.

22. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS).

La Ville de Montpellier, qui compte près de 73 000 étudiants et plusieurs Universités de renom sur son territoire, contribue au développement de la vie étudiante et soutient de nombreuses initiatives en la matière, notamment en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des étudiants.

La Ville de Montpellier met donc en œuvre des actions dans différents domaines, dont :

- le logement, par le soutien, en lien étroit avec le Crous de Montpellier et la Métropole, à la production de logements étudiants ou en facilitant l'accès au logement avec le dispositif « Clé Montpellier Logement Etudiants »,
- la culture par la subvention attribuée au Pass'Culture mis en œuvre par le Crous de Montpellier,
- l'engagement citoyen par l'intermédiaire du Conseil Montpellierain de la Jeunesse,
- l'information et l'orientation (en matière d'emploi, de logement, de loisirs, etc.) autour d'un lieu dédié : l'Espace Montpellier Jeunesse,
- le soutien aux projets et initiatives par l'octroi de bourses associatives et individuelles,
- le soutien à la mobilité par des aides accordées pour le permis de conduire ou des programmes internationaux de mobilité étudiante,
- le soutien au développement de la pratique sportive.

Le Crous de Montpellier est un établissement public dépendant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dont l'objectif est de favoriser les conditions de vie et d'étude des 103 500 étudiants de

l'académie de Montpellier en les accompagnant dans leur vie quotidienne. Bourses, action sociale, logement, restauration et action culturelle, emploi, soutien aux initiatives étudiantes, relations internationales sont les principales thèmes d'action de l'établissement.

Considérant que les actions menées par la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier sont complémentaires, il est proposé de les renforcer par une collaboration étroite et le développement d'actions communes.

La présente convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier vise à renforcer et développer les actions en faveur de l'amélioration de la qualité des services rendus aux étudiants montpelliérains.

La Ville de Montpellier et le CROUS de Montpellier s'engagent à développer des actions communes selon trois axes:

- Un axe autour de **l'information** par lequel la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier s'engagent à communiquer réciproquement sur les dispositifs et initiatives mis en œuvre sur le territoire de la Ville de Montpellier ; et ce dans les lieux d'accueil tels que le service Jeunesse de la Ville de Montpellier ou l'(S)PACE animé par le Crous de Montpellier, ainsi que sur les différents supports d'information dont les sites internet de la Ville et du Crous.
- Un axe autour de **l'évènementiel** par l'organisation conjointe d'évènements dédiés aux étudiants. A ce titre l'objectif est de prévoir au moins un évènementiel annuel et dans ce cadre, les deux parties s'engagent à mettre à disposition à titre gracieux et réciproquement leurs lieux d'accueil pour ces actions conjointes.
- Un axe autour du **soutien aux initiatives étudiantes** par une collaboration étroite autour des dispositifs d'aides aux projets mis en œuvre par la Ville et le Crous.
Une participation réciproque de la Ville et du Crous au sein des jurys d'attribution des aides sera organisée.

Plus globalement, la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier s'engagent à étudier tout type d'actions et de projets qui pourraient contribuer à l'amélioration des conditions de vie des étudiants.

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelable. Son principe a été approuvé par le Conseil d'Administration du CROUS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver la signature de la convention annexée à la présente délibération,
d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité

23. Conseil Montpelliérain de la Jeunesse - organisation du Rallye de la Culture en lien avec le Marathon de Montpellier Méditerranée Métropole

Dans le cadre de sa politique de démocratie participative des jeunes, la Ville de Montpellier a mis en place le Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ) : ce comité consultatif ouvert aux jeunes de 16 à 29 ans est chargé de réfléchir et d'être force de proposition quant aux questions liés à la jeunesse, mais aussi la citoyenneté, la santé, l'écologie, l'international, l'évènementiel...

Installés en 2014, ses membres ont déjà réalisé de nombreux projets et actions en s'associant :

- à la Nuits des Etudiants du Monde du PRES ;
- au FISE pour des actions de sensibilisation prévention santé ;
- à l'action de l'Abbé Bus Road et d'Habitat Jeunes ;
- à la journée d'accueil des nouveaux étudiants de l'Université de Montpellier ;
- à l'organisation du Rallye du Monde à l'initiative de l'Office de Tourisme.
- en partenariat avec la Direction des Relations Internationales, aux manifestations s'inscrivant dans le 60^{ème} anniversaire du jumelage avec Louisville, la tenue d'une exposition photo commémorative, le parrainage des jeunes Louisvillois et sherbrookoïses et en point d'orgue, organisé le 4 juillet 2015, jour Independence Day, une journée citoyenne et conviviale.

Par ailleurs, ils ont participé à de nombreuses rencontres:

- avec les délégations du Conseil de Jeunes de Bethleem de Chengdu ;
- en transversalité avec la Maison des Adolescents 34, participant à l'échange culturel avec la ville de Palerme ;
- à la 14^{ème} rencontre nationale de professeurs et élus de la Jeunesse ;
- à la 9^{ème} Rencontre Nationale des Elus et acteurs des politiques jeunesse avec comme thématique le dialogue entre jeunes et élus qui s'est tenue à Montpellier en juin 2014.

En 2016, le CMJ propose l'organisation d'un Rallye de la Culture, la veille du Marathon de Montpellier Métropole, soit le samedi 19 mars 2016 de 14h à 17h, afin d'offrir à une centaine de participants un week-end culturel et sportif.

Outre la découverte du patrimoine Montpellierain, ce rallye pédestre offrira une vision panoramique de la Ville. Les membres de cette instance accueilleront, à chaque étape, les participants. Ces derniers devront répondre à des questions ou relever des défis ludiques.

L'office de Tourisme Métropolitain a apporté son soutien à la Ville de Montpellier pour l'organisation et la logistique nécessaires au bon déroulement de cette manifestation.

Seront également associés à cette manifestation les producteurs locaux présents au Marathon, qui offriront un lot d'une valeur de 100€ par tirage au sort parmi tous les participants ayant terminé le parcours.

Le départ et l'arrivée de ce parcours pédestre se tiendront Place du Nombre d'Or, au village du Marathon.

Les sites retenus pour les différentes étapes de ce rallye sont :

- La Place de la Comédie
- Le parking saint Roch (terrasse)
- La tour de la Babote
- L'Arc de Triomphe (terrasse)
- Le Peyrou
- Les Arceaux
- Le Jardin des plantes

- La Cathédrale Saint Pierre (clocher)
- Le parvis du musée Fabre
- La Maison des Relations internationales (terrasse)

Cette première édition sera ouverte à 100 participants, et l'inscription dans la limite des places disponibles sera gratuite.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver l'organisation de ce Rallye de la Culture ;
- d'approuver le règlement annexé à la présente délibération;
- d'approuver les dons en nature des producteurs et l'organisation du tirage au sort ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la demande de mise à disposition du Jardin des plantes et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire: Monsieur ABERT, expliquez-nous de quoi il ressort.

Fabien ABERT : Monsieur le Maire, chers collègues. Je tenais à prendre la parole sur ce point du Rallye de la culture se déroulant durant le week-end du marathon. Ce dernier aura lieu le 20 et le Rallye de la culture, le 19. Il s'agit du premier marathon à dimension Métropole, voire extra-Métropole, puisque nous passerons sur les communes de Lattes, Pérols, Castelnaud, Mauguio, Carnon et Palavas.

Le Conseil montpelliérain de la Jeunesse avec lequel nous avons tenu l'assemblée plénière la semaine dernière avec Monsieur le Maire, a déjà proposé et réalisé de nombreux projets. Néanmoins, celui-ci revêt une toute autre dimension. Je tiens à remercier l'ensemble des jeunes pour leur implication sur ce projet qui verra le jour le 19 mars.

Ce rallye pédestre a pour but la découverte du patrimoine montpelliérain avec un petit questionnaire remis aux différentes étapes. Dix sites sont prévus, notamment la Tour de la Babote ou l'aqueduc Saint-Clément qui fêtera également ses 250 ans cette année. Ce rallye permettra à l'ensemble des participants de découvrir le patrimoine culturel de la ville, avec ses caractéristiques détaillées dans le questionnaire pour les participants.

Je tiens également à remercier l'Office du tourisme et son président Jean-Luc COUSQUER pour son implication dans ce projet. Par ailleurs, je lance un appel à volontaires en direction des personnes souhaitant participer à ce projet, comme volontaires bénévoles ou participants. Toutefois, pour cette première édition, nous limitons le nombre de participants à 100 : en effet, l'ensemble des jeunes du CMJ coordonnera ce projet, le 19 mars de 14h à 17h.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ABERT. Qui souhaite s'exprimer sur cette affaire ? Personne. Je mets aux voix.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Messieurs LANNELONGUE (avec la procuration de Monsieur LARUE) et DELAFOSSE (avec la procuration de Madame BONNET) sortent de séance.

24. Bourse Initiatives Jeunes 2016 **Participation de la Ville**

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de février, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2016 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme **3 873 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Guillaume LEBORGNE, étudiant

«Guillaume LB » : enregistrement d'un E.P de 6 titres.

Production culturelle

Montant proposé : **700 €**

Fatima NAIT IMAGHRAN, en recherche d'emploi

«Les toiles aux milles couleurs » : exposition de peintures.

Production culturelle

Montant proposé : **605 €**

Isaac AILLAUD, service civique

« Soulèvement » : danse contemporaine

Production culturelle

Montant proposé : **1 000 €**

Pauline QUINONERO, étudiante

«Dancing Stars » : création d'un court-métrage.

Production culturelle

Montant proposé : **1 000 €**

Oswaldo MOGOLLON, étudiant

« La transtrace » : création interdisciplinaire.

Production culturelle

Montant proposé : **268 €**

Amine TAHER, étudiant

« Les REAC : Rencontres Ecologiques des Alternatives Citoyennes » : action de sensibilisation.

Vivre ensemble à Montpellier

Montant proposé : **300 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **3 873 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2016,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité

25. Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs **Approbation de redevances minorées** **Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public**

La Ville de Montpellier met à disposition d'associations sportives des équipements et locaux associatifs, afin de leur permettre de mettre en œuvre des activités sportives spécifiques. En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville perçoit une redevance annuelle, qui fait l'objet d'une convention établie entre la Ville et l'association concernée.

Dans ce cadre, comme chaque année, il est proposé de délibérer sur la fixation de redevances spécifiques telles que présentées ci-après, et ce jusqu'au 31 décembre 2016.

Cette délibération vient compléter celle relative aux locaux associatifs sportifs, proposée au vote du Conseil municipal du 17 Décembre 2015.

Au vu de l'intérêt communal attaché de chacune de ces structures, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année.

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

ASSOCIATION	ADRESSE LOCAUX	Valeur Locative	Loyer Minoré	Aide annuelle en nature	Charges 2016	Redevance 2016
ASPTT Montpellier Omnisports	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	9 315 €	35 €	9 280 €	4 750 €	4 785 €
ASPTT Montpellier Tennis Léon Cazal	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	0	0	0	3 670 €	3 670 €
ASPTT Montpellier Tennis Grammont	Avenue Albert-Einstein 34000 Montpellier	3 240 €	35 €	3 205 €	3 220 €	3 255 €
Tennis Club Paillade	Avenue d'Heidelberg 34080 Montpellier	11 200 €	35 €	11 165 €	615 €	650 €

Centre Equestre Montpellier Grammont	Domaine de Grammont 2733, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier	15 930 €	35 €	15 895 €	3 110 €	3 145 €
TOTAL		39 685 €	140 €	39 545 €	15 365 €	15 505 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, pour un montant total de 39 545 € ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur MAJDOUL sort de séance.

26. Adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR)

La Ville de Montpellier a toujours développé un partenariat actif avec les associations et structures œuvrant pour l'égalité des droits et des devoirs implantées sur son territoire.

Dans le cadre de sa politique de lutte contre les discriminations et le racisme, la Ville de Montpellier a aujourd'hui la volonté de travailler de manière partenariale sur cette thématique.

C'est pourquoi la Ville de Montpellier souhaite adhérer à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) afin de rejoindre le réseau des villes désireuses de mener ensemble une lutte concrète contre le racisme et de s'engager à mettre en œuvre le plan d'actions en 10 points « Dix engagements pour lutter concrètement contre le racisme dans la ville ».

La Coalition européenne des villes contre le racisme a été lancée le 10 décembre 2004 à Nuremberg, à l'occasion de la 4^{ème} conférence européenne des villes pour les Droits de l'Homme. Elle rassemble aujourd'hui 14 villes européennes dont Gap, Toulouse, Lyon et Paris. Montpellier serait ainsi la 1^{ère} ville du bassin méditerranéen à participer à cette coalition.

L'adhésion pleine et entière de la Ville de Montpellier sera entérinée par la Coalition européenne des villes contre le racisme après présentation lors du prochain comité directeur de l'ECCAR, qui devrait se tenir en avril 2016 à Nantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider la demande d'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme qui sera présentée à la Coalition européenne des villes contre le racisme;

- de prélever le montant de la dépense de 1 000 € sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Direction de la Cohésion Sociale (nature 6281, chapitre 925) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe ou le conseiller municipal délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Monsieur de SAINT-JOUAN vous vous abstenez ?

(Réponse de Cédric de SAINT-JOUAN hors micro)

Monsieur le Maire :

En tant qu'ex adjoint à la culture, vous vous êtes abstenu pour la ministre de la Culture. Comme quoi, vous n'étiez pas à la bonne place. Nous n'allons pas refaire l'histoire.

Je vais remettre aux voix l'affaire 26. Contre le racisme, qui est contre ? Deux voix contre. Qui s'abstient ? Vous ne vous abstenez plus à présent ?

(Echanges hors micro)

(Intervention hors micro de Monsieur MARTIN)

Monsieur le Maire : C'est normal, vous êtes trois et nous sommes 45. J'ai fait revoter exprès. Je passe cinq minutes sur ce que je veux, vous n'êtes pas président de séance, Monsieur MARTIN. Vous avez pris de mauvaises habitudes, il faut apprendre à être dans l'opposition.

(Intervention hors micro de Monsieur MARTIN)

Monsieur le Maire : J'ai fait revoter. Regardez la bande vidéo. Moi, lorsque j'arrive, je regarde la bande vidéo, car des mimiques, des grimaces, des petits mots passés sous la table m'ont parfois échappé. Je vois tout ça avec la caméra.

Pour : 57

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

27. Accompagnement des manifestations en milieu festif - Demande de subvention dans le cadre des Estivales 2016 -

Dans le cadre de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a mis en place une commission de travail dédiée aux addictions et conduites à risques. Un des axes opérationnels de cette commission est de prévenir et réduire les risques liés aux consommations d'alcool (ou autres produits) aux moments de la semaine ou de l'année plus particulièrement fréquentés.

C'est pourquoi, lors de la manifestation des Estivales 2016 qui se déroulera du 8 juillet au 26 août, un dispositif d'accompagnement, d'information et de sensibilisation de la population se déploiera sur l'espace public et plus précisément sur la Comédie et l'esplanade Charles de Gaulle avec l'appui de l'association Avenir Santé 34.

Le financement de ce dispositif peut faire l'objet d'une demande subvention auprès de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue Et les Conduites Addictives (MILDECA - anciennement MIDLT) qui coordonne, anime et soutient les efforts des partenaires publics dans tous les domaines de la lutte contre les addictions (drogues, toxicomanies, alcool).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de solliciter une subvention de 5 000 € auprès des services de l'Etat dans le cadre de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue Et les Conduites Addictives (MILDECA) ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Monsieur de SAINT-JOUAN, vous avez la parole.

Cédric de SAINT-JOUAN : Merci Monsieur le Maire. Je suis très sensible au soutien des commerçants constituant l'un des principaux vecteurs de vie dans les quartiers de la ville, et notamment dans le centre-ville. Il me semble notamment nécessaire d'aider les manifestations participant à leur essor.

Je suis également très attaché à l'équité commerciale entre les commerçants. Pour cette raison, je trouve anormal que le Maire en personne, invite à l'inauguration d'un restaurant privé, à savoir le 1789 dont l'inauguration s'est déroulée le 2 février. Ce restaurant a dû bénéficier à minima du label de notre Municipalité. Je vois que beaucoup de Conseillers trouvent ce comportement normal dans l'assemblée.

En revanche, je tiens à féliciter le président de la CCI Monsieur DELJARRY, ainsi que son fils, pour leur magnifique coup médiatique.

Monsieur le Maire : Votre question va me permettre d'éclaircir ce point. Simplement, le carton d'invitation n'a pas été réalisé par la Ville, mais par Monsieur DELJARRY. Il s'agit d'un carton d'invitation privé, et la Ville n'est pas mentionnée dessus.

Cédric de SAINT-JOUAN : Monsieur le Maire, vous avez donné votre accord, vous êtes invitant sur ce carton.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas de mon fait.

Cédric de SAINT-JOUAN : Je peux donc organiser une soirée chez moi, et dire que le Maire invite chez moi...

Monsieur le Maire : Cela arrive.

Cédric de SAINT-JOUAN : Cela n'arrive qu'à Montpellier dans ce cas.

Monsieur le Maire : Ne faites pas de bruit, je dois répondre sur cette affaire importante.

Cédric de SAINT-JOUAN : Très importante.

Monsieur le Maire : Oui, très importante. Quand les promoteurs créent un programme et posent la première pierre, il est fréquent qu'ils mettent Madame JANNIN ou moi en puissance invitante. Pourtant, nous n'y sommes pour rien, mais le carton ne nous appartient pas.

Cédric de SAINT-JOUAN : Il faut annoncer la nouvelle à tous les commerçants de Montpellier afin de pouvoir vous rendre à toutes les inaugurations.

Monsieur le Maire : Vous ne voulez pas entendre, vous faites de la politique.

Cédric de SAINT-JOUAN : Parce que vous, vous ne faites pas de politique.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

28. Convention tripartite Ateliers d'Art de France -Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier relative à l'organisation du salon Ob'art 2016 - Autorisation de signer

Depuis 2012, la Ville travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur notre territoire.

Cette organisation professionnelle, représentative des métiers d'arts en France, souhaite contribuer à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art », en promouvant, valorisant et préservant le développement économique des métiers d'art sur notre territoire.

Ateliers d'Arts de France a acquis en 2013 la Chapelle de la Visitation afin de la réhabiliter pour en faire un espace d'exposition du savoir-faire des artisans d'arts : la *Nef*.

Ce partenariat a enfin donné lieu à l'organisation, en 2013 et 2014 du Salon Ob'Art pour lequel la Ville a assuré pour les deux premières éditions la prise en charge de la location du Corum.

Le salon Ob'art repose sur 4 fondements :

- Haut niveau de sélection des exposants, professionnels des métiers d'arts, en France ou à l'étranger ;
- Scénographie élégante et sobre laissant l'art au premier plan ;
- Communication à l'image du salon sur les supports de la ville d'accueil ;
- Lieu et emplacements de qualité correspondant à l'image du salon : le Corum à Montpellier.

L'édition 2016, qui se déroulera du 17 au 20 mars 2016 et dont le thème sera blanc et rouge, réunira près de 80% d'exposants de la région, mettant en avant les services aux monuments comme la taille de pierre, les vitraux, la dorure.

Il s'agit d'une véritable nouveauté pour le territoire à vocation culturelle, pédagogique et tourné vers l'international.

Cette manifestation, d'un budget global de près de 250 000€ structurellement déficitaire, a pour objectif de devenir un rendez-vous incontournable des collectionneurs d'Arts du Grand Sud et devient gratuit pour permettre un accès au plus grand nombre.

La chambre syndicale demande donc à la Ville et à la Métropole de la soutenir dans l'organisation de ce salon.

Les demandes sont les suivantes :

- Prise en charge de la location du Corum ;
- Participation à la décoration du salon ;
- Participation à l'extension sur l'Esplanade pour la partie outdoor.

Le projet de convention tripartite annexée à la présente encadre et précise les relations entre Ateliers d'Art de France, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'édition 2016 du salon.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver les termes de la convention tripartite relative à l'organisation du salon Ob'art 2016 et l'imputation des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer la présente convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur MAJDOUL entre en séance.

29. Détermination du nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier

En application des dispositions de l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *le Conseil municipal détermine le nombre des Adjoints au maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal.* » Compte tenu de la strate démographique dans laquelle se situe la Ville de Montpellier, cette disposition permet au Conseil municipal de créer au maximum 19 postes d'Adjoints au Maire.

Par ailleurs, l'article L 2122-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité, dans les communes de 80 000 habitants et plus, de créer des postes d'Adjoints au Maire principalement chargés d'un ou plusieurs quartiers, « *sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil municipal* ». Cette disposition permet donc de créer au maximum 6 postes d'Adjoints au Maire supplémentaires.

Le nombre maximal d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier est donc de 25 postes. La délibération n°2015/126 du 29 avril 2015 a fixé ce nombre à 23 Adjoints au Maire.

Suite à la démission de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, il est proposé de ne pas la remplacer dans ses fonctions d'Adjointe au Maire, et de réduire en conséquence à 22 le nombre d'Adjoints au Maire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de fixer à 22 le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

30. Mise en place de la commission éthique à la Ville de Montpellier- modification de la composition et de la durée du mandat des représentants

Dans le cadre des engagements de la majorité municipale auprès de l'association Anticor et de sa volonté de respecter les fondements de la charte éthique, la Ville de Montpellier a mis en place lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015 une commission éthique.

Cette commission éthique a pour objet de soumettre le comportement et l'action des élus à un questionnement éthique :

- Une éthique générale recherchant un comportement, une gestion des affaires, une prise de décisions qui soient responsables ;
- Une éthique de gestion : respect du principe d'unité, d'annualité budgétaire et d'équilibre, bon usage de la nomenclature en chapitres et articles, principe de sincérité, rattachement des charges et produits à l'exercice, politique budgétaire en cohérence sur la durée du mandat, et un vrai débat d'orientation sur la politique à mener dans la collectivité et vers un budget participatif, la communication ou le renseignement des engagements hors bilan, l'inventaire sincère du patrimoine ;
- Une éthique des pratiques : prévention des risques de corruption, de prise d'intérêt illégale, accès aux informations des citoyens, approche pédagogique de la tenue des séances publiques, respect de l'opposition, espaces ou rendez-vous citoyens pour informer régulièrement du travail des élus, règles claires d'attribution des subventions aux associations, l'usage des moyens de la collectivité locale par les élus, la transparence dans les indemnités et remboursements de frais d'élus, cadeaux, gestion des actions de lobbying... ;
- Une éthique du respect des obligations légales et réglementaires, en particulier le Droit à la formation des élus et des salariés territoriaux.

Afin de respecter la parité entre élus de la majorité et élus de l'opposition, il est proposé de modifier la composition de la commission comme suit :

- Trois représentants de l'opposition ;
- Trois élus de la majorité municipale ;
- Six citoyens (tirés au sort sur les listes électorales). Ils devront faire une déclaration d'intérêts, comme l'ont fait les élus de la collectivité.
- Un observateur titulaire de l'association Anticor et son suppléant.

Il est également proposé d'étendre la durée du mandat de la commission à la durée du mandat municipal, avec la possibilité pour le Conseil municipal de désigner tous les trois ans de nouveaux représentants.

Cette commission tiendra sa première réunion début mars 2016, et établira son règlement intérieur à l'occasion de cette réunion.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- acter la composition de cette commission et la durée du mandat proposé ;
- désigner les représentants de l'opposition et de la majorité municipale dans cette instance ;
- autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Ont été élus :

- **Bernard TRAVIER**
- **Patricia MIRALLES**
- **Abdi EL KANDOUSSI**
- **Gérard LANNELONGUE**
- **Clare HART**
- **Audrey LLEDO**

Pour : 60

Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

31. Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration

Conformément aux dispositions des articles L 123-6 et R 123-7 du code de l'Action sociale et des familles, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, dont Monsieur le Maire est le Président de droit, par 8 autres membres du Conseil Municipal, élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle.

Par délibération en date du 23 juillet 2015, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Suite à la démission de Khanthaly PHOUTTHASANG, il convient donc de procéder au renouvellement de la désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration du CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner le nouveau représentant dans cette instance.

A été élu : Thibault RASSAT

Pour : 58
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

Monsieur LANNELONGUE (avec la procuration de Monsieur LARUE) entre en séance.

32. Universités de Montpellier- Désignation de nouveaux représentants

Le 18 juin 2015, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné, au sein des différentes instances en lien avec les Universités et les grandes écoles du territoire de la commune, des représentants élus titulaires et, le cas échéant, des représentants suppléants.

Suite à la démission de Khanthaly PHOUTTHASANG, et suite à l'adoption par l'Université Montpellier III de nouveaux statuts nécessitant, afin de garantir la parité dans les instances, que titulaire et suppléant soient de même sexe, il vous est proposé les modifications suivantes :

Libellé	Statut	Instance	Titulaires	Suppléants
---------	--------	----------	------------	------------

Université MontpellierIII - Conseil d'administration	Etablissement universitaire	Conseil d'administration	<i>Guy BARRAL</i>	<i>Thibault RASSAT</i>
Université Montpellier III – Conseil de la formation et de la vie universitaire	Etablissement universitaire	Conseil de la formation et de la vie universitaire	<i>Chantal MARION</i>	<i>Sonia KERANGUEVEN</i>
Université Montpellier III – Conseil de l'UFR 1	Etablissement universitaire	Conseil de l'UFR 1	<i>Chantal MARION</i>	<i>Sonia KERANGUEVEN</i>
Université de Montpellier - Conseil d'UFR Droit	Etablissement universitaire	Conseil de l'UFR Droit	<i>Nicole LIZA</i>	<i>Thibault RASSAT</i>
Université de Montpellier - Conseil d'UFR Economie	Etablissement universitaire	Conseil d'UFR Economie	<i>Caroline NAVARRE</i>	<i>Thibault RASSAT</i>

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de procéder à ces modifications et de désigner les représentants de la Ville dans ces instance

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

33. Institut Confucius - Désignation d'un nouveau représentant à l'Assemblée Générale

L'Institut Confucius a pour but de promouvoir la langue et la culture chinoises auprès d'un très large public : enfants, adultes et personnes intéressées par la Chine.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la ville de Montpellier, doit désigner deux représentants titulaires et deux représentants suppléants pour la représenter lors de l'Assemblée Générale.

Par délibération en date du 18 juin 2015, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

Suite à la démission du Conseil municipal de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau membre titulaire de la Ville dans cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue : Chantal MARION

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

34. Commission de la réforme du matériel et des véhicules Désignation d'un membre de la commission interne

Les instructions comptables M14 imposent le principe de l'enregistrement à l'inventaire des biens mobiliers : toute sortie de l'actif de la collectivité doit être constatée par une opération comptable.

L'accord de sortie de l'inventaire du matériel et des véhicules est donné par une commission de réforme composée d'élus du Conseil municipal.

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

Suite à la démission de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, il convient de désigner un nouveau membre au sein de la commission de la réforme du matériel et des véhicules.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu : Thibault RASSAT

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

35. Association « Maison de Montpellier à Chengdu » Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale

L'association « Maison de Montpellier à Chengdu » a pour but d'assurer la gestion de la Maison ouverte à Chengdu, ville jumelle de Montpellier. Elle suscite l'animation indispensable à l'action de la Maison au plan culturel, touristique, technique et économique. Elle assure également la promotion de la Ville de Montpellier, de son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, et du dynamisme de son artisanat notamment à travers la promotion de produits artisanaux de Montpellier et de son agglomération.

Conformément aux dispositions statutaires de l'association, la Ville de Montpellier, en qualité de membre actif, doit être représentée au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration de l'Association de la Maison de Montpellier à Chengdu par quatre membres élus représentants du Conseil Municipal.

Suite à la démission de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, il est nécessaire de désigner un nouveau représentant de la Ville au sein de cette instance afin de la remplacer.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu : *Robert COTTE*

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

36. Association MEDIA FORMA SUD Désignation d'un nouveau représentant de la Ville au Conseil d'administration

L'association Média Forma Sud a pour but la formation aux divers métiers de la Communication.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la Ville de Montpellier, en tant que personne morale, membre actif, est représentée à l'assemblée générale de l'association Média Forma Sud par un représentant titulaire et un représentant suppléant.

Suite à la démission de Mme Khanthaly PHOUTTHASANG, il convient de procéder à la désignation du nouveau représentant suppléant de la Ville dans cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu : *Thibault RASSAT*

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

37. Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole Désignation de représentants de la Ville

L'article 836 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies CIV).

La loi dispose qu'il est créé entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunal une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Ce dispositif a pour objectif de permettre un juste calcul des attributions de compensation.

Les membres de cette commission doivent être désignés par les Conseils Municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Communauté peut également être membre de cette commission.

Le Conseil de Communauté d'Agglomération a délibéré dans sa séance du 24 juin 2002 sur la création, la composition et le règlement intérieur de la commission locale d'évaluation des transferts de charge.

La Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est composée de 92 membres désignés en leur sein par les Conseils Municipaux.

La répartition des sièges entre les communes s'effectue selon des modalités identiques à celle de la représentation au Conseil de Communauté, à la représentation proportionnelle de la population, chaque commune devant bénéficier d'un représentant, aucune commune ne pouvant avoir plus de la moitié des sièges.

Le nombre de délégués par Conseil Municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la commune au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La Ville de Montpellier dispose donc de 46 représentants titulaires et 19 suppléants.

Par délibération en date du 2 octobre 2014, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

Suite à la démission de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG il convient de désigner un nouveau membre titulaire et un suppléant au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

Ont été élus : Brigitte ROUSSEL-GALIANA (titulaire) et Thibault RASSAT (suppléant)

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

38. Festival international MONTPELLIER DANSE Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'administration

L'association Montpellier Danse a pour objet le développement de la danse, par la création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion et la formation à Montpellier, en France et à l'étranger de toutes activités artistiques et culturelles.

Conformément à l'article 5 de ses statuts, la Ville de Montpellier, membre de droit, est représentée par 3 membres du Conseil Municipal au Conseil d'administration de l'Association du Festival International de Montpellier Danse.

Suite à la démission de Mme Khanthaly PHOUTTHASANG, il est proposé au Conseil municipal de désigner un nouveau représentant dans cette instance afin de la remplacer.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue : Nicole LIZA

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

39. Commission de contrôle des délégataires de service public Désignation d'un nouveau membre titulaire

La gestion de certaines compétences de la Ville de Montpellier est assurée par délégation de service public. Le Conseil municipal doit, ainsi que le prévoit l'article R 2222-3 du C.G.C.T, créer une commission de contrôle des comptes qui lui sont transmis périodiquement par les délégataires de service public. Il est proposé que cette commission soit composée selon les mêmes dispositions que la commission d'appel d'offres au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Les compétences de cette Commission de contrôle sont :

- l'examen des comptes-rendus techniques et financiers (rapports des délégataires) transmis chaque année avant le 1^{er} juin à la Collectivité, conformément à l'article L1411-3 du C.G.C.T.,
- un avis sur les rapports des délégataires et sur les comptes-rendus d'analyse fournis par l'administration,
- une audition des services de la Ville ou des délégataires de service public, si nécessaire,
- la demande de réalisation d'études complémentaires par l'administration ou par un organisme indépendant, le cas échéant.

La Commission se réunit au moins une fois par an, dans le cadre de l'instruction des rapports annuels transmis par les délégataires de service public avant leur présentation en séance du Conseil municipal.

Monsieur le Maire ou son suppléant est Président de droit de cette Commission.

Par délibération en date du 18 juin 2015, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

Suite à la démission de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, il convient de désigner un nouveau membre titulaire au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu : Thibault RASSAT

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

40. Reports d'affectations de subventions votées en 2015

Dans le cadre de l'exécution du budget 2015, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ces subventions concernent notamment des projets nécessitant la production, par la structure subventionnée, des éléments définitifs du dossier.

Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous pour un montant total de 1 062 813 € et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement.

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE**
 - LOGEMENT

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE - AIVS HERAULT	F	2 000 €
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE - AIVS HERAULT	F	2 400 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	2 700 €
TOTAL			7100

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 928, nature 6574

5248	UNION REGIONALE DES ORGANISMES HABITAT SOCIAL LR / URO HABITAT	F	8 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	F	1 500 €
TOTAL			9 500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
578	AVENIR SANTE	M	3 600 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	1 500 €

5577	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	M	5 827 €
5940	FORMATION RECHERCHE ACTION A MONTPELLIER MEDITERRANEENNE EN SANTE ET ENVIRONNEMENT	M	500 €
TOTAL			11 427 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **MONTPELLIER TERRITOIRE NUMERIQUE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
5604	SCHARFFE François	M	1 500 €
5813	FEDERATION REGIONALE DES UTILISATEURS DU LIBRE	M	9 000 €
TOTAL			10 500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
420	MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES	F	300 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	F	7 500 €
3342	MONTPELLIER HERAULT QUEBEC	M	500 €
4355	AMITIE FRANCO-VIETNAMEIENNE COMITE HERAULT	M	300 €
TOTAL			8 600 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT**

- **SPORT**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	M	990 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	M	1 200 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	M	3 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	M	1 200 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	F	1 500 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	6 500 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	13 000 €
1225	MONTPELLIER PETIT BARD FUTSAL	F	11 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	2 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	2 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2466	ASSOCIATION SPORTIVE DES CEVENNES	F	1 600 €

2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	F	1 500 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	M	2 700 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	M	21 000 €
4265	ATTITUDE	M	1 080 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	F	1 000 €
4748	CHEMIN DES CIMES	M	3 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	3 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE MA2M	F	30 000 €
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	F	51 000 €
5442	SAS MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	F	7 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SASP MHSC	F	90 000 €
	COMITE D'ORGANISATION DE L'EURO BASKET 2015	M	45 000 €
	COMITE D'ORGANISATION France 2017 COUPE DU MONDE DE HANDBALL	M	50 000 €
TOTAL			357 070 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 924, nature 6574

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
586	UEAM UNEF	F	2 900 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	M	300 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	F	1 000 €
5810	ECOLOGY AND BEHAVIOUR	M	500 €
TOTAL			4 700 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 924, nature 6574

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	M	1 500 €
6363	SIX SENS	M	1 300 €
TOTAL			2 800 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 924, nature 6574

▪ Dans le cadre de la thématique **FINANCES**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
5073	UNION SOCIALE POUR L'HABITAT NATIONAL	M	13 500 €

5248	UNION REGIONALE DES ORGANISMES HABITAT SOCIAL LR / URO HABITAT	M	15 000 €
5702	UNSA - UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES FEDERATION DES CHEMINOTS ET PERSONNELS DES ACTIVITES ANNEXES	M	3 000 €
TOTAL			31 500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

Code	Structure	Type	Montant à reporter
3486	GIP DSUA	F	18 277 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 928, nature 65738

Code	Structure	Type	Montant à reporter
474	ASSOCIATION LA GERBE	M	50 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	M	20 000 €
TOTAL			70 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 900, nature 20422

Code	Structure	Type	Montant à reporter
739	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	F	10 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 929, nature 21358

Code	Structure	Type	Montant à reporter
5329	PRES SUD DE FRANCE	F	10 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 20156

- Dans le cadre de la thématique **ENFANCE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	M	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 906, nature 20422

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	M	61 766 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 900, nature 20422

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**

- EMPLOI

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1196	BGE MONTPELLIER	M	1 200 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 929, nature 6574

- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	F	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 929, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	M	500 €
819	OUVRE-TETE	F	500 €
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS DU LANGUEDOC ROUSSILON	M	500 €
5375	SEMILLA, LES JARDINIERS PLANETAIRES	M	500 €
TOTAL			2 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 928, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **CONTRAT DE VILLE EDUCATION**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	M	1 200 €
485	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	M	200 €
485	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	M	1 000 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	1 200 €
1329	COLLEGE ESCHOLIERIS DE LA MOSSON	M	2 000 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	1 200 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	M	1 500 €
TOTAL			9 500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 922, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
6192	ASSOCIATION BLAISE PASCAL	M	1 300 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	M	37 929 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	M	1 650 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	F	60 000 €
644	ASSOCIATION DE PARENTS D'ELEVES ENSEIGNEMENT PUBLIC PEEP 34	F	1 000 €
1035	OCCE CRDEP RESSOURCES DEP EDUCATION PRIORITAIRE	M	3 630 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	M	450 €
5385	ZADIGOZINC	M	1 050 €
	EQUALEH	F	300 €

	LA FLAVEUR DU MONDE	M	4 000 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	M	3 000 €
TOTAL			111 309 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 922, nature 6574

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	M	3 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **PEDT**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	M	450 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	M	450 €
88	RADIO AVIVA 88 FM DCJ EN LR	M	900 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	M	450 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	M	900 €
950	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UNIVERSITE CLUB-MUC	M	450 €
1238	MONTPELLIER AM JUDO	M	870 €
1531	LECTURA E OC	M	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	450 €
1891	MONTPELLIER AGGLOMERATION GRS	M	900 €
2326	MUSIC EVENTS	M	3 000 €
2344	MAYANE ASSOCIATION	M	300 €
2811	STRATA'J'M SUD	M	4 290 €
3131	MUC SKATEBOARD	M	300 €
3461	CONVERGENCES 34	M	264 €
3461	CONVERGENCES 34	M	264 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	M	450 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	450 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	450 €
5421	THEATRE ENTRE NOUS	M	190 €
5589	THEATRE SOLILOQUE	M	660 €
5727	EN JEUX !	M	2 100 €
6049	CELLULE ARTISTIK'	M	408 €
6184	EDUQUER CREER DIVERTIR CULTIVER ECDC	M	600 €
265	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OONM	M	1 540 €
1461	COLLECTIF KOA	M	2 450 €
1893	CENTRE CHOREGRAPHIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	1 610 €

4547	LA MAISON DU JUDO	M	2 100 €
4555	ROLL' SCHOOL	M	1 400 €
5305	LA MAISON THEATRE	M	1 470 €
5854	MONTPELLIER MOSSON OMNISPORTS	M	490 €
6160	FERNANDA	M	840 €
TOTAL			33 246 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 922, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
2331	COMITE DE QUARTIE LA PAILLADE	F	500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE AVA	M	700 €
6174	ASSOCIATION QUARTIER CARNOT	F	500 €
TOTAL			1 700 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **CULTURE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
29	MONTPELLIER CONTACTS - RADIO CLAPAS	M	2 400 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	M	87 000 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	M	1 950 €
3403	ASSO INTERNATIONALE SAINT ROCH DE MONTPELLIER	M	3 000 €
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	M	1 620 €
6166	CONNAISSANCES ET PATRIMOINES EDITIONS	M	1 500 €
TOTAL			97 470 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 923, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	M	1 950 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	M	1 200 €
1196	BGE MONTPELLIER	M	3 300 €
1281	KAINA	M	1 200 €
1464	CESAM MIGRATIONS SANTE LANGUEDOC, COMITE POUR LA SANTE	M	1 500 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	M	960 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	M	1 650 €
1961	UNION DEPARTEMENTALE DES	M	1 200 €

	ASSOCIATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT		
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	1 050 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	1 050 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	M	1 200 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	M	1 050 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	M	1 350 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	2 100 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	1 650 €
4388	LE PASSE MURAILLE	M	3 000 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	M	1 000 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	M	1 350 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	1 200 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	1 050 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES AVEC	M	1 200 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	1 350 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	1 350 €
5202	ASSOCIATION JUSTICE POUR LE PETIT BARD	M	1 500 €
5214	INSTITUT FORMATION INSERTION MEDITERRANEE	M	1 350 €
5249	SERVICE D'ORIENTATION ET DE MEDIATION POUR L'INSERTION SOCIALE - SOMIS	M	1 560 €
6135	L'ATELLINE	M	1 200 €
6336	UNIS CITE	M	1 500 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	M	1 200 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	M	1 200 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	M	1 200 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	M	1 800 €
TOTAL			46 420 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **SOLIDARITE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1914	LA PORTE OUVERTE	F	2 000 €
4583	ORDRE DE MALTE - FRANCE	F	800 €
4901	PROMOTION ACTIVITES COMITES	F	10 000 €

	ENTREPRISES		
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	M	2 550 €
2110	A COEUR OUVERT	F	500 €
TOTAL			15 850 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **COHESION SOCIALE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	M	6 000 €
5202	ASSOCIATION JUSTICE POUR LE PETIT BARD	F	4 000 €
TOTAL			10 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1036	ASSOCIATION PREVENTION SPECIALISEE 34	F	55 878 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 65733

- Dans le cadre de la thématique **EXCLUSION**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	M	4 000 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	M	23 000 €
4917	GESTARE - ASSOCIATION DE GESTION ANIMATION ET RECHERCHE	M	1 500 €
TOTAL			28 500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	10 000 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	F	2 000 €
TOTAL			12 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

- Dans le cadre de la thématique **HANDICAP**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
	EQUALEH	F	500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter le report de l'affectation des subventions indiquées ci-dessus pour un montant total de 1 062 813 €, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou conventions types ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Hervé MARTIN : Merci. Je suis juste étonné car je n'ai pas le souvenir que nous ayons connu autant de reports par le passé. A vue de nez, nous en observons entre 150 et 200. Ce chiffre me paraît énorme par rapport à auparavant. Avez-vous une explication ? Car pour les associations concernées toucher les subventions maintenant peut poser certains problèmes.

Max LEVITA : Je peux vous apporter une explication. En principe, les subventions non versées dans l'année sont perdues. Mais dans le cas présent, il s'agit de dossiers non à jour et non complets. Nous disposons d'un service ici examinant chaque demande. Et tant que le dossier n'est pas complet, la subvention ne passe pas en Conseil. Pour cette raison, vous observez autant de subventions aujourd'hui. Mais, effectivement, nous exerçons un contrôle de plus en plus approfondi sur les dossiers de chaque association.

Pour : 60

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

41. Attributions de subventions - Exercice 2016

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions

○ Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	CHŒURS D'ENFANTS D'ECOLES DE MONTPELLIER	9 000 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	EDUCATION MUSICALE DANS LES ECOLES	1 800 €
TOTAL				10 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

○ Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE** :

- EMPLOI

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
33	ASSO EURO	Fonctionnement		2 500 €

	MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES - AETE			
77	COMIDER - COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	Projet	MARKETHON DE L'EMPLOI	2 800 €
729	ASSO POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	Fonctionnement		1 000 €
1196	BGE MONTPELLIER	Projet	CITESLAB MONTPELLIER	4 000 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement		4 000 €
3523	MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	Fonctionnement		3 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI	2 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	FACE ENERGIE SPORT	2 000 €
TOTAL				21 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE:**

- LOGEMENT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	Fonctionnement		6 900 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT FEDERATION DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 100 €
1347	ECOHABITONS	Fonctionnement		600 €
3259	CONCORDA LOGIS	Fonctionnement		25 000 €
3328	ADIL DE L'HERAULT	Fonctionnement		29 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
4904	HABITER ENFIN	Fonctionnement		1 200 €
4908	FACE HERAULT	Projet	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LOGEMENT	1 500 €
TOTAL				67 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE :**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	Fonctionnement		2 000 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	Projet	SENSIBILISATION SCOLAIRE EN ARCHITECTURE	1 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	Fonctionnement		800 €
TOTAL				3 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS** :
 - JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	Fonctionnement		1 200 €
625	ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €
1281	KAÏNA	Projet	VIENS CHEZ MOI J'HABITE A LA PAILLADE	3 000 €
3675	ESSOR SAVOIR ET PARTAGE	Fonctionnement		4 000 €
4867	SOS JEUNES	Fonctionnement		8 000 €
		Projet	DVD INTEGRER LA JUSTICE A L'EDUCATION	1 500 €
5210	GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE, MEDICO SOCIALE MDA 34	Fonctionnement		30 000€
5544	SCOUTS MUSULMANS DE FRANCE MONTPELLIER LA CARDABELLE	Fonctionnement		2 000€
5942	ETUDIANTS POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ASSOCIATIF	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	VENDANGE DE DEFI SPACE SOLUTION	900 €
6346	JEUNESSE S'ENGAGE	Fonctionnement		1 000 €
6423	ECLAIREUSES ET	Fonctionnement		2 000 €

	ECLAIREURS ISRAELITES			
TOTAL				60 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6346	JEUNESSE S'ENGAGE	Projet	PREVENTION SUR LES LIEUX DE FETE	1 000 €
6543	EUROJEUNESSE	Projet	100TH YEAR OF PEACE MEETING DE MAI À AOÛT 2016	2 000 €
TOTAL				3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- PARTENARIAT SPORT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
967	MUC HANDBALL	Projet	STAGES VACANCES SCOLAIRES	2 000 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Projet	STAGES VACANCES SCOLAIRES	1 900 €
1813	AXE SPORT	Projet	PARTICIPATION AUX SAMEDIS SPORTIFS ET STAGE LA TÊTE ET LES JAMBES	1 700 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Projet	STAGES VACANCES SCOLAIRES	1 900 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Projet	STAGES VACANCES SCOLAIRES	2 900 €
5697	LINE SERVICE	Projet	STAGES VACANCES SCOLAIRES	1 500 €
TOTAL				10 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- SPORT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Projet	LA JOURNEE DES FILLES	1 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Fonctionnement		5 700 €

278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Projet	CHAMPIONNAT DE FRANCE DE TIR A L'ARC UNIVERSITAIRE 2016	3 800 €
366	ECOLE JUDO MONTPELLIER	Fonctionnement		450 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Fonctionnement		6 100 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	5EME CHESSATHLON	2 400 €
577	MALBOSC PETANQUE	Fonctionnement		950 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Fonctionnement		3 000 €
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		3 200 €
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 800 €
931	A.S. SAINT MARTIN	Projet	50EME TOURNOI INTERNATIONAL DE PAQUES ASSM	6 500 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	Fonctionnement		450 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 800 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Projet	30EME GRAND PRIX BOULISTE DE LA VILLE DE MONTPELLIER	5 000 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		450 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Projet	CHALLENGE DU SOUVENIR B. GASSET	450 €
984	MONTPELLIER PETANQUE SAINT MARTIN MPSM	Fonctionnement		2 500 €
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	Fonctionnement		600 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		10 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	TOURNOIS REGIONAUX FOOTBALL	2 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Projet	TOURNOI DU TC PAILLADE	1 950 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	Projet	20 KM DE MONTPELLIER	3 000 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Fonctionnement		9 000 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 500 €

1238	MONTPELLIER AM JUDO	Fonctionnement		1 000 €
1337	MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	Fonctionnement		500 €
1403	SARBACANE MEDITERRANEE	Fonctionnement		1 200 €
1403	SARBACANE MEDITERRANEE	Projet	CAP COMPET : HANDICAP SARBACANE	500 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	ANILMATIONS ET TOURNOI	1 400 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER SQM	Fonctionnement		950 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER VLM	Fonctionnement		500 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Fonctionnement		5 000 €
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 100 €
1840	MONTPELLIER TAE KWON DO	Projet	HAN MA DANG	950 €
1918	MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB MARC	Fonctionnement		2 000 €
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		470 €
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	Fonctionnement		1 000 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement		16 000 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	Fonctionnement		1 900 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	Fonctionnement		450 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Fonctionnement		800 €
2503	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOI IGOR BANTSIMBA	500 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION BLMA	Fonctionnement		8 700 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER	Projet	BASKET, FILLES ET CITES: ELLES	1 000 €

	AGGLOMERATION BLMA		MERITENT LE MEILLEUR DU BASKET FEMININ	
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	LOU CLAPAS CUP	3 500 €
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	Fonctionnement		4 000 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement		2 800 €
3001	ASSOCIATION LES FOULEES DU MILLENAIRE	Fonctionnement		2 300 €
3081	BLEU VERTIGE	Fonctionnement		3 600 €
3376	VOLLEY LOISIR COMPETITION ANTIGONE	Fonctionnement		500 €
3398	BUJINKAN DOJO MONTPELLIER	Fonctionnement		1 300 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 100 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement		7 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Projet	CENTRE DE FORMATION	1 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA	Fonctionnement		3 300 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA	Projet	CHACUN SA FOULEE	500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Fonctionnement		3 700 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE MNS	Fonctionnement		6 500 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 100 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Fonctionnement		1 300 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Projet	FEMININES MULSULMANES	1 200 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Fonctionnement		900 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Fonctionnement		2 300 €
4555	ROLL' SCHOOL	Fonctionnement		1 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK	Fonctionnement		5 300 €

	MEVCK			
4561	ASSOCIATION SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		8 000 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement		1 900 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement		3 200 €
4748	CHEMIN DES CIMES SPORT ET AVENTURE	Fonctionnement		2 700 €
4748	CHEMIN DES CIMES SPORT ET AVENTURE	Projet	TIMM 2017	2 500 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	ORGANISATION DU CHAMPIONNAT DE FRANCE DOUBLE/SIMPLE DE BADMINTON 28/29 MAI 2016	500 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Projet	TOURNOI ANNUEL DE L'AS CELLENEUVE	1 500 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Fonctionnement		2 800 €
4897	ENERGIE PAILLADE	Fonctionnement		400 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Fonctionnement		3 800 €
5086	ASSOCIATION FOOT-FAUTEUILS - LES FAUTEUILS DE FEU	Fonctionnement		3 000 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Fonctionnement		6 000 €
5400	A.K SPORT	Fonctionnement		10 000 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	Fonctionnement		450 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	Projet	CHAMPIONNAT DE FRANCE DES SOURDS DOUBLETES ET TEAM	500 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Fonctionnement		1 000 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Fonctionnement		1 000 €
5816	CLUB SPORTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELIIER	Fonctionnement		400 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS	Fonctionnement		1 200 €

	DU LOUP			
TOTAL				236 070 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 413 370 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur DELAFOSSE (avec la procuration de Madame BONNET) entre en séance.

42. Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et autorisation de lancement et de signature pour un marché de développements, de maintenance et d'accompagnement sur les logiciels libres de la plateforme e-services mutualisée.

Dans le cadre du projet de plateforme e-services mutualisée, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont identifié des besoins communs de développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres constitutifs de la plateforme utilisée par les deux collectivités.

Afin de rationaliser les investissements et réaliser des économies, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent constituer un groupement de commandes et lancer un marché de développements, de maintenance et d'accompagnement sur les logiciels libres constitutifs de la plateforme : W.C.S, AUTHENTIC 2, LASSO et PASSERELLE, conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés publics et lancer une procédure de mise en concurrence.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de sa bonne exécution pour ce qui la concerne.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres Ouvert).

Le marché sera signé et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole, au nom des membres du groupement, pour une durée de un an, reconductible trois fois.

Le marché est constitué de 2 lots :

Lot 1 : Développements et maintenance.

Lot 2 : Accompagnement

Le marché sera sans montant minimum ni maximum avec une estimation globale pour la totalité de la durée du marché de 420 000 € HT détaillée comme suit :

Ville de Montpellier :

Lot 1 – 110 000 € HT / Lot 2 – 70 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole :

Lot 1 – 120 000 € HT / Lot 2 – 120 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appels d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire, à la fois concernant la passation et l'exécution du marché ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

43. Hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla

Mise en accessibilité pour les personnes en situation de handicap Autorisations préalables aux travaux et demandes de subventions

Conformément à la loi « handicap » de 2005 puis à l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014, tous les Etablissements Recevant du Public doivent être rendus accessibles à toutes les personnes en situation de handicap.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a déposé un Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP) le 30 septembre 2015 en préfecture, accepté le 15 décembre 2015, portant sur la mise en accessibilité de 305 sites et échelonné sur 3 périodes de 3 ans.

L'hôtel de Varennes, sis 2 place Pétrarque, et l'hôtel Bachy-du-Cayla, sis 1 rue Embouque d'or, tous deux inscrits au titre des monuments historiques, doivent ainsi faire l'objet de travaux de mise en accessibilité :

- l'hôtel de Varennes abrite notamment la salle Pétrarque, le Musée du vieux Montpellier et le Musée Fougau ;
- l'hôtel Bachy-du-Cayla accueille notamment une halte-garderie et un centre de loisirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout dossier permettant de recueillir les autorisations et accords nécessaires et préalables aux travaux à mener pour ce projet, notamment les permis de construire afférents ;
- d'autoriser le lancement de toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et autres partenaires potentiels ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

44. Bistrot et Théâtre de Grammont

Convention de réalisation de travaux et de répartition des coûts

La Ville de Montpellier a conclu avec l'Institut Bouisson Bertrand un bail emphytéotique administratif le 1^{er} octobre 1979, portant sur les parcelles RL 1 et RL 3, sur lesquelles sont érigés, notamment, les dépendances du château de Grammont (le bistrot et les locaux du théâtre de Grammont).

Dans le cadre des transferts de compétences, articles L 5211-5 III et L. 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, une partie des locaux des dépendances du château a été transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2002.

Suite à des désordres structurels constatés sur le bâtiment des dépendances du château, après un diagnostic effectué par l'entreprise P3G en 2013, la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu de réaliser des travaux d'investissements. La réalisation des travaux et la répartition des coûts seront définis par le biais d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention définissant les modalités de réalisation des travaux et de répartition des coûts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'imputer les dépenses et les recettes sur le budget de la Ville, CRB 26 600 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

45. Mise à disposition d'un local associatif

Approbation du loyer

Autorisation de signer la convention

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant une convention à partir du 1^{er} janvier 2016.

A ce titre, il est proposé de renouveler l'attribution de locaux associatifs pour l'association déclinée dans le tableau ci-joint.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé. Ce loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et sur le compte de l'association.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant de la subvention	Date renouvellement
Echecs Club Montpellier	Tour de la Babote 1 boulevard Victor Hugo	26 000 €	35, 00 €	25 965 €	31/12/2016

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le loyer minoré proposé à l'association « Echecs Club Montpellier », pour les locaux situés 1 Boulevard Victor Hugo, et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver la convention d'occupation du domaine privé passée avec l'association « Echecs Club Montpellier » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué , à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

46. Domaine de Lavalette

Convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun

La Ville de Montpellier a conclu avec Montpellier Sup Agro un bail emphytéotique administratif le 25 juillet 1980, par lequel elle a mis à la disposition de Sup Agro un certain nombre de parcelles au sein du domaine de Lavalette pour une durée de 99 ans.

Un avenant a été signé le 17 janvier 2008, entérinant la rétrocession à la Ville de parcelles, ainsi que de plusieurs bâtiments.

Néanmoins, les conditions de raccordement au réseau d'assainissement et d'adduction d'eau potable de ces derniers n'avaient pas été prises en considération.

Aussi, Montpellier Sup Agro a poursuivi l'exploitation et la maintenance de ces équipements, ainsi que le paiement des consommations d'eau et d'assainissement imputables à la Ville de Montpellier.

L'avenant du 28 janvier 2015 a permis de procéder à la résiliation partielle du bail emphytéotique administratif et convenu que les parties se rapprocheraient, afin d'établir une convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun avec Montpellier Sup Agro ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 26610 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

47. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, un tableau est joint en annexe indiquant le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 113 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 217 860 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal:

- d'approuver le tableau joint en annexe précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

48. Convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg

La Maison de Montpellier à Heidelberg a pour but de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat et l'action de la Ville.

Elle assure l'information des heidelbergeois et l'accueil de toute personne susceptible de rechercher des renseignements sur Montpellier.

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a pour but d'assurer la gestion et l'animation de la Maison.

Au regard de la finalité de la Maison de Montpellier à Heidelberg, dévolue à la promotion de la Ville, la Ville de Montpellier contribue à son fonctionnement par la mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

L'agent mis à disposition assurera les fonctions de responsable de la Maison.

Il est en conséquence proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition proposée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès de la Maison de Montpellier à Heidelberg telle présentée en annexe ;
- de prévoir au budget du personnel les dépenses et recettes correspondantes.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

49. Renouvellement des conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.

Dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques, Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition du service Energie de la Ville de Montpellier trois agents de catégorie C à temps complet exerçant les fonctions d'agents de maintenance en génie climatique (chauffage, eau chaude, sanitaire, climatisation).

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le principe du renouvellement des conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier des trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9904 du 15/12/2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition. La masse salariale correspondante restera donc à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant la nécessité de renouveler les conventions de mise à dispositions des trois agents pour la période 2015-2016, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe du renouvellement des conventions de mise à disposition des trois agents de catégorie C entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

50. Modification du tableau des effectifs

I – Créations de postes :

Filière Médico-sociale :

Grade de Puéricultrice cadre santé : création d'un poste

Filière Technique :

Grade de Technicien principal de 1^{ère} classe : création d'un poste

II – Suppressions de postes : Conformément à l'avis du Comité Technique du 25 février 2016 :

Filière Administrative :

Grade d'Attaché principal : suppression d'un poste

Filière Médico-sociale :

Grade de Puéricultrice hors cadre : suppression d'un poste

Filière Technique :

Grade d'Ingénieur : suppression d'un poste

III - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Politique Alimentaire :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur de la Politique Alimentaire. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés, justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379- 966

Direction Politique Alimentaire / Unité Centrale de Production :

Un poste à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur adjoint, Responsable de l'Unité Centrale de Production à la Direction Politique Alimentaire. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence aux cadres d'emplois d'Attaché ou d'Ingénieur territorial justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379- 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Cette délibération classique permet d'ajuster les mouvements suite à nomination et à concours. Nous observons donc la création de deux postes : un poste dans la filière médico-sociale et un poste dans la filière technique. Nous avons par ailleurs les suppressions de postes correspondant à ces nominations dans les mêmes filières. Nous avons des ouvertures de postes à des agents titulaires : nous effectuons d'abord un appel à candidature en interne, et lorsque ces postes ne sont pas pourvus en interne, nous les ouvrons à l'externe. Par conséquent, deux postes à la direction de la politique alimentaire et à l'unité centrale de production.

Pour : 62

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h10.

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2015/0287	Avenant n° 2 au contrat de maintenance du progiciel Droit de cités, marché n° 2M24 - Acquisition licence "Renseignements d'urbanisme dématérialisés".
2015/0555	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Régis BISCAINO.
2015/0563	Direction artistique et commissariat d'exposition au Carré Sainte Anne et à l'Espace Dominique Bagouet pour l'année 2016, pour un montant de 33334 € HT d'honoraires et 5 000 € maximum de frais.
2015/0564	Conception et commissariat général d'un programme d'expositions au Pavillon populaire pour l'année 2016, pour un montant de 25000 € d'honoraires et 17000 € maximum de frais.
2015/0565	Marché à procédure adaptée N°5B0140 portant sur 20 études ergonomiques pour le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap d'une durée de 3 ans pour un montant maximum de 80 000€ HT.
2016/0013	Attribution de la maîtrise d'œuvre pour l'opération de réfection des sols de la place Royale du Peyrou au groupement 1090 ARCHITECTES / JD. SCHAUER / L. TAILLANDIER pour un montant de 79 200 € TTC.
2016/0015	Après consultation la Ville décide d'attribuer le marché "entretien du patrimoine arboré de la Ville" n° 5D0018 aux entreprises suivantes : - lot 1 : "abattage" Sud Espaces Verts pour un montant minimum de 0 et maximum de 200 000 € HT - lot 2 : "extraction de souche, curetage et apport de terre" Sud Espaces Verts pour un montant minimum de 0 et maximum de 200 000 € HT - lot 3 : "travaux de taille" Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 500 000 € HT - lot 4 : "tous types de tailles aux abords du tramway" Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 250 000 € HT - lot 5 : "échenillage" Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 40 000 € HT
2016/0020	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Philippe HERAN.
2016/0022	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SASU SERPE.
2016/0023	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SASU SERPE.
2016/0024	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ VIE Georges.
2016/0025	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans

	l'affaire Ville c/ CANTERO Michel.
2016/0026	La société Bouladou a été retenue en 1ère position par la commission d'appel d'offres pour le transport d'enfants et d'adolescents à des activités. L'entreprise Courriers du Midi a été retenue en 2ème position. Le marché n° 5D00511100 a été attribué pour un montant annuel minimum de 80 000€ HT et maximum de 300 000€ HT.
2016/0027	Droit de préemption sur la propriété de la SCI DE TIZI située 220 avenue Vincent Auriol, cadastrée section AO 307 de 2.488 m², pour un montant de 136.840 €.
2016/0028	Autorisation de la signature de la convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels avec Montpellier Méditerranée Métropole - Ancien Hôtel de Ville de Montpellier.
2016/0029	La Ville de MONTPELLIER décide d'adopter l'avenant de régularisation n°4 duquel il ressort en faveur de la Ville un avoir de 2 351,35€, d'adopter l'avenant de régularisation n°5 duquel il ressort en faveur de la Ville un avoir de 21 062,32€ et de procéder un recouvrement des sommes précitées.
2016/0030	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ RIVIERE Dominique.
2016/0031	Attribution du marché de nettoyage et de collecte des déchets des halles et des marchés de plein air n° 5D0068 à la Société Méditerranéenne de Nettoyement pour un montant de 4 501 420, 74 € HT pour une durée de 4 ans (reconductible chaque année).
2016/0032	Marché public N°6B0010 : hébergement des auteurs et invités de la Comédie du Livre 2016 pour un montant maximum de 36 000 € HT.
2016/0033	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Régis BISCAINO.
2016/0034	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Rue du Muscadet.
2016/0035	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Valérie ASTESANO.
2016/0036	Depuis de nombreuses années la Ville adhère au Club de la Presse. Il est proposé de confirmer notre adhésion pour l'exercice 2016, Chapitre 920 Nature 6281 pour un montant prévisionnel de 2600 €.
2016/0037	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché " Achat de vêtements et d'équipements pour la police municipale, les ASVPEU et garde-squares (N° 5D0033)". pour le lot n°1 (vêtements de police) à la société GK PROFESSIONEL pour un montant total annuel estimé de 142 900 € HT, pour le lot n°2 (vêtements ASVP et garde-squares) à la société ESCASSUT pour un montant total annuel estimé de 56 100 € HT, pour le lot n°3 (chaussures) à la société ESCASSUT pour un montant total annuel estimé de 35 870 € HT, pour le lot n°4 (petit équipement) à la société ESCASSUT pour un montant total annuel estimé de 43 675 € HT, pour le lot n°5 (armement) à la société CHASSE 2000 pour un montant total annuel estimé de 38 200 € HT, pour le lot n°6 (gilets pare-balles) à la société ESCASSUT pour un montant total annuel estimé de 55 300 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution allant jusqu'au 31/12/2016 pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2017 - 2018 - 2019). Conformément à l'article 8 du code des marchés publics, ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, les communes de Castelnau-le-Lez, Baillargues, Jacou, Grabels, Pérols, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Prades-Le-Lez, Saint Brès et Villeneuve-les-Maguelone, dans les conditions prévues par la convention constitutive dudit groupement.
2016/0039	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Nicolas Marquet du 16 avril au 8 mai 2016.
2016/0040	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy au collectif représenté par Sandra Mehl du 14 mai au 5 juin 2016.
2016/0041	La Ville décide de signer avec la SAAM un mandat de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier.
2016/0042	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Débit de beau (Sylvie Huet) du 11 juin au 3 juillet 2016.
2016/0043	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy au collectif

	représenté par Floriana Marty du 9 au 31 juillet 2016.
2016/0045	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Nissrine Sefar du 6 au 28 août 2016.
2016/0047	La Ville de Montpellier décide de réformer des véhicules (Direction Energie et Moyens Techniques), un bungalow sanitaire (Direction Usages et Valorisation de l'Espace Public), des matériels informatiques (Direction Système d'Information), du matériel de vidéo-surveillance (Direction Règlementation Tranquillité Publique), un massicot (Direction Proximité et Citoyenneté), des mobiliers (Direction Energie Moyens Technique) et des matériels agricoles (Direction Paysage et Biodiversité).
2016/0049	Autorisation de signer la convention d'occupation précaire pour le pylône radioélectrique de la Gendarmerie - Caserne de Celleneuve afin d'améliorer la couverture du réseau radio de la Police Municipale.